

2^{ème}
édition

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021

carenews[®]

Avec le soutien de



BNP PARIBAS

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021

L'ÉQUIPE DE CARENEWS
SOUS LA DIRECTION DE FLAVIE DEPREZ

SOMMAIRE

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021

06	Édito d'Olivia Grégoire	70	Julia Mallam, enseignante accompagnée par l'association Le Choix de l'école
08	Édito de Flavie Deprez	72	wenabi : la plateforme d'engagement gagnant-gagnant-gagnant
10	Édito d'Antoine Sire	74	Avec la terre en partage, l'accueil « digne, actif et constructif » des demandeurs d'asile n'est plus une « utopie »
12	Pourquoi un Top 50 de l'entrepreneuriat à impact ?	76	Sinny & Ooko : la recette du succès d'un tiers-lieu
14	Dans les coulisses du « Top 50 »	78	Insertion professionnelle : 9 incubateurs à vocation sociale
20	Catégories	80	Le Label Emmaüs fête le premier anniversaire de la plateforme de dons d'objets : Trëmma
22	Top 50 de l'entrepreneuriat à impact 2021	81	Les engagements pour la planète des Marmites Volantes
26	Acta Vista	82	Après avoir fondé en 2008 la société RecycLivres, David Lorrain étend son business à impact social à la marketplace avec une ambition internationale
28	Thierry Sibieude : « Tous ces gens qui disent faire de l'impact du jour au lendemain... cela me paraît difficile ! »	84	#Top50Impact
30	Geev a-t-il révolutionné le don ?	88	Ecotree : devenir propriétaire d'arbres pour améliorer l'état des forêts françaises
31	Lemon Tri : « Nos systèmes donnent la capacité aux gens de trier »	90	9 chiffres qui ont marqué l'année 2021 de social builder
32	Écotable rêve d'un éco-score de la restauration	92	Diversidays
34	Educ-up, l'éducation pour tous !	94	Nos coups de cœurs
35	Comment HelloAsso fait-elle pour offrir gratuitement des outils numériques aux associations ?	96	Foncière Chênelet
36	Banlieues Santé : la « capacitation » des femmes, la « clé » de la santé dans les quartiers défavorisés ?	97	Parrains Par Mille
38	Droits d'urgence œuvre contre la rupture des droits des personnes en situation d'exclusion	98	Les fonds à impact peuvent-ils favoriser la diversité ?
40	Comment Altermundi promeut-il le commerce responsable ?	100	Carians
42	CrushON	102	Colette
45	Valérie et Hélène, un duo « made in » article 1	103	Entoureo
46	Découvrez les projets de Bellevilles, une foncière solidaire	104	KOEO
48	Wings of the Ocean s'engage pour la protection des océans	106	Solifap combat le mal-logement sur l'île de la Réunion
49	Raphaële Leroy, Directrice de l'Engagement d'entreprise de la Banque Commerciale en France de BNP Paribas	110	BlueBees finance des projets de transition écologique en crowdfunding
50	Que peut-on apprendre à Konexio, l'école du numérique pour tous ?	111	Chemins d'enfances ouvre la voie aux enfants en grande précarité
52	UNISOAP : les savons d'hôtels au profit des plus précaires	112	Matrice Association « L'impact est d'abord un engagement, une colonne vertébrale qui tient ceux qui s'y rattachent. »
53	ANDES, premier réseau de 450 épiceries sociales et solidaires	113	Les Ateliers Amasco réinventent les vacances où tous les enfants sont égaux !
54	Pandobac veut rendre la livraison alimentaire plus écologique	116	Le Producteur Local
56	Make ICI : la manufacture de proximité est-elle le futur de l'artisanat ?	117	WebForce3, la force du numérique inclusif
57	Fruggr : Comment lutter contre l'impact négatif des nouvelles technologies ?	118	Cueillette Urbaine
58	ETRE, un réseau d'écoles pour former les jeunes en difficulté aux métiers de demain	120	6 conseils avant de se lancer dans la mesure d'impact
59	Le visage de ce Top 50	122	Nils Pedersen : « Si on n'est pas transparent sur la méthode, c'est qu'on a des choses à cacher »
60	Fabien de Castilla : « On souhaite aller plus loin en créant des consortiums pour répondre à des problématiques sociales »	123	Éthik'do
62	La Foncière d'habitat et humanisme, « un outil économique à vocation sociale »	124	Thibault de Saint Simon est directeur général de la Fondation Entreprendre et membre du comité des parties prenantes de ce Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, il nous livre ici sa vision de l'entrepreneur du futur (souhaitable)
64	« Rêv'Elles ton potentiel »	125	Moulinot
66	Entreprise libérée et ESS font-elles bon ménage ?	126	Les participants
68	Pour Énergie Jeunes, le mécénat de compétences joue « un rôle structurant »	130	Principales informations par catégorie
		132	TOP 50 des entrepreneurs à impact



Ce Top 50 de l'entrepreneuriat à impact constitue une nouvelle démonstration de la révolution en cours.



Olivia Grégoire

Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable
auprès de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance



ous entrons dans une nouvelle ère du capitalisme. Comme d'autres révolutions économiques avant elle, cette nouvelle ère est inexorable, mais, contrairement aux révolutions industrielle ou numérique, elle est d'abord humaine. Elle répond à une préoccupation existentielle de nos sociétés, acculées par un double défi écologique et social.

Limiter les externalités négatives des entreprises ne suffit plus aux citoyens, à la fois salariés, consommateurs et investisseurs, avec qui

il faudra composer pour faire vivre le monde d'après. Logiquement, la puissance publique s'est emparée de cet état de fait pour le transposer dans l'état du droit. En France, cette vision d'un nouveau capitalisme plus responsable est au cœur de la loi PACTE qui, en créant un nouveau contrat entre l'entreprise et la société, amorce la révolution de l'impact.

Ainsi, « s'engager » sur l'environnemental, sur le social et la bonne gouvernance, ne suffit plus. Plus personne ne veut croire sur parole, l'heure est à la preuve sur pièces. Depuis un an et

demi, à Bercy, j'ai cherché à matérialiser cette preuve : dès lors qu'une entreprise a un impact, il faut qu'elle puisse le mesurer et le montrer. C'est tout l'objet de la plateforme Impact que j'ai lancée en mai 2021 et qui permet de donner à voir la preuve concrète de cet « impact » grâce à une cinquantaine d'indicateurs et aux données brutes environnementales, sociales et de gouvernance de plus de 500 entreprises à date. Cette bonne pratique, dont la France est pionnière, sera une obligation pour les grandes entreprises européennes dans les prochaines années.

Ce Top 50 de l'entrepreneuriat à impact constitue une nouvelle démonstration de la révolution en cours. C'est aussi une belle source d'inspiration pour toutes les autres entreprises. J'y découvre une trentaine de nouveaux visages et autant d'histoires et d'engagements différents et c'est une très belle nouvelle en plus d'être une excellente preuve que l'impact a de beaux jours devant lui.



Il est important de mesurer la richesse offerte par cette boussole que nous construisons désormais annuellement.



Flavie Deprez

Fondatrice et directrice générale
de Carenews

Impact, impacter et impactant : difficile d'échapper à l'impact mania ces derniers mois. Réitérer ce classement de l'entrepreneuriat à impact, c'est confronter un concept dont beaucoup veulent se saisir à la réalité des chiffres.

Pour sa deuxième année, le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact a connu un succès renouvelé. L'intérêt de tous ces entrepreneurs qui ont choisi de « Changer La Norme » – le podcast que Carenews leur consacre – est notre mesure d'impact à nous. Je tiens à souligner le goût du risque de celles et ceux qui ont embarqué pour un deuxième voyage. Et je souhaite la bienvenue aux nouveaux Topistes. Merci à

toutes les structures qui, par leur transparence, nous permettent de dresser un portrait fidèle de l'entrepreneuriat à impact, cette manière d'entreprendre différemment qui nous anime depuis plus de 7 ans.

En parlant d'impact, il est important de mesurer la richesse offerte par cette boussole que nous construisons désormais annuellement. 32 000 données précieuses sur ce secteur qui œuvre pour un demain meilleur, c'est colossal pour prendre sa température et le voir progresser. C'est un travail tout à la fois de titan et de fourmi que les équipes de Carenews et de HAATCH ont effectué.

Le comité de pilotage a connu des débats passionnants qui ont enrichi ce classement exigeant. La hauteur de nos échanges a rendu justice au niveau des centaines d'excellents dossiers qui ont été analysés et passés au crible. Merci à Antoine Sire et à Thierry Sibieude de soutenir ce projet novateur, qui est un défi pour toutes les structures de l'impact, mais qui dès sa deuxième édition est devenu une référence.

Par ambition, nous avons choisi de challenger la méthodologie et de la faire évoluer en compagnie d'un comité d'experts. Qu'ils soient tous assurés de ma très grande estime. Rares

sont celles et ceux qui ont choisi de faire de leur travail un levier de changement, mais qui prennent aussi de leur temps et de leur talent pour aider les autres projets à grandir.

Le résultat est un classement de 50 (et une !) pépites qui font l'impact en France. De statuts, de cœurs de métier, de modèles, d'âges et de tailles très variés, elles ont en commun l'ambition de placer les enjeux environnementaux, sociaux et humains là où ils devraient toujours être : en première ligne.



Le Top 50 nous donne l'occasion de découvrir ou redécouvrir ces acteurs essentiels qui innovent et expérimentent au quotidien pour que la société de demain puisse être plus solidaire et plus écologique.



Antoine Sire

Membre du comité exécutif et directeur
de l'engagement d'entreprise de BNP Paribas



C'est avec beaucoup d'intérêt et de plaisir que BNP Paribas soutient pour la deuxième année consécutive le TOP 50 de l'entrepreneuriat à impact, que Carenews a eu l'excellente idée de créer en 2020. Fort du succès de la première édition, ce nouveau palmarès, tout à fait complémentaire, vient révéler de nouveaux acteurs de l'impact et confirmer des réseaux déjà très prometteurs.

Dans une société, marquée par la crise sanitaire, le défi climatique et les inégalités croissantes, l'économie sociale et solidaire est plus que jamais au cœur des enjeux de notre temps. Elle représente un formidable potentiel de renouvellement du capitalisme et une inspiration

sans égale pour transformer les entreprises et les institutions publiques. A travers le travail de ses premiers ambassadeurs – les entrepreneurs à impact – il émerge chaque jour en France et en Europe des solutions innovantes et vertueuses au service des individus.

Grâce à cette nouvelle édition, le TOP 50 nous donne l'occasion de découvrir ou redécouvrir ces acteurs essentiels qui innovent et expérimentent au quotidien pour que la société de demain puisse être plus solidaire et plus écologique.

J'adresse mes félicitations sincères aux lauréats 2021 et à l'ensemble des entrepreneurs qui ont candidaté !



POURQUOI UN TOP 50 DE L'ENTREPRENEURIAT À IMPACT ?

Carenews, le média des acteurs de l'engagement, présente quotidiennement l'actualité du mécénat, de l'engagement sociétal (RSE, ISR, DD...) et de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Entreprise agréée ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale), Carenews a pour mission d'accélérer le développement de l'engagement sociétal, en informant, fédérant et animant le secteur.

Notre métier de média nous mène à conduire des études de fond, basées sur des faits et des données vérifiés pour délivrer à nos lecteurs, en toute transparence, une information fiable et de qualité. C'est dans cet esprit que Carenews a lancé le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact en 2020. Ce classement totalement inédit et ambitieux vise valoriser l'entrepreneuriat à impact et récompenser et faire connaître les structures et les entrepreneurs.

En partenariat avec HAATCH et l'Essec Business School et avec le soutien de BNP Paribas, Carenews édite en ce début 2022 la deuxième édition de ce projet unique.

Des chiffres et rien que des chiffres ! C'est notre promesse renouvelée pour cette deuxième édition du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact.

Démarche entrepreneuriale qui a connu des développements spectaculaires ces dix dernières années, l'entrepreneuriat à impact gagnerait encore à se diffuser pour infuser et changer en profondeur l'économie. Ce classement, qui se base sur des données quantitatives, offre davantage de repères et de visibilité sur cette manière d'entreprendre au bénéfice de l'humain et de la planète.

Le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact a pour objectif de distinguer, par catégorie, les meilleurs projets à impact de l'année (via un appel à données).

L'évaluation a porté sur quatre domaines :

- 1. ROBUSTESSE**
(budget ou chiffre d'affaires, nombre d'ETP et/ou de bénévoles et/ou d'adhérents)
- 2. SOLUTIONS**
(potentiel de changement d'échelle, démarche d'innovation, maturité de la mesure d'impact)
- 3. ENGAGEMENT**
(actions de plaidoyer, liens avec l'écosystème)
- 4. RESPONSABILITÉ**
(des pratiques au sein des organisations)

HAATCH

Cabinet de conseil en stratégie RSE et développement durable pour de grandes entreprises, des PME, des associations ou des acteurs publics. Dans

le cadre du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, HAATCH est chargé de la collecte et de l'analyse des données.

BNP Paribas

Banque de premier plan en Europe avec un rayonnement international, BNP Paribas est présente dans 68 pays, avec plus de 194 000 collaborateurs, dont près de 149 000 en Europe. Le Groupe accompagne l'ensemble de ses clients (particuliers, associations, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institu-

tionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d'investissement, d'épargne et de protection. Engagé de longue date en faveur de l'entrepreneuriat social et solidaire, BNP Paribas soutient le classement du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact.

ESSEC Business School

École supérieure des sciences économiques et commerciales qui poursuit depuis plus d'un siècle un projet pédagogique innovant plaçant l'individu au cœur de son modèle d'enseignement, promouvant les valeurs de liberté et d'ouverture, d'innovation et

de responsabilité. Dans le cadre du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, l'ESSEC Business School a un rôle de contrôle académique sur la méthodologie, le questionnaire et les terminologies employées.

DANS LES COULISSES DU « TOP 50 »

Pour cette deuxième édition du TOP 50 de l'entrepreneuriat à impact, l'équipe s'est basée à nouveau sur la méthodologie « MESIS » (Mesure et Suivi de l'Impact Social).

L'idée, derrière ce Top 50, c'est de pouvoir suivre l'évolution d'un secteur qui disposait jusqu'ici de peu de métriques. Dès la première édition, il nous était apparu essentiel de construire une méthodologie solide, qui aurait vocation à évoluer tout en permettant des comparaisons dans le temps. Il nous fallait donc être cohérent avec la première édition et garder un même socle, que nous avons par ailleurs enrichi. Nous avons par exemple conservé l'intégralité des indicateurs évalués en 2020, mais nous en avons ajouté ou précisé certains. Nous avons également

fait évoluer la pondération, à la marge, suite aux observations des participants de la première édition ou du comité des parties prenantes qui a été composé pour "challenger" la méthodologie.

Nous avons enrichi et revu le questionnaire pour permettre une meilleure prise en compte de l'impact en fonction des spécificités des candidats : entreprises versus associations, petite structure versus grosse structure, etc.

* La méthode MESIS (Mesure et suivi de l'impact social) a été développée par la Caisse des dépôts, BNP Paribas et INCO, accompagnés par KIMSO, cabinet de conseil et d'évaluation spécialisé en impact social. Cette méthodologie se base sur trois objectifs : harmoniser les démarches existantes et capitaliser sur les bonnes pratiques, faire émerger des outils de mesure partagés et promouvoir une appropriation par les financeurs et les porteurs de projets.

Des décisions importantes ont également été prises grâce aux retours des participants et aux conseils de notre comité d'experts. Nous avons notamment donné un accès transparent à la pondération, en affichant directement dans le questionnaire le nombre de points disponible par question.

Le comité s'est également prononcé en faveur de la possibilité pour les lauréats de la première édition de participer à nouveau.

Nous avons par ailleurs renforcé notre analyse des dossiers. Confiants dans la pertinence de notre méthodologie et de la notation associée, nous n'en avons pas moins pris le temps de vérifier la pertinence des dossiers et informations fournies, en vérifiant notamment au cas par cas les pièces justificatives fournies et les éléments d'argumentation ajoutés.

Les 10 catégories ont été conservées, mais clarifiées :

-  **FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI**
-  **ACCÈS AU LOGEMENT**
-  **ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE**
-  **ACCÈS À LA SANTÉ ET À UN PARCOURS DE SOIN DE QUALITÉ**
-  **CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT**
-  **ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT**
-  **CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES**
-  **LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS**
-  **AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ**
-  **TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE**

Les améliorations apportées :

- **une plus grande transparence** sur la notation (nombre de points disponibles par question)
- **une vérification systématique** des pièces justificatives
- **une meilleure prise en compte** des différences entre associations et entreprises
- **un enrichissement** de la partie Robustesse de l'organisation
- **un enrichissement** de la partie impact (% de croissance du nombre de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires additionnels nets, etc.)
- **un remplissage facilité** par l'ajout de « cases à cocher » quand cela était possible
- **la création d'un questionnaire** « Hors Catégorie »

Nouveautés de l'édition 2021

Fortes de l'expérience acquise lors de la première édition du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, les équipes ont travaillé à l'amélioration de la méthodologie ainsi que de la collecte et de l'analyse de données.

Grâce aux retours précieux des participants à la première édition, nous avons pu identifier les points d'incompréhension ou les difficultés rencontrées par les répondants lors du remplissage du questionnaire. Nous avons donc travaillé à l'amélioration de celui-ci, notamment par la clarification, la reformulation ou la simplification de certaines questions.

Nous avons également constitué un comité des parties prenantes, qui nous a aidé à revoir les 10 questionnaires dans leur intégralité afin d'améliorer la méthodologie, aussi bien sur le fond que sur la forme. Ce comité était constitué de certains Topistes de la première édition ainsi que d'experts du secteur de l'impact :

- **FABIEN DE CASTILLA**, co-directeur général du Groupe Ares, l'Association pour la Réinsertion Économique et Sociale. Depuis 1991, l'association a la vocation de favoriser l'insertion de personnes en grande exclusion.
- **THIBAUT DE SAINT SIMON** est le directeur général de la Fondation Entreprendre depuis le 6 avril 2020. Auparavant, il a travaillé 14 ans pour le groupe

d'assurance Aviva et a notamment contribué à l'élaboration de sa stratégie de développement durable. Directeur de la communication et du développement durable pendant quatre ans, il a, entre autres, géré la Fabrique Aviva, un concours qui vise à soutenir et récompenser les projets entrepreneuriaux et associatifs innovants.

- **MÉLANIE SUEUR SY** est, depuis 2020, directrice générale d'Enactus France après avoir travaillé plus de huit ans chez KPMG France. Diplômée de Sciences Po, elle s'est auparavant engagée dans la politique européenne et a notamment cofondé Cafébabel, un magazine participatif sur l'Europe. Mélanie Sueur Sy est engagée dans le milieu associatif et est bénévole à Wake up Café.

- **NILS PEDERSEN** est le délégué général de Global Compact France depuis 2021. Nils Pedersen a également été responsable du concours et des relations institutionnelles de la Fondation la France s'engage entre 2017 et 2021. Il est également le président de La Fonda, un laboratoire d'idées au service du monde associatif dont il est aussi membre du bureau depuis 2015, nommé en octobre 2021 par arrêté du Premier ministre au Haut Conseil à la vie associative. Auparavant, Nils Pedersen s'est engagé dans le secteur de la culture et a, entre autres, travaillé pendant six ans auprès de la Fondation Groupe EDF en tant que responsable du pôle culture puis conseiller mécénat du délégué général de la fondation.

Critères d'éligibilité

Étaient éligibles à ce classement les structures :

- Quel que soit leur statut juridique
- Quelle que soit leur date de création
- Quel que soit le nombre de salariés

Les projets devaient néanmoins avoir tout ou partie des bénéficiaires de leur impact en France.

Critères d'évaluation

Les projets ont été évalués à partir d'un questionnaire quantitatif et qualitatif validé par un comité des parties prenantes et un comité de pilotage.

Chaque entité était notée sur un total de 100 points, à l'aide de séries de questions notées chacune de 1 à 4 points selon leur importance.

Les structures étaient invitées à répondre à ces questions, tantôt fermées (réponse à choix multiple), tantôt ouvertes (réponses en texte, ou en chiffres), et à compléter leurs réponses en fournissant des documents permettant d'étayer leurs déclarations.

Les réponses fermées et les réponses ouvertes en chiffres ont été utilisées pour une première évaluation basée sur les réponses aux questionnaires uniquement. Cette évaluation a été réalisée par les équipes HAATCH.

Dans un second temps, le comité de pilotage a été mis à contribution pour départager les projets avec une notation très proche, sur la base de leurs réponses qualitatives et de l'expertise des membres du comité.

Le questionnaire d'évaluation était découpé en 5 sections

1. PÉRENNITÉ / ROBUSTESSE DE L'ORGANISATION

Les structures étaient évaluées sur la solidité de leur modèle économique, afin d'évaluer la pérennité potentielle de leurs impacts positifs. Il était demandé aux structures de montrer leur solidité financière, en prenant notamment en compte pour les associations, la diversité de leurs sources de financement et pour les entreprises à but lucratif, la diversité de leurs clients, la rentabilité de leur structure, le niveau de ses fonds propres et de sa trésorerie, l'évolution de leur chiffre d'affaires...

CETTE SECTION ÉTAIT NOTÉE SUR 10 POINTS.

2. BÉNÉFICES CRÉÉS

Les structures étaient évaluées sur la portée, l'intensité, la pérennité et la qualité de leur impact. Cette section du questionnaire d'évaluation était adaptée en fonction de la catégorie d'impact sélectionnée au début par le candidat, et donc différente d'une catégorie d'impact à l'autre.

CETTE SECTION ÉTAIT NOTÉE SUR 38 POINTS.

3. SOLUTION

Les structures étaient évaluées sur le caractère innovant de leur solution, sa répliquabilité, son niveau de différenciation par rapport à l'existant (additionnalité de l'impact), le potentiel de changement d'échelle de son modèle, l'anticipation des risques et l'accessibilité du produit ou service offert.

CETTE SECTION ÉTAIT NOTÉE SUR 23 POINTS.

4. ENGAGEMENT

Les structures étaient évaluées sur l'intensité et la maturité de leur engagement, notamment la formalisation et la mesure de leur impact, mais aussi sur leur contribution au rayonnement des enjeux sociétaux, sociaux, environnementaux qu'ils portent, via leurs prises de parole et via leur implication au sein de l'écosystème des organisations à impact.

CETTE SECTION ÉTAIT NOTÉE SUR 18 POINTS.

5. PRATIQUES RESPONSABLES

Les structures étaient enfin évaluées sur leurs pratiques en termes de gouvernance, d'égalité, de transparence et d'implication des parties prenantes. Cette évaluation s'appuyait notamment, mais pas seulement, sur l'Impact Score mis au point par la coalition Nous Sommes Demain.

CETTE SECTION ÉTAIT NOTÉE SUR 11 POINTS.

Chaque candidat était évalué au sein de sa catégorie d'impact.

Le ratio suivant a été appliqué pour obtenir le nombre de lauréats par catégorie :

50 / 257 = 19,5 %

Nous avons donc primé, respectivement pour chaque catégorie :



FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI

10 PROJETS PRIMÉS



CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

7 PROJETS PRIMÉS



ACCÈS AU LOGEMENT

2 PROJETS PRIMÉS



LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS

7 PROJETS PRIMÉS



ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE

7 PROJETS PRIMÉS



AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN LA BIODIVERSITÉ

2 PROJETS PRIMÉS



ACCÈS À LA SANTÉ ET À UN PARCOURS DE SOIN DE QUALITÉ

2 PROJETS PRIMÉS



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE

1 PROJET PRIMÉ



CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

4 PROJETS PRIMÉS



HORS CATÉGORIE

1 PROJET PRIMÉ



ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT

8 PROJETS PRIMÉS

Comme tout système d'évaluation, les seules réponses aux questionnaires, pour une grande diversité de projets, et sur une base déclarative, pouvaient naturellement créer des biais et générer des notes très proches, considérées comme dans une marge d'incertitude. Un pré-classement a donc été présenté au COPIL, à qui il a été demandé d'apporter un regard critique sur les lauréats potentiels. Il leur a notamment été permis de :

- Corriger la notation de certains projets à l'aide des réponses qualitatives fournies par les candidats et de leur connaissance personnelle des projets concernés.
- Départager des projets ayant obtenu une différence de notation inférieure à 0,5 point, en se basant sur les réponses qualitatives et quantitatives des lauréats et sur leur connaissance experte.

Quels sont les enseignements de cette édition 2021 ?

Nous faisons un double constat. Le premier, malheureusement, c'est que par rapport à la première édition, nous avons un nombre non négligeable de structures participantes qui ont été fortement impactées par la crise sanitaire. Cela se ressent par exemple dans les données des entreprises. Certaines ont connu des chutes de leur chiffre d'affaires très importantes, de l'ordre de 30 %. Parmi les entreprises lauréates, le chiffre d'affaires moyen entre la première édition et cette année a été divisé par deux, alors même que nous avons un certain nombre de structures plutôt matures. L'âge moyen des entreprises Topistes est par exemple passé de 14 à 12 ans.

Le second constat, plus réjouissant, c'est que, malgré ce contexte d'incertitude et de restrictions, les structures du secteur de l'impact font également preuve d'une réelle résilience et d'une forte ténacité. En dépit des difficultés auxquelles elles ont pu et continuent de faire face, les structures ont maintenu leur activité et continuent à imaginer de nouveaux projets. Les entrepreneurs nous ont largement fait part de leur volonté de multiplier leur impact à grande échelle. Leur motivation pour faire changer les choses et leur conviction de la nécessité d'inviter de nouveaux modèles ne semble en sortie que renforcée. On a d'ailleurs également à la fois beaucoup de très jeunes structures, créées en 2019 voire 2020 parmi les participants, et de superbes structures qui ont connu de très belles croissances à 3 chiffres et qui opèrent des stratégies de déploiement sur le territoire et au-delà.

Nous retenons donc que, si comme nombre de secteurs, les acteurs de l'impact ont pu être affectés par la crise Covid-19, on est face à un secteur qui est de plus en plus résilient et qui reste fortement mobilisé.

Quelles évolutions de 2021 ?

Pour cette seconde édition, nous avons avant tout cherché à renforcer et affiner notre méthodologie. Pour cela, il nous est apparu essentiel d'inclure les retours et suggestions d'un ensemble d'acteurs. Tout d'abord, nous avons collecté un certain nombre de retours des participants à l'issue de la première édition, que nous avons essayé d'intégrer au mieux. Ensuite, nous avons également décidé de nous doter d'un comité de parties prenantes, composé de To-

Cécile Chapon,
CONSULTANTE
CHEZ HAATCH



pistes de l'édition 2020 ainsi que d'experts de l'impact pour nous aider à réviser la méthodologie, les questionnaires et un certain nombre de points clés de ce classement. Chacun d'entre eux a pu nous suggérer des améliorations pour l'ensemble des dix questionnaires et ensemble, nous avons pris des décisions structurantes, telle que la possibilité pour les Topistes de la première édition de participer à nouveau. Ce choix nous est apparu comme essentiel si nous voulions pouvoir effectivement mettre en valeur les « champions de l'impact » comme nous en avons l'ambition.

Finalement, je pense que nous avons réussi notre défi : préserver une constance dans la méthodologie tout en cherchant à l'améliorer, et donc y apporter des améliorations significatives et pertinentes sans remettre en question les bases.

La méthodologie a-t-elle été améliorée ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela apporte ?

La méthodologie a été améliorée sur différents plans. Sur la forme, certaines questions ont été reformulées, simplifiées ou précisées pour permettre à chaque entrepreneur de répondre au plus juste et pour s'assurer que chacun avait une bonne compréhension de chacune des questions. Sur le fond, nous avons travaillé à une meilleure prise en compte de la diversité des profils de structure. Nous avons par exemple renforcé la première partie de la notation, relative à la robustesse de l'organisation, pour établir une notation équitable pour les entreprises et les associations. Nous avons également complété nos critères dans la partie impact, pour mieux valoriser les entreprises ayant connu une forte croissance de leur nombre de bénéficiaires et de l'ensemble de leurs impacts en 2020. Enfin, nous avons été encore plus vigilants sur la vérification des informations fournies, avec notamment un contrôle systématique des documents justificatifs fournis.

In fine, les améliorations apportées à la méthodologie ont permis d'assurer une meilleure homogénéité dans la compréhension des questions, une plus grande neutralité entre les divers profils de structures et une meilleure fiabilité dans l'analyse des données.

Quel est votre regard sur l'évolution des structures de l'ESS et de l'impact ?

Les acteurs de l'impact ont été chahutés, ils sont toujours là ! Mieux, leur préoccupation pour le bien commun, intégrée à leur organisation depuis le départ ou en chemin, s'avère visionnaire et leur donne des armes pour faire face aux crises : du sens, un alignement, une utilité pour la collectivité qu'on ressent d'autant plus lorsque la société entière est mise à l'épreuve.

Dans tous les secteurs, on observe plus que jamais le besoin de s'interroger sur sa raison d'être, son utilité sociale, son impact. Les structures de l'ESS et de l'impact, multiples, diverses par leurs tailles, secteurs, profils, ancienneté, s'affirment chaque jour davantage comme des organisations modernes et modèles, autant que des terrains d'observation et d'apprentissage. Avec le temps, en innovant continuellement et en se structurant, elles ajoutent à leur dimension d'explorateurs celle d'organisations robustes capables de répondre aux enjeux toujours plus criants de la société. Elles inspirent, si bien qu'un nombre toujours croissant d'entreprises et d'associations se créent, et parmi celles-ci, une part toujours plus importante de projets « à impact ». Inexorablement, l'engagement devient la norme.

Il existe beaucoup de prix et de classements dans ce secteur, qu'est-ce qui différencie le Top 50 ?

Si elles ont en commun le souci de l'intérêt général et une forte capacité d'innovation, les structures de l'impact n'en sont pas moins extrêmement diverses, et interviennent sur des champs d'impact social et environnemental très variés. Un des points forts du Top 50, c'est de proposer une méthodologie permettant de regrouper ces acteurs malgré leur diversité au sein d'un même classement. La méthodologie que nous déployons, et que nous avons encore améliorée pour cette seconde édition, cherche à mettre en évidence ce que ces structures ont en commun en même temps que les spécificités liées à leur domaine d'impact. En les rassemblant, le Top 50 permet de leur donner du poids et faire parler d'une même voix des organisations sinon pas assez unifiées, dont le poids dans l'économie n'est pas toujours assez reconnu.

Alexis Krycève,
FONDATEUR
DE HAATCH



« Au-delà de ça, ce classement est le premier du genre, et offre un coup de projecteur bienvenu sur des projets tous plus enthousiasmants les uns que les autres, grâce au formidable travail mis en œuvre par l'équipe Carenews. C'est un vecteur d'optimisme énergisant, et l'époque en a bien besoin ! »

Pourquoi HAATCH s'est-il associé à l'aventure du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact ?

La raison d'être de HAATCH, c'est de faire converger les enjeux stratégiques et les engagements sociétaux des entreprises pour bâtir une économie durable et inclusive. Le fait de s'associer à l'aventure du Top 50 est, à ce titre, logique en plus d'être stimulant. D'abord, parce que nous agissons sans relâche depuis bientôt 13 ans pour démontrer le pouvoir de l'engagement comme moteur de la transformation des entreprises et de leurs modèles d'affaires. Il s'agit pour nous d'une boussole, qui renforce les entreprises tout en les aidant à résoudre la plupart de leurs difficultés. Les pure players de l'engagement que sont les associations et entreprises leaders de l'ESS sont, à ce titre, des « spécimens » passionnants à étudier.

Par ailleurs, nous avons toujours associé la stratégie à la mesure d'impact dans nos méthodes d'accompagnement, car nous observons depuis le départ que les deux vont de pair pour faire progresser les organisations. La création d'une méthodologie originale d'évaluation de l'impact d'acteurs divers, intervenant sur les champs aussi variés que les candidats du Top 50, c'est enfin un défi qu'il nous intéressait de relever : cela nous permet de nous challenger, nous enrichir et nous améliorer. Tout en essayant, modestement, de faire progresser le secteur !

CATÉGORIES

CATÉGORIE 1

FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI

- Favoriser l'insertion par l'activité économique
- Créer de l'emploi pour des personnes en difficultés
- Fournir une source d'activité et de revenus à des personnes éloignées de l'emploi
- Favoriser l'accès à la formation socio-professionnelle des publics éloignés du marché du travail, ou sous-représentés dans certains métiers

CATÉGORIE 2

ACCÈS AU LOGEMENT

- Construire, héberger et/ou mettre à disposition des logements, d'urgence ou temporaire, pour des personnes ayant des difficultés d'accès à un hébergement pérenne
- Accompagner ces personnes dans l'appropriation du logement
- Améliorer les conditions de logement pour des individus confrontés à des difficultés socio-économiques

CATÉGORIE 3

ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE

- Informer, accompagner, donner confiance, permettre à chacun de développer ses compétences et son potentiel, notamment par l'acquisition de connaissances et la maîtrise d'outils
- Lutter contre les inégalités scolaires et le décrochage, proposer des solutions d'accompagnement éducatif
- Permettre à chacun d'accéder à une éducation et à une pratique artistique et culturelle

CATÉGORIE 4

ACCÈS À LA SANTÉ ET À UN PARCOURS DE SOIN DE QUALITÉ

- Permettre l'accès aux soins à tous·tes
- Améliorer la prise en charge sanitaire, générale ou de certaines pathologies
- Améliorer la qualité et l'espérance de vie des personnes souffrant d'une ou plusieurs pathologies
- Proposer des outils thérapeutiques et des soins non médicamenteux à destination des personnes en situation de dépendance

CATÉGORIE 5

CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

- Rapprocher les générations, les cultures, les religions
- Promouvoir le « vivre ensemble », recréer du lien social (intergénérationnel, interculturel, interregiliens, etc.)
- Lutter contre l'isolement de publics fragiles (personnes âgées, personnes sans-domicile)
- Générer des échanges entre individus ou groupes d'individus qui ne connaissent pas d'interactions dans le cadre de leur vie quotidienne

CATÉGORIE 6

ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT

- Financer ou accompagner les entrepreneurs dans la recherche de financement
- Aider les entrepreneurs à impact à se structurer et se développer grâce à des outils, services ou lieux

CATÉGORIE 7

CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

- Informer, guider et accompagner le consommateur pour une consommation éthique et durable
- Produire, vendre ou promouvoir des produits respectueux des femmes, des hommes, des animaux et de l'environnement

CATÉGORIE 8

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS

- Lutter contre le gaspillage alimentaire et non-alimentaire, dans une logique d'économie circulaire
- Permettre la collecte, la gestion, le tri et la valorisation des déchets
- Favoriser la seconde vie (distribution, réemploi, transformation, réparation, reconditionnement, recyclage) de produits en fin de vie, usés ou non utilisés

CATÉGORIE 9

AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ

- Pratiquer l'agriculture avec des méthodes respectueuses de l'environnement et des espèces
- Promouvoir et former à la transition agricole et alimentaire (agroécologie, permaculture, etc.)
- Régénérer la biodiversité et lutter contre la disparition du vivant, notamment dans les zones urbaines

CATÉGORIE 10

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE

- Développer et promouvoir la production et le recours aux énergies renouvelables
- Améliorer l'efficacité énergétique et réduire la consommation d'énergie
- Offrir des solutions innovantes pour une mobilité durable

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021



Formation
professionnelle
et accès à l'emploi

- 01.** WebForce 3 ✨
- 02.** Educ-Up (Edacademy)
- 03.** Make ICI ✨
- 04.** Konexio
- 05.** Ares
- 06.** 3PA - Les Écoles de la Transition Écologique
- 07.** Simplon.co ✨
- 08.** Social Builder
- 09.** Acta Vista
- 10.** Diversidays



Accès
au logement

- 01.** Habitat et Humanisme
- 02.** Foncière Chênelet ✨



Accès à une éducation
de qualité et à la culture

- 01.** Rêv'Elles ✨
- 02.** Énergie Jeunes ✨
- 03.** Article 1
- 04.** Ateliers Amasco
- 05.** Le Choix de l'école
- 06.** Chemins d'Enfances
- 07.** Parrains Par Mille



Accès à la santé
et à un parcours
de soin de qualité

- 01.** Carians / deuxièmeavis.fr
- 02.** Banlieues Santé



Création, maintien
du lien social et lutte
contre l'isolement

- 01.** Colette
- 02.** ANDES
- 03.** Entoureo
- 04.** La Terre en Partage



Accompagnement et
soutien des porteurs
de projet à impact

- 01.** HelloAsso
- 02.** Bellevilles
- 03.** wenabi
- 04.** Sinny&Ooko
- 05.** Solifap
- 06.** KOEO
- 07.** BlueBees
- 08.** Matrice

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021



Consommation
et production
responsables

01.
Écotable

02.
Label Emmaüs ✨

03.
Altermundi ✨

04.
CrushOn

05.
ETHI'KDO

06.
**Les Marmites
Volantes** ✨

07.
Le Producteur Local



Lutte contre le
gaspillage, recyclage,
revalorisation et
réduction des déchets

01.
Lemon Tri ✨

02.
Moulinot ✨

03.
RecycLivre ✨

04.
Wings of the Ocean

05.
Pandobac

06.
UNISOAP

07.
Geev



Agriculture durable
et maintien de
la biodiversité

01.
**Cueillette
Urbaine** ✨

02.
EcoTree ✨



Transition énergétique
& mobilité durable

01.
Fruggs



Hors
catégorie

01.
**Droits
d'urgence**

✨ **Topiste en 2020**



ACTA VISTA

Appartenant au GROUPE SOS, l'association ACTA VISTA œuvre pour l'insertion et la qualification professionnelles des demandeurs d'emploi sur les chantiers de restauration du patrimoine. Un dispositif qui leur permet d'accéder à une qualification dans les métiers du bâtiment et d'être accompagnés vers l'emploi durable.

À l'échelle nationale,
c'est plus de

500

PERSONNES EN SITUATION
DE PRÉCARITÉ RECRUTÉES,
FORMÉES ET ACCOMPAGNÉES
vers un retour durable à
l'emploi en 2021.

7

MÉTIERS LIÉS À LA RESTAURATION
DU PATRIMOINE TRANSMIS
ET SAUVEGARDÉS.

9 personnes sur 10

SE QUALIFIENT AUX EXAMENS
PRÉSENTÉS.

2 personnes sur 3

RETROUVENT LE CHEMIN
DE L'EMPLOI OU UNE FORMATION
en lien avec leur projet
professionnel.



POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION, SOUTENONS L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE SOUS TOUTES SES FORMES.



Concrètement, BNP Paribas 3 Step IT permet de reconditionner et de revendre 97 % des équipements technologiques en fin de contrat de location, ce qui réduit de 36 % leur empreinte carbone en évitant la production et le transport de nouveaux matériels. **Pour réussir le défi de la transition, accélérons ensemble. #PositiveBanking**

Pour un impact écologique maîtrisé : campagne réfléchie de manière écoresponsable, et dont l'empreinte carbone de production et de diffusion a été calculée et compensée. © Hervé Plumet.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

THIERRY SIBIEUDE

« TOUS CES GENS QUI DISENT FAIRE DE L'IMPACT DU JOUR AU LENDEMAIN... CELA ME PARAIT DIFFICILE ! »

Thierry Sibieude est professeur à l'ESSEC Business School. Il est spécialiste des questions d'impact et d'entrepreneuriat social. D'ailleurs, il a cofondé en 2002 la Chaire d'entrepreneuriat social. Entreprises à mission, ESS, finance solidaire... Nous avons évoqué avec lui les grandes tendances de ce champ en perpétuelle évolution.

Depuis un an, quelles évolutions avez-vous pu percevoir concernant l'impact ?

Il y a eu une confirmation de tendance. Ces enjeux sont de plus en plus présents dans le débat, dans les préoccupations affichées des entreprises et j'espère dans leurs actions. Un risque commence à émerger : celui du galvaudage de la notion d'impact. À force de le mettre à tort et à travers, on finit par le vider de son sens.

Les débats qui émergent autour du périmètre de l'économie sociale et solidaire sont-ils légitimes ?

Les périmètres réglementaires sont ce qu'ils sont. Ils sont définis par la loi. Après, il va être intéressant et nécessaire de structurer l'engagement croissant d'un certain nombre d'organisations dont la finalité est au service d'activités à impact. Et là, il y a une démarche contradictoire. D'un côté, on a envie que le maximum d'entreprises s'engage pour œuvrer à une transformation juste de la société, mais de l'autre, n'importe quelle entreprise peut dire avec n'importe quelle petite action qu'elle fait de la transformation juste et durable. Il va falloir gérer la contradiction. Pour cela, il ne faut pas que les acteurs historiques se replient sur eux en disant qu'il n'y a qu'eux qui sont purs et que tous les autres sont des imposteurs. De l'autre côté, il ne faut pas que tout le monde puisse dire qu'il fait de l'impact.

Observez-vous une usurpation de la notion d'impact que vous évoquez ?

On observe une augmentation importante et subite du nombre de gens qui disent faire de l'impact. Or, pour en faire, il faut réunir un certain nombre de conditions. Il y a notamment un enjeu autour de la balance entre impact et rendement financier. Donc tous ces gens qui disent faire de l'impact du jour au lendemain... Ça me paraît difficile.

Comment se protéger de l'usurpation ?

En étant très strict sur un certain nombre de conditions, notamment par rapport à l'évaluation et à la preuve. Quelles preuves et quels éléments de réalité celles et ceux qui se revendiquent de l'impact sont-ils en capacité d'apporter ?

L'année 2021 a été charnière pour les sociétés à mission. Quel bilan tirez-vous ?

Les sociétés à mission représentent un pari audacieux sur l'intelligence collective. C'est un bon outil, s'il est bien utilisé, pour favoriser des activités dont l'impact sera maximal sur le plan social ou environnemental. Maintenant, c'est comme tous les outils : si vous l'utilisez mal, ce n'est pas sûr que ça marche.

Il est donc possible de mal utiliser l'outil « société à mission » ?

Bien sûr ! Vous pouvez très bien vous revendiquer entreprise à mission et vous contenter de faire de la communication sans que cela ne change rien à vos pratiques. Vous pouvez très bien afficher une très belle politique RSE et ne rien faire. C'est vieux comme le monde. L'entreprise peut aussi être soucieuse et vigilante sur une partie de son activité, mais pas sur le reste. L'exemple serait une entreprise exemplaire en France, mais qui s'autoriserait des comportements différents dans un autre pays.

Serait-ce positif que toutes les entreprises soient à mission dans 10 ans ?

Si toutes les entreprises étaient à mission avec le dispositif de suivi et d'évaluation de leurs performances environnementales, avec un reporting de même nature que celui qui est fait dans le domaine financier, appliqué à l'extra financier, ce serait très bien. S'il n'y a pas de cadre de référence, de langage commun, forcément ça partira dans tous les sens. Il y aurait, à ce moment-là, un galvaudage et un dévoiement du terme de mission.

Comprenez-vous que ces entreprises à mission inquiètent des acteurs historiques de l'ESS qui ont l'impression qu'on leur « vole la vedette » ?

C'est l'éternel problème de la nouveauté. Nous avons toujours l'impression que le nouveau a plus d'attrait. Si c'est cela, je trouve que c'est idiot. Si le fait d'être à mission permet la prise en compte de questions pour lesquelles les acteurs historiques se battent depuis longtemps, tant mieux. En revanche, si ces nouveaux acteurs veulent juste prendre la lumière tout en continuant de faire ce qu'ils faisaient, avant alors les acteurs historiques auront raison de ne pas être contents.

Cette année, la plateforme Impact a été lancée pour rendre publiques les performances ESG. Comment voyez-vous l'arrivée d'un tel dispositif ?

C'est une très bonne chose que les pouvoirs publics aient créé un dispositif dans lequel on retrouve l'ensemble des données ESG. Il sera nécessaire à l'évaluation de l'impact des entreprises dans un deuxième temps. Après, il faut inciter les acteurs à nourrir et alimenter cette plateforme. Et là, le travail de pédagogie n'a pas été suffisamment fait. Ça ne va pas se faire naturellement. Sur cette question, un vrai travail d'acculturation des acteurs est nécessaire.

La France a pris la présidence de l'Union européenne en janvier. Peut-elle être une locomotive sur l'économie sociale ?

La France a toujours été en avance sur ces questions d'ESS. Le mouvement mutualiste ou coopératif y est très fort depuis longtemps. Avec cette présidence, il y a des opportunités. À condition de ne pas se limiter à des actions de court terme. C'est le risque de la politique, car un ministre a une durée de vie de 2 ans maximum durant lesquels il doit essayer de marquer les esprits. Malheureusement, l'impact oblige à réfléchir au moyen et au long terme ce qui n'est pas forcément compatible avec l'agenda politique.

Quels constats du côté de la finance solidaire et verte ?

Les travaux n'ont jamais été aussi nombreux sur cette question donc c'est plutôt une bonne nouvelle. Après, nous sommes aux prémices. Nous observons un vrai effort pour construire des bases solides, mais nous sommes loin d'être rendus. Aujourd'hui, même si l'investissement à impact gagne plus de 50 % d'une année sur l'autre, il reste inférieur à 1 % des actifs sous gestion... Il y a encore des marges de manœuvre.

Thierry Sibieude





GEEV A-T-IL RÉVOLUTIONNÉ LE DON ?

Lancée en 2017 par Hakim Baka et Florian Blanc, Geev est une application de dons d'objets et, depuis peu, de nourriture entre particuliers. Pour échanger entre eux, les trois millions de « geevers » utilisent une monnaie virtuelle, les « bananes », qu'ils accumulent en donnant.

« Impact by Geev »

Depuis mai 2021, Geev a lancé une nouvelle fonctionnalité : « Impact by Geev ». Le but ? Donner la possibilité aux utilisateurs de donner leurs bananes pour soutenir un projet à impact social ou environne-

mental. En septembre 2021, ce sont plus de 40 000 bananes qui ont été converties en véritable dons.

Time for the Planet a été le premier projet soutenu. Ce collectif citoyen a l'ambition de récolter un milliard d'euros pour financer des projets luttant contre les changements climatiques.

3

MILLIONS
D'UTILISATEURS
(DE "GEEVERS").

11

MILLIONS D'OBJETS
DONNÉS.

450 000

MALIMENTS DONNÉS.



LEMON TRI : « NOS SYSTÈMES DONNENT LA CAPACITÉ AUX GENS DE TRIER »

Pour le nouveau podcast de Carenews, Impact Mania, Théo journaliste de Carenews s'est intéressé au modèle de Lemon Tri. Cette startup propose des solutions de recyclage pour le hors-domicile. Découvrez un extrait de l'interview diffusée dans le podcast Impact Mania d'un des fondateurs de Lemon Tri, Augustin Jaclin.



dans l'insertion sociale. Nous proposons de former des personnes à des métiers de l'économie circulaire.

Quel est l'impact de ces solutions sur le geste de tri ?

Nos systèmes sont incitatifs : ils donnent la capacité aux gens de trier, mais ils donnent aussi envie. En donnant envie, ils limitent les déchets sauvages. Bien souvent, l'incitation est assez symbolique. La première étape est de faire prendre conscience aux gens qu'ils ont un déchet, qu'ils peuvent mettre dans différentes poubelles, et ainsi de bien expliquer ce que ces déchets vont devenir derrière. Nous restituons donc la quantité que nous récupérons, la qualité du tri, et la destination du déchet. Après, effectivement, ces dispositifs permettent d'alimenter certains flux qui, sans ça, se seraient retrouvés dans la nature et qui n'auraient pas retrouvé le chemin du recyclage.

Pouvez-vous présenter les solutions proposées par Lemon Tri ?

Concrètement, nous proposons des solutions des plus simples aux plus complexes. Les plus simples sont des bacs de tri dans l'entreprise. Les plus complexes sont des outils connectés, des automates de récupération. Nous équipons les zones hors domicile, en dehors de la maison, en installant des dispositifs pour que les gens aient la capacité de trier et soient sûrs que ce qu'ils trient aille dans la boucle de tri la plus vertueuse possible. Lemon Tri est un service innovant, car c'est un outil technologique pour une partie de notre activité, mais également social, car pour l'activité logistique, nous sommes engagés



Pour découvrir le reste
de l'interview et l'avis
d'experts du recyclage,
écoutez Impact Mania
sur toutes les plateformes
d'écoute.



ÉCOTABLE RÊVE D'UN ÉCO-SCORE DE LA RESTAURATION

À cheval entre la foodtech et l'impact, Écotable est une jeune startup qui a développé un outil de mesure d'impact pour les restaurateurs. L'ambition ? Accompagner le secteur à devenir plus écoresponsable.

Aux origines d'Écotable, Fanny, Camille et Rodney, trois amis d'enfance et une volonté commune, celle d'ajouter leur pierre à l'édifice pour rendre le secteur de l'alimentation plus responsable. Assez rapidement, ils se concentrent sur la restauration, comme le raconte Camille Delamar, directrice générale : « Difficile d'identifier les restaurants engagés dans une démarche durable et de savoir ce qui compose nos assiettes. »

Initialement label pour les restaurants écoresponsables, Écotable réalise une levée de fonds de 300 000 euros sur LITA.co en 2020 pour développer une plateforme de mesure d'impact pour les restaurateurs.

Un outil digital pour mesurer l'impact des restaurants

Avec sa plateforme, Écotable permet ainsi aux restaurateurs de mesurer l'impact de leur activité selon huit axes d'analyse tels que l'approvisionnement, la gestion des déchets ou encore l'impact sur la santé.

Cet autodiagnostic justifié par des documents administratifs permet ensuite d'établir une note globale et plusieurs autres par axes : « Le restaurateur a ensuite accès à un tableau de bord avec ses points forts, des recommandations et des exemples d'actions à mettre en place. »

Écotable offre la possibilité aux restaurants les plus engagés de formaliser leurs engagements avec un label allant de un à trois « Écotable ». Mais Camille Delamar insiste, l'objectif principal est d'amener les restaurateurs à mesurer leur impact et le label est « la cerise sur le gâteau, le macaron qu'il est possible d'ajouter sur une démarche déjà aboutie ».



Sortir « du cercle des initiés »

300 restaurants ont entrepris les démarches de mesure d'impact et 170 sont labellisés. Mais Écotable le sait, 90 % sont déjà des « convaincus ». L'ambition de la startup est aujourd'hui « de déployer à grande échelle la mesure d'impact dans le secteur de la restauration ».

Un développement qui pourra s'appuyer sur l'évolution des tendances, avec des consommateurs de plus en plus attentifs et exigeants quant à l'origine des produits, à l'approvisionnement en circuit-court ou encore en produits biologiques. Autre constat, l'évolution du contexte légal avec, entre autres, la loi AGECE (loi Anti-gaspillage et économie circulaire) ou la loi Climat qui imposent progressivement de vraies obligations sur ces questions-là.

Démocratiser la notation

L'objectif d'Écotable à terme est clair : réduire l'impact environnemental du secteur de la restauration. Pour ce faire, la startup défend notamment le développement de la notation et l'affichage de la mesure d'impact environnemental. Un moyen selon la directrice générale de « réellement permettre une évolution et un progrès global du secteur ». Au même titre qu'il existe désormais un indice de réparabilité pour certains appareils électroniques, Écotable est convaincu que le secteur de la restauration a besoin d'un indice mesurant l'impact des restaurants.



EDUC-UP, L'ÉDUCATION POUR TOUS !

Start-up engagée, Educ-up a créé des projets qui favorisent l'éducation du plus grand nombre, des plus vulnérables, aux jeunes ou encore de ceux qui n'ont plus le goût d'apprendre.

Deux projets innovants :

DOMISSORI, société de services à la personne agréée par l'État, de garde d'enfants et de soutien scolaire inspirés des travaux de Maria Montessori. Objectif : le respect du potentiel de chaque enfant, y compris les enfants à besoins spécifiques (TDA, TDAH, hypersensibilité, haut potentiel) ou porteurs de handicap (autisme, syndrome de Down, handicap moteur, etc.).

EDACADEMY, école de formation engagée, aux tarifs modulables selon les revenus. Les formations s'adressent aux parents pour leur transmettre les clés d'une parentalité bienveillante et épanouissante pour leur enfant.

400

FAMILLES ACCOMPAGNÉES
(90% À FAIBLES REVENUS).

240

ENFANTS ATYPIQUES
ACCOMPAGNÉS.

17 200

HEURES DE FORMATION
DISPENSÉES.

57 600

HEURES D'ATELIER ÉDUCATIF
DISPENSÉS.

200

EMPLOIS QUALIFIÉS
CRÉÉS.

1 200

ENFANTS BÉNÉFICIAIRES D'UN
ENVIRONNEMENT BIENVEILLANT.

COMMENT HELLOASSO FAIT-ELLE POUR OFFRIR GRATUITEMENT DES OUTILS NUMÉRIQUES AUX ASSOCIATIONS ?

Créée en 2009, HelloAsso met gratuitement à disposition des associations une solution de paiement en ligne notamment pour récupérer des cotisations. Le modèle économique repose entièrement sur le don. Décryptage.

Depuis sa création en 2009, l'entreprise ESUS propose gratuitement une solution de paiement en ligne pour les structures associatives. Près de 180 000 sont inscrites, soit 12 % du paysage associatif français. En ouvrant un compte sur la plateforme, les associations peuvent ainsi facilement créer une campagne et encaisser par exemple des cotisations, vendre des billets pour un spectacle ou même permettre le financement participatif de projets, c'est-à-dire recueillir de l'argent pour une cause.

Ne pas faire peser l'effort sur les associations

Comment l'entreprise fait-elle pour proposer tout cela gratuitement ? HelloAsso n'a jamais souhaité faire reposer l'effort financier sur les associations : « Par définition, les associations sont des structures à but non lucratif (...). Donc on voulait dès le départ proposer une solution qui soit accessible et adaptée au secteur », explique Hannah Berkouk, directrice générale de HelloAsso.

Le don comme moyen de financement

L'entreprise base donc son modèle économique sur le don. Lorsqu'une personne vient sur le site HelloAsso pour effectuer un paiement pour l'association, il lui est proposé d'effectuer un don libre pour financer HelloAsso. « On propose de s'associer à notre modèle qui permet de soutenir et de continuer d'accompagner de plus en plus d'associations », détaille Hannah Berkouk.

Nécessité de transparence

Pour encourager le don, la démarche et le modèle économique doivent être expliqués aux utilisateurs : « On se rend compte que plus on est transparent, plus les gens ont tendance à être généreux », explique Hannah Berkouk. Résultat : près d'une personne sur deux effectue finalement un don. Celui-ci s'élève en moyenne à 1,80 euros.

HelloAsso étudie régulièrement la question de l'ouverture de la plateforme à des structures hors de l'associatif. Mais pour le moment, l'entreprise souhaite continuer à convaincre des associations. D'ailleurs, elles sont près de 5 000 nouvelles à s'inscrire chaque mois sur la plateforme.

BANLIEUES SANTÉ :
LA « CAPACITATION » DES FEMMES,
LA « CLÉ » DE LA SANTÉ DANS LES
QUARTIERS DÉFAVORISÉS ?

Fondée en 2018 par Abdelaali El Badaoui, Banlieues Santé œuvre pour garantir l'accès à la santé dans les banlieues et les zones rurales. Pour ce faire, l'association a imaginé un programme dédié aux femmes et à leur « capacitation ».

Banlieues Santé est une association qui vise à garantir l'accès à la santé pour les personnes vulnérables et notamment celles vivant dans les quartiers prioritaires ou les zones rurales. Autrement dit, l'association lutte contre les inégalités sociales de santé.

« Il existe un déficit de santé chez les populations pauvres. Dans les familles socialement vulnérables, on mange moins bien, on fait moins de sport, on passe plus de temps derrière les écrans », explique la chargée des projets Femmes, Camille Perlès.

CAPACITATION DES FEMMES	RÉDUCTION DES INÉGALITÉS	ACTIONS DE SANTÉ POUR UN PUBLIC SPÉCIFIQUE
La formation des femmes-ressources Bus socio-esthétique : Un bus itinérant dans les quartiers populaires et les zones rurales. Le but ? Proposer un temps de détente et de soin afin de permettre aux femmes de se ressourcer et reprendre confiance en elles. Le Café des Femmes : Avec plusieurs antennes en Île-de-France et une à Marseille, le Café des Femmes est un tiers-lieu qui a vocation à accueillir des femmes en situation de vulnérabilité.	La Vue est Belle : Ce programme œuvre pour l'accès aux soins visuels. Banlieues Santé organise des « journées all inclusive » à destination des habitants des banlieues avec une consultation ophtalmologique et la délivrance d'une paire de lunettes sans reste à charge. La Tente Santé : L'objectif de ce programme est de lutter contre les déserts médicaux, notamment en Île-de-France, en installant une tente au cœur des quartiers afin de distribuer des kits de santé et sensibiliser les habitants. Lutte contre l'isolement hospitalier : Banlieues Santé distribue des tablettes afin de lutter contre l'isolement social des patients. 100 tablettes ont été distribuées à des personnes hospitalisées et isolées.	Les Bien-Aînés : Cette action de santé est destinée à un public spécifique, les Chibanis, des travailleurs migrants arrivés en France durant les 30 Glorieuses. Travaillant principalement dans les mines, ils sont particulièrement touchés par des problèmes de santé. L'association a mis en place, chaque semaine, des actions de médiation de santé.



Association de terrain, Banlieues Santé a rapidement constaté que la femme avait un rôle moteur au sein de la famille et qu'elle était le mieux placée pour diffuser les bonnes pratiques.

améliorent la santé dans les quartiers populaires. « C'est pour cela que l'on dit femmes-ressources. Elles sont la clé de la santé dans les banlieues. C'est sur elles que l'on peut s'appuyer », poursuit-elle.

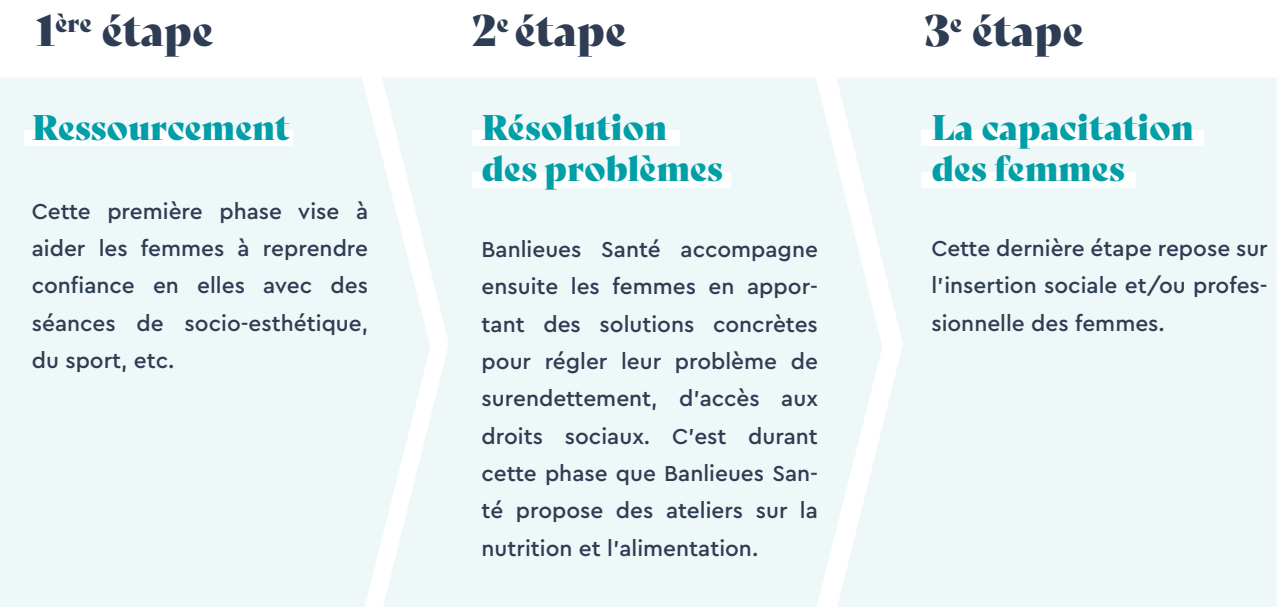
Des femmes-ressources
pour diffuser l'information

Partant de ce constat, Banlieues Santé a imaginé une formation de femmes-ressources. Ce programme de « capacitation » s'articule autour de cinq principaux axes : la santé, le sport, le numérique, l'alimentation et la parentalité. L'objectif ? Outiller les femmes pour qu'elles mettent en place de nouvelles règles dans la famille, changent les habitudes de vie et, à terme,

Le Café des Femmes, un lieu
d'accueil et d'accompagnement

Toujours avec cette idée que les femmes sont la clé de l'accès à la santé dans les quartiers populaires, Banlieues Santé a inauguré plusieurs Cafés des Femmes, des espaces de vie dédiés aux femmes en situation de vulnérabilité. Le premier a ouvert l'an passé à Clichy et un nouveau vient d'être inauguré à Marseille.

Au Café des Femmes, un parcours en trois phases
pour lutter contre les inégalités sociales de santé



DROITS D'URGENCE ŒUVRE CONTRE LA RUPTURE DES DROITS DES PERSONNES EN SITUATION D'EXCLUSION

Depuis 1995, Droits d'urgence agit au quotidien en faveur de l'accès au droit. L'association, qui a fêté ses 25 ans en 2020, est composée de professionnels du droit : avocats, juristes, magistrats, élèves-avocats, huissiers, universitaires, etc.

L'association a été créée en 1995 par des avocats à partir d'un constat : les personnes en situation d'exclusion n'avaient pas d'accompagnement juridique. Les seules permanences juridiques existaient en mairie ou dans les palais de justice.

« Pour des personnes sans papiers ou autre, c'était très compliqué d'aller dans une institution publique. Il existait un vrai vide pour l'accompagnement juridique », précise Gwenaëlle Thomas-Maire, directrice de l'association.

70 000
PERSONNES
ACCOMPAGNÉES
PAR AN.

100
LIEUX D'INTERVENTION
SUR PARIS
ET RÉGION.

335
BÉNÉVOLES.

2,2
MILLIONS D'EUROS
DE BUDGET GLOBAL.

12 000
PERMANENCES.

Source : rapport d'activité 2020



335 juristes bénévoles

L'association se compose de 50 salariés et 335 bénévoles. Des professionnels de droit qui mettent à disposition du temps et des compétences juridiques pour les personnes les plus démunies. Les bénévoles assurent des permanences juridiques, répondent à des questions de droits, prennent en charge des dossiers contentieux, effectuent des accompagnements et assurent aussi des formations auprès des équipes.

L'association s'adresse aux publics présents avant tout dans les quartiers prioritaires : personnes détenues, exilées, victimes de violences conjugales grâce notamment à trois points d'accueil dans Paris : Porte d'Italie (13^e), quartier de Château Rouge (18^e), Gambetta (20^e).

Depuis la crise, l'association accueille beaucoup de gens qui sont en perte d'emplois et un nouveau public est arrivé, les jeunes. Leurs problématiques actuelles sont essentiellement liées aux demandes ou renouvellements des titres de séjour, accrues par la dématérialisation des services publics d'accès aux droits. Des étudiants par exemple n'arrivent pas à renouveler leurs papiers.

« Je trouve le mouvement de dématérialisation inquiétant pour les personnes les plus démunies. Je pense qu'il est nécessaire de garder un accueil physique pour les personnes les plus éloignées du numérique, sinon tout un pan de la société se sentira exclu. À terme, il y a un risque d'invisibilité des plus fragiles qui ne se retrouvent plus dans les dispositifs mis en place », ajoute la directrice de Droits d'urgence.

Nouveauté : la plateforme Droitdirect.fr

Fort de cette expérience, l'association a mis en place la plateforme Droitdirect.fr, dans les Hauts-de-France à l'attention de victimes de violences conjugales, depuis octobre 2019. Objectifs : donner des informations aux victimes et

aux professionnels et les aider à se saisir des dispositifs qui existent.

« Pour aider réellement les victimes, il est nécessaire d'ouvrir une première porte, pour qu'elles puissent être entendues et leur demande prise en charge. L'idée est de référencer les professionnels à contacter localement. Ceux qui pourront répondre concrètement à la victime », détaille la directrice de Droits d'urgence.

En 2021, la plateforme a reçu près de 30 000 visites soit trois fois plus qu'en 2020.

Un succès que Gwenaëlle Thomas-Maire explique par un déploiement sur plusieurs territoires, notamment Paris, la Seine-Saint-Denis et le Pas-de-Calais.

Dans certaines régions, il y avait un besoin de mettre en relation les différents professionnels. La plateforme permet de mettre en contact sur un même territoire plusieurs professionnels qui répondent à la demande de la victime.

L'association Droits d'urgence est a été placée « Hors Catégorie », car l'activité de la structure ne répondait à aucune des dix catégories proposées. L'association a répondu à un questionnaire spécifique reprenant la trame commune des autres catégories, sans la partie spécifique à chacune.





COMMENT ALTERMUNDI PROMeut-IL LE COMMERCE RESPONSABLE ?

Altermundi est un réseau de boutiques qui propose une sélection de produits écoresponsables. Il emploie neuf personnes en insertion professionnelle.

Altermundi est une enseigne du Groupe SOS qui commercialise des produits écoresponsables. Upcycling, commerce équitable, zéro déchet, made in France ou encore artisanat... une centaine de marques engagées sont référencées et vendues dans onze boutiques ainsi que sur sa plateforme de e-commerce.

Forte de ses engagements, l'entreprise sociale est également membre-fondatrice du Green Friday, une alternative écologique au Black Friday.

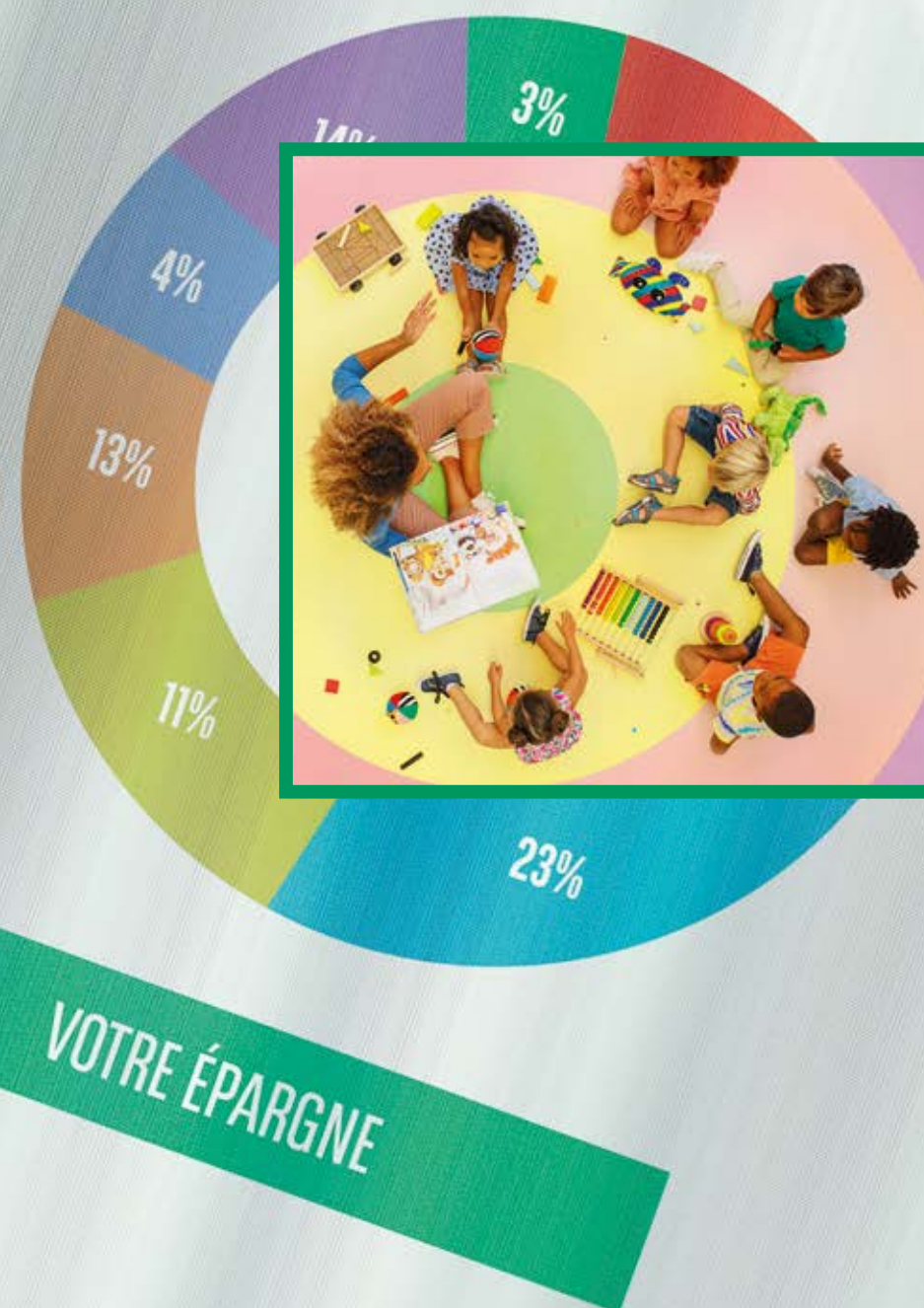
110 personnes en insertion

Rattachée à la branche emploi du groupe associatif, Altermundi emploie neuf personnes en insertion professionnelle. Ce sont ainsi 110 personnes en insertion par l'activité économique qui ont pu être accompagnées depuis sa création.



POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION, DONNONS D'AUTRES VALEURS À L'ÉPARGNE.

Pour un impact écologique maîtrisé : campagne réfléchie de manière écoresponsable, et dont l'empreinte carbone de production et de diffusion a été calculée et compensée. © Hervé Plumet.



Concrètement, nos clients ont déjà choisi d'investir 36,7 milliards d'euros d'Investissement Socialement Responsable et nous placent ainsi en position de leader sur le marché français. **Pour réussir le défi de la transition, accélérons ensemble. #PositiveBanking**

**BNP PARIBAS**

La banque
d'un monde
qui change



CRUSHON

Lutter contre la fast-fashion tout en promouvant la mode vintage, telle est la vocation de CrushON. Créée en 2018 par trois amis, cette marketplace de vêtements de seconde main en ligne compte déjà plus de 1 300 friperies partenaires.

Qui êtes-vous ?

Trois amis de longue date, trois fans de vintage, nous sommes toujours fourrés dans les friperies pour y dénicher la perle rare. Maxime, notre CEO, est diplômé en finance et informatique à HEC Montréal. Ilhem et moi avons réalisé un master en management de la mode à l'école Mod'Art international. Nous avons lancé CrushON tous les trois lorsque nous étions encore étudiants et nous sommes maintenant plus de 15 dans l'équipe !

Comment est née l'idée de CrushON ?

CrushON est avant tout une histoire qui s'est lancée en discutant avec les gérants des friperies dans lesquelles nous allions chiner. Nous sommes partis du double constat que :

- l'industrie de la mode n'est plus viable d'un point de vue socio-environnemental et ;
- il existe suffisamment de vêtements sur terre pour ne pas avoir à en produire de nouveaux !

Nous avons fondé CrushON en 2018 afin de démocratiser la mode circulaire et faire de la seconde-main, la première alternative de consommation viable et durable du textile face à la fast fashion ! CrushON

permet à tout consommateur d'accéder à une mode unique, écologique et abordable, en ligne et en magasin, grâce à une plateforme de vente en ligne regroupant plus de 1 300 friperies et créateurs partenaires. Des Vintage Markets sont organisés plusieurs fois par mois en France et en Allemagne, et il existe deux boutiques physiques aux Galeries Lafayette et à Westfield Les 4 Temps.

Quelle est l'histoire de votre nom CrushON ?

CrushON, ou « crush on » signifie coup de cœur en anglais, car en entrant dans une friperie traditionnelle on ne sait jamais ce que l'on va y trouver, tout marche au coup de cœur.

Pourquoi avoir choisi de transformer l'industrie de la mode ? Et d'où vous est venue cette vocation de travailler sur les dérives de l'industrie de la mode ?

Passionnés tous les trois de mode, nous ne pouvions pas travailler dans l'industrie telle qu'elle existe aujourd'hui : dégradante pour la planète et pour ses habitants.

Ilhem a réalisé son mémoire de fin d'études sur la di-



gitalisation des friperies et a découvert un vrai besoin de la part de ces acteurs qui souhaitent développer leur activité sur différents canaux de vente. Aujourd'hui, CrushON fédère plus de 1 300 boutiques vintages indépendantes et leur offre des opportunités de vente, à la fois en ligne et en physique, afin qu'elles puissent vivre de leur passion.

En quoi votre solution est-elle différente de toutes les marketplaces de mode de seconde main (Vinted, Videdressing, Vestiaire Collective...) ?

CrushON propose une offre de qualité, sélectionnée uniquement par des professionnels de la mode vintage. La sélection rigoureuse de vêtements vintages par nos friperies nous permet mécaniquement de proposer une offre de meilleure qualité aux consommateurs, en comparaison avec les solutions C2C.

Cependant, nous incitons les vendeurs de la CrushON Family à pratiquer les mêmes prix qu'en boutique afin de conserver l'expérience authentique du vintage, mais depuis chez soi !

C'est quoi au juste la mode circulaire ?

À la différence d'une mode linéaire qui transforme la matière en vêtements puis en déchets, sans réutilisation envisageable, la mode circulaire réutilise et recycle la matière à l'infini en recréant constamment de la valeur.

Est-ce «à impact» de vendre des vêtements déjà utilisés ?

Nous venons justement de sortir un rapport chiffré de notre impact en 2021 !

Grâce à l'ensemble des achats de seconde main réalisés sur CrushON, nous avons permis d'économiser 94 millions de litres d'eau en 2021 (soit l'équivalent de plus de 1,5 million de douches).

En 2022, l'achat de seconde main est-il encore tabou ?

Malheureusement oui ! De nombreux préjugés collent à la peau de la mode de seconde main : « ce sont des vêtements ringards », « ce n'est pas propre ». Aujourd'hui, démocratiser le vintage



signifie aussi lever le rideau sur cette industrie encore méconnue et briser un à un tous ces préjugés qui la desservent.

Quels sont les problèmes posés par l'achat de vêtements dans le circuit dit classique ?

L'industrie de la mode est responsable de 8 à 10 % des émissions mondiales de CO2 ; c'est plus que tous les vols internationaux et le transport maritime combinés.

Or, nous achetons aujourd'hui en moyenne 60 % plus de vêtements qu'il y a 20 ans, et nous les gardons deux fois moins longtemps.

Ce rythme de production et de consommation détruit nos ressources sans respect pour la planète et pour ses habitants. À ce titre, la mode de seconde main offre un moyen concret d'agir positivement sur l'impact de la consommation à l'échelle de la société.

Avez-vous levé des fonds l'année dernière ? Si oui quels sont vos objectifs ?

En plus de Bpifrance et la Région Île-de-France, nous sommes actuellement soutenus par des business angels experts dans la tech, l'e-commerce, le recyclage textile et l'impact. Notre objectif en 2022 est de devenir la plateforme omnicanale numéro 1 de la mode circulaire en Europe.



VALÉRIE ET HÉLÈNE, UN DUO « MADE IN » ARTICLE 1

Née de la fusion de Frateli et Passeport Avenir, Article 1 est une association qui lutte contre les inégalités scolaires. Le mentorat est l'un de ses programmes historiques. Valérie, salariée chez General Electric et Hélène, étudiante à l'IAE de Lyon l'ont intégrée en 2019. Elles témoignent.

Valérie et Hélène auraient pu ne jamais se rencontrer. C'est Article 1, une association qui propose des programmes de mentorat entre un professionnel et un jeune, qui les a mises en relation en 2019.

À l'époque en deuxième année de classe préparatoire, Hélène « ressentait le besoin d'être en contact avec un professionnel qui puisse [l]'orienter dans [son] parcours ». De son côté, salariée dans un groupe industriel, Valérie ressentait le besoin de s'engager au sein d'une association. Elle a alors profité du dispositif de mécénat de compétences mis en place avec Article 1. Hélène est désormais en deuxième année de master à l'IAE de Lyon et Valérie a été, pour elle, un véritable soutien.

Un soutien professionnel pour « préparer l'avenir »

Rédaction de la lettre de motivation, préparation du CV, « oraux blancs » pour les concours d'entrée aux grandes écoles ou encore simulations d'entretiens... Nombreuses ont été les occasions pour Valérie de mettre son expérience professionnelle au service de l'avenir d'Hélène comme le raconte l'étudiante :

« Mes parents ne sont pas cadres et n'ont pas forcément fait de longues études. Même s'ils me soutiennent, ils n'ont pas nécessairement pu m'aider sur ces sujets-là. »

Outre ces séances d'entraînement, ces « temps de

rencontre » avec Valérie ont véritablement permis à Hélène de prendre confiance en elle, comme le rapporte Valérie : « Je voulais vraiment qu'Hélène prenne conscience de toutes les ressources qu'elle a. »

Humaniser sa vie professionnelle

Mais la relation mentor-mentorée n'est pas à sens unique. Pour Valérie, Article 1 et la rencontre avec Hélène lui a véritablement apporté « le sentiment d'être utile pour quelqu'un ». L'engagement de Valérie aux côtés d'Article 1 faisait écho à ce qu'elle appelle « sa crise d'adolescence », avec un besoin imminent « de plus d'humain » dans son travail. Voir Hélène évoluer, progresser, c'est pour Valérie la preuve d'un diagnostic justement posé : « J'ai l'impression d'être un petit maillon qui permet aux jeunes en réflexion de pouvoir faire un pas de plus vers leur avenir. »

Du mentorat à une amitié

Il n'est cependant pas rare que les deux jeunes femmes se voient « pour le plaisir », autour d'un café ou au restaurant. Elles savent qu'elles doivent beaucoup à Article 1, mais aujourd'hui, elles sentent que leur relation va au-delà du binôme mentor-mentorée : « Ce n'est plus cela qui me drive. C'est plus l'intérêt que je porte au parcours d'Hélène et la confiance dont elle fait preuve en me demandant conseil quand elle en a besoin », explique Valérie. Article 1 a réussi sa mission en créant une relation sincère entre ces deux femmes.



DÉCOUVREZ LES PROJETS DE BELLEVILLES, UNE FONCIÈRE SOLIDAIRE

Bellevilles est une foncière ESUS qui investit dans des projets immobiliers responsables, écologiques et à forte utilité sociale. L'objectif est notamment la revitalisation de zones rurales ou périurbaines. La foncière est également une aventure citoyenne puisqu'une levée de fonds participative a permis de récolter deux millions d'euros auprès d'investisseurs citoyens.

Voici les différents projets de Bellevilles à travers la France

LA GRANDE COCO – PARIS 20^e
Tiers-lieu dédié à la transformation de la ville
On y trouve : cantine associative, studios, pépinière, coworking, CocoLab, quatre logements.

AU FIL DU RAIL – PARIS 19^e
Lieu autour du textile et de l'alimentation
On y trouve : restauration, espaces commerciaux, événements liés à la mode durable et circulaire.

110 CULTURES – LES MUREAUX
Projet d'agriculture urbaine sur 12 000m² en toiture d'un centre commercial.

LE PHARES – ILE-SAINT-DENIS
Création d'une filière d'éco-construction en insertion pour la surélévation d'un bâtiment de bureaux.

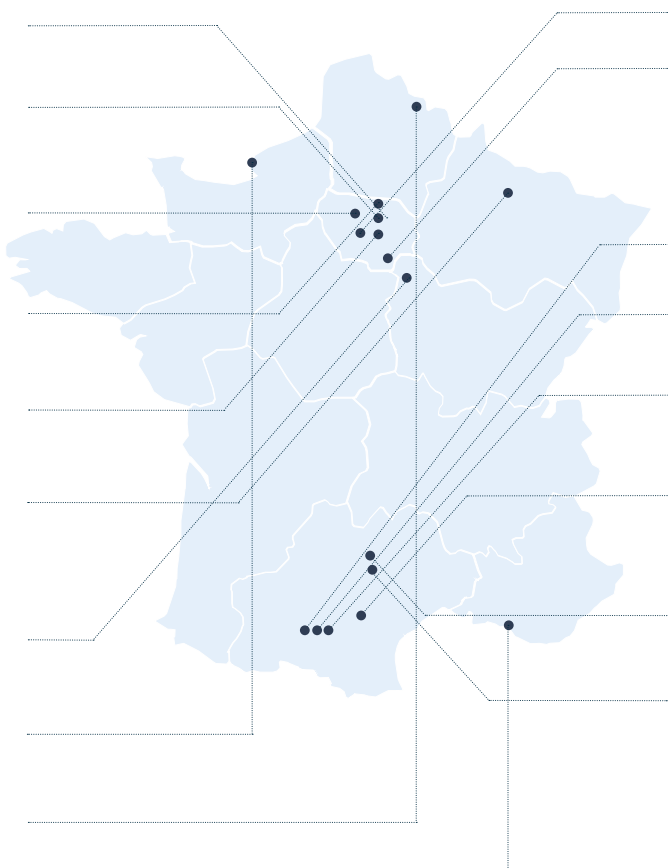
ILÔT PROUDHON – IVRY-SUR-SEINE
Lieu regroupant des locaux d'activités pour l'artisanat local, bureaux à loyers modérés et logements abordables.

AUX FABRIQUES RÉUNIES – VERDUN
Lieu de formation, d'animation et d'accueil des activités du Conservatoire National des Arts et Métiers Grand Est.

COUR SAINTE-PAULE – SENS
Ancienne école transformée en un démonstrateur du vivre ensemble.
On y trouve : logements mixtes, locaux d'activités, jardin partagé.

LA HALLE AUX POISSONS – LE HAVRE
Lieu d'écologie marine, lieu de vie hybride dédié à la mer.

LA CLIQUE – VALENCIENNES
Réhabilitation d'une maison de centre-ville en coliving.



FÉDÉRATION ENVIE – TRAPPES
Laboratoire d'insertion sociale par le recyclage d'électroménager.

**LE CAFÉ DES FEMMES
MONTEREAU-FAULT-YONNE**
Tiers-lieu dédié au renforcement des capacités de femmes issues de quartiers populaires.

**LES HALLES DE LA CARTOUCHERIE
TOULOUSE**
Ters-lieu aménagé dans une halle industrielle de 13 000 m² dédié à la transition sociale et écologique.

CAFÉ ASSOCIATIF L'ESCABEL – TOULOUSE
Relance de l'activité d'un café associatif dans un quartier populaire.

**CLOS JACQUIN, CROIX DAURADE
TOULOUSE**
Centre commercial de proximité en zone périurbaine.

GÉNÉRATION PASTEUR – ALBI
Reconversion d'une ancienne école en deux commerces à loyers plafonnés, atelier/logement d'artiste, huit logements familiaux.

STATION A – RODEZ
Tiers-lieu dédié à l'activité économique en ville moyenne
On y trouve : restauration, ateliers, artisanat, coworking, logements.

CHÂTEAU DE MONTFRANC – ARVIEU
Laboratoire de la transition sociale et écologique
On y trouve : huit logements passerelle, un hacker house, espaces pédagogiques, zone de maraîchage en insertion.

LICA – MARSEILLE
Laboratoire d'intelligence collective et artificielle.

LES EXCLUS LES BIENVENUS

Avec ou sans accent, avec ou sans piston, tout le monde peut l'ouvrir avec Nickel.
Depuis 2014, Nickel permet à tous les particuliers d'ouvrir un compte chez un buraliste ou Point Nickel, pour 20€ par an et sans frais cachés. Ce n'est pas un hasard si plus de 2,3 millions de clients nous font confiance ! Chez Nickel, nous pensons que tout le monde a sa place dans l'économie solidaire, même les établissements de paiement.
Et si tout le monde s'y mettait ?

 **NiCKEL**
COMPTE POUR TOUS



WINGS OF THE OCEAN S'ENGAGE POUR LA PROTECTION DES OCÉANS

Wings of the Ocean, jeune association française créée en 2018, effectue des actions de dépollution ainsi que des ateliers de sensibilisation au sujet de la pollution plastique. Son ambition ? Réparer les dégâts commis par l'homme sur l'environnement.

Le Kraken, le navire engagé

L'association est incarnée par un navire appelé le Kraken. Son voyage est accompagné par les communautés de bénévoles de l'association, qui se mobilisent à chaque endroit où l'équipage passe. Ainsi, des thèmes tels que l'impact de l'homme sur l'océan et la consommation responsable sont abordés lors des interventions de sensibilisation de Wings of the Ocean.

De vastes opérations de bénévolat

140 opérations de grande ampleur ont réuni un total de 89 bénévoles sur 7 mois et ont permis de collecter plus de 15 tonnes de déchets.

Une opération notable est la « Mission sud » qui a consisté en 15 escales sur la côte méditerranéenne en l'espace de deux mois à la fin de l'été 2021. Grâce aux 15 bénévoles et à l'aide des municipalités, plus de 2,5 tonnes de déchets ont été récoltées en l'espace de deux semaines et 300 écoliers ont assisté à des ateliers de sensibilisation sur la pollution.

Wings of the Ocean a de nombreux projets. Une demande de subventions a par exemple été lancée afin de s'attaquer aux déchets déversés dans les fleuves. En 2021, l'association s'est rapprochée du Groupe SOS qui a racheté le Kraken afin d'accélérer le développement du projet.

RAPHAËLE LEROY, DIRECTRICE DE L'ENGAGEMENT D'ENTREPRISE DE LA BANQUE COMMERCIALE EN FRANCE DE BNP PARIBAS

Arrêt brutal de leur activité, obtention du Prêt Garanti par l'État, problèmes de trésorerie... Comme tous les entrepreneurs, les entrepreneurs sociaux ont dû faire face aux défis liés à la crise sanitaire.



Pour certains d'entre eux, la Covid a été une opportunité de se réinventer, d'accélérer afin d'apporter des solutions d'urgence. Je pense par exemple à Banlieues Santé ou à Habitat et Humanisme.

Comme les autres entrepreneurs ? A un détail près : les entrepreneurs à impact s'imposent désormais comme les entrepreneurs de la future décennie.

Dans une époque pleine d'urgences – sanitaire, sociale et climatique – mettre la transition écologique, l'inclusion sociale, ou encore la biodiversité au cœur de son modèle économique, est devenu un gage de résilience et de pérennité.

La crise de la Covid a accéléré cette tendance de fond, qui nous projette dans une nouvelle économie où l'entrepreneuriat à impact devient, progressivement, la nouvelle norme d'entreprendre.

Pour preuve, dans les incubateurs, en moyenne 1 entrepreneur sur 2 crée et innove pour répondre aux enjeux de notre temps. De plus en plus entreprises dites « classiques » s'interrogent sur leur raison d'être et plus de 10 000 d'entre elles envisagent de devenir une entreprise à mission dans les 5 années à venir.

En 2014, lorsque nous avons lancé Act For Impact, notre dispositif dédié aux entrepreneurs sociaux, il n'y avait en France qu'une dizaine de fonds d'investissement à impact – dits fonds d'impact investing pour les plus initiés – pour un montant d'environ

200 millions d'euros. Sept ans plus tard seulement, l'impact investing représente une centaine de fonds pour plus de 3 milliards d'euros !

Les entrepreneurs à impact sont clairement en train de bouleverser le modèle d'entreprendre.

Les vieilles lunes qui considéraient qu'impact et rentabilité économique étaient incompatibles, sont battues en brèche par les success stories d'entreprises de l'ESS traditionnelle comme Ares ou par des startups nouvelle génération comme Lemon Tri.

Cette dynamique fait souffler sur la France un vent d'optimisme. Il faut continuer à souffler très fort !

Car nous sommes au pied du mur : le GIEC nous donne 10 ans pour diviser par 2 nos émissions de CO2, et dans le même temps la transition doit être juste, et ne laisser personne sur le bord de la route.

Plus que jamais, les entrepreneurs à impact nous sont essentiels. Ce sont eux qui vont nous apporter les solutions. Chaque jour ils créent et innovent pour changer nos modes de consommation et de production. Chaque jour ils créent et innovent pour améliorer la vie des gens. L'enjeu clairement est de créer les conditions nécessaires à leur épanouissement.

Il est donc crucial à la fois de soutenir l'émergence de ces entrepreneurs à impact, mais aussi de détecter les plus belles pépites et de les aider à donner toute leur puissance. Vive le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact !



QUE PEUT-ON APPRENDRE À KONEXIO, L'ÉCOLE DU NUMÉRIQUE POUR TOUS ?

Konexio propose des cours pour se former aux métiers du numérique ou pour acquérir des compétences de base. L'objectif est social puisque ces formations sont accessibles aux étrangers ou aux personnes éloignées de l'emploi.

Konexio est une association et un organisme de formation qui dispense des cours sur le numérique. Ces formations s'adressent à des personnes étrangères, mais également à des personnes éloignées de l'emploi et des profils sous-représentés dans le numérique. L'école part du principe qu'il existe un lien entre inclusion sociale et inclusion professionnelle.

« Les personnes les plus touchées par ces changements liés au numérique sont les plus vulnérables », explique Jean Guo, directrice et cofondatrice de Konexio. « Nous souhaitons utiliser le numérique comme un levier. Quand le numérique est maîtrisé, il est possible d'aller plus loin. »

Présente dans une quinzaine de villes ainsi qu'au Malawi, Konexio s'apprête à s'implanter cette année au Kenya. Mais que peut-on apprendre concrètement dans cette école ?

Se former à des métiers du numérique

Konexio propose des formations professionnalisantes pour des métiers du numérique, par exemple, au métier de développeur web en 600 heures. Pourquoi miser sur ces métiers du numérique pour raccrocher des personnes éloignées de l'emploi ? « Le numérique fait partie des secteurs en accélération : il y a beaucoup de postes à pourvoir », justifie Jean Guo.

Autre raison : « les entreprises du secteur sont plus regardantes sur les compétences que sur le par-

cours et le type de formation », explique Jean Guo. D'ailleurs, pour intégrer la formation, Konexio ne demande pas de prérequis... Uniquement de la motivation et une appétence pour le numérique !

Concrètement, la formation apporte un certain nombre de connaissances telles que le langage HTML. Elle permet également la pratique grâce à des ateliers de codage tous les après-midis ou également grâce aux deux semaines finales durant lesquelles les élèves développent un projet. La formation fait également la part belle à ce que l'on appelle les « soft skills », le savoir-être : 100 heures y sont dédiées. Konexio est également en train de développer un parcours en alternance.

Se former aux compétences de base

Konexio propose également un certain nombre de formations pour apprivoiser des compétences de base du numérique. L'objectif est de permettre à des personnes employées de se mettre à jour pour conserver leur travail. Elles peuvent également permettre, à des personnes sans-emplois, des compétences de base pour être employables et progresser dans leurs vies professionnelles.

Les cours sont proposés au niveau débutant et intermédiaire. Des formations spécifiques sont également dispensées : une pour maîtriser les tableurs, deux pour comprendre les outils du web. Chacune dure 20 heures.

IMPACT MANIA

UN PODCAST carenews®

Le podcast qui décrypte l'impact réel des solutions qui disent en avoir

Déodorant qui sauve les ours polaires, solution miracle contre l'exclusion... Nous entendons tous les jours des promesses et des pitches alléchants. Impact is the new cool, l'impact c'est magique... Depuis quelques mois nous mangeons de l'impact à toutes les sauces !

Impact Mania, c'est une série audio qui vise à décrypter l'impact réel des structures qui en font.

En effet, un vent d'impact souffle fort depuis quelque temps, et chez Carenews, nous en sommes les premiers ravis, convaincus que l'impact, c'est la vie !

Dans chaque épisode, la rédaction de Carenews confronte un projet à impact, un spécialiste de son secteur (analyse de son impact positif) et un investisseur (impact économique) ; le journaliste Théo Nepipvoda passera une solution au peigne fin pour offrir aux auditeurs un moment d'« impactologie ».

Puisque demain l'impact dirigera le monde, autant se convertir tout de suite à l'Impact Mania ! Prenez les devants, faites un bond dans le futur.

Écoutez le podcast sur soundcloud, itunes, spotify, deezer etc. et partagez-le !



UNISOAP : LES SAVONS D'HÔTELS AU PROFIT DES PLUS PRÉCAIRES

UNISOAP est une association qui récupère des savons dans les hôtels pour les distribuer à des personnes en situation de précarité. Grâce à un partenariat avec 180 établissements, plus de six tonnes de savons ont été récupérées depuis quatre ans et demi.

1.



Hôtel

Les savonnettes laissées par les clients sont récupérées par le personnel de l'hôtel. Elles sont ensuite mises ensemble et envoyées dans un établissement médico-social.

2.



Atelier de recyclage

Des jeunes en situation de handicap se chargent de nettoyer les savonnettes. Elles sont ensuite broyées. Enfin, des blocs de formes rectangulaires sont constitués. Ils sont enfin prêts à être utilisés. On envoie alors les savons constitués à une association partenaire.

3.



L'association

L'association partenaire reçoit les savons et peut alors se charger de les distribuer à des personnes dans le besoin.



ANDES, PREMIER RÉSEAU DE 450 ÉPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES

Depuis plus de 20 ans, ANDES (Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires) développe un réseau d'épiceries solidaires et sociales en France. Ces petits commerces de proximité luttent contre une précarité qui ne cesse d'augmenter.

Les personnes peuvent faire leur course contre une faible participation financière tout en étant accompagnées socialement. En 2020, les épiceries solidaires ont vu leur fréquentation augmenter de 20 % – conséquence directe de la crise sanitaire et sociale.

Impact social des épiceries pendant la crise

ANDES a réalisé une étude de mai à décembre 2020 auprès de son réseau d'épiceries solidaires, afin d'évaluer leur impact social pendant la crise sanitaire.

Cette étude a permis de mettre en lumière cinq impacts découlant directement du modèle des épiceries solidaires :

- Accès à une alimentation de qualité et diversifiée,
- Renforcement du lien social et la sortie de l'isolement ;
- Amélioration de l'estime de soi, de l'autonomie et du pouvoir d'agir ;
- Renforcement de la capacité à surmonter les difficultés financières ;
- Amélioration de l'accès aux droits et à l'information.

86 %

DES CLIENTS BÉNÉFICIAIRES ONT AMÉLIORÉ LA DIVERSITÉ DE LEUR ALIMENTATION grâce aux produits à petits prix disponibles au sein des épiceries.

86 %

SE SENTENT MOINS ISOLÉS depuis qu'ils ont accès à l'épicerie solidaire par les ateliers et l'accompagnement social proposé à chacun.

79 %

ONT PLUS CONFIANCE EN LEURS CAPACITÉS À S'EN SORTIR par eux-mêmes lorsqu'ils rencontrent des difficultés financières.

80 %

COMPRENENT MIEUX LES DROITS ET AIDES qu'ils peuvent solliciter selon leur profil.

Pour 74 %

d'entre eux, LES ATELIERS THÉMATIQUES (ALIMENTATION, CUISINE...)

organisés au sein des épiceries solidaires leur donnent envie de partager leurs savoirs et compétences à leur entourage.



PANDOBAC VEUT RENDRE LA LIVRAISON ALIMENTAIRE PLUS ÉCOLOGIQUE

Fondée en 2018, l'entreprise sociale Pandobac propose un service de location de bacs réutilisables pour la livraison des restaurateurs. L'entreprise s'attaque au fléau des emballages jetables dans l'agroalimentaire.

Certaines nouvelles pratiques sont peu perceptibles par les citoyens, mais ont pourtant un effet conséquent sur l'environnement. Celles proposées par Pandobac aux fournisseurs alimentaires en font partie. L'entreprise, fondée en 2018, propose un service de bacs réutilisables pour la livraison alimentaire à destination des restaurants. Pandobac propose également le lavage des bacs grâce à un centre situé au cœur du marché de Rungis, mais aussi leur suivi via une plateforme et une technologie QR code.

Trois millions d'emballages chaque jour

« L'idée est venue de ma précédente expérience professionnelle où j'ai créé et géré un restaurant pendant cinq ans à Paris », explique Shu Zhang, cofondatrice de Pandobac. « Une des choses qui m'énervait le plus était de gérer les déchets d'emballages que je recevais de mes fournisseurs tous les jours. » En effet, chaque jour, trois millions d'emballages alimentaires sont jetés en France.



Les freins au changement

Trois ans après sa création, Pandobac compte 30 clients, du petit fournisseur jusqu'au groupe national Transgourmet. L'entreprise tente de modifier tout un processus à l'œuvre dans l'agroalimentaire, plutôt lourd, pour le rendre plus écologique. En réalité, explique Shu Zhang, le changement est techniquement facile, mais le principal frein est ailleurs : « Il existe aujourd'hui une résistance au changement : la peur de perdre les bacs, du manque d'hygiène, que tout cela ne fonctionne pas bien. »

Parmi les arguments qui permettent de convaincre les fournisseurs : le coût ! Il serait jusqu'à 30 % moins élevé qu'avec des emballages cartons ou plastiques. Pandobac espère aller plus loin : « plus on réussira à massifier, plus les prix de l'utilisation baisseront », explique Shu Zhang.

D'autres projets pour Pandobac ?

L'alimentaire dans un premier temps et pourquoi pas d'autres produits par la suite ? Shu Zhang estime qu'il y a encore beaucoup à faire dans le domaine de la livraison : « il y a énormément de secteurs qui utilisent encore des cartons et autres emballages de transport jetable », justifie-t-elle.

En 2022, Pandobac espère doubler son activité récurrente et s'implanter encore davantage hors d'Île-de-France. Pour ce faire, l'entreprise va recruter durant l'année pour venir renforcer l'équipe pour l'instant composée de dix salariés.



MAKE ICI : LA MANUFACTURE DE PROXIMITÉ EST-ELLE LE FUTUR DE L'ARTISANAT ?

Make ICI crée des manufactures de proximité sur le territoire et tente de proposer un nouveau modèle à l'artisanat. Découverte.

Disons le d'entrée : être artisan en 2022, ce n'est pas une mince affaire. « Ils ont de plus en plus de mal à trouver des financeurs, des machines et surtout des ateliers », explique Nicolas Bard, le fondateur de Make ICI, un réseau français de manufactures de proximité. « La charge foncière fait que, dans les villes, les artisans ne peuvent plus louer d'ateliers », continue-t-il.

Des manufactures pour utiliser des machines

Alors, que proposer après avoir dressé ce tableau décourageant ? Depuis 2012, Make ICI a conçu une alternative à l'artisanat individuel qui pourrait être une solution : des manufactures collaboratives ouvertes tout le temps et entièrement sécurisées. À l'intérieur, il est possible d'utiliser des machines manuelles ou numériques libres d'accès et de profiter d'espaces communs.

La première manufacture a ouvert à Montreuil, en banlieue parisienne, en 2012. Trois autres ont suivi, notamment à Marseille et Nantes.

Quel est le coût pour s'installer ?

Le premier avantage de ce type d'endroit est le coût, entre 100 euros par mois pour une utilisation ponctuelle et jusqu'à 400 euros pour y travailler tout

le temps. Autre avantage de ce type de lieu et non des moindres : l'écosystème. « On a des relations privilégiées avec des promoteurs, décorateurs d'intérieur, des services innovation de grands groupes, des architectes », explique Nicolas Bard. « Ils nous confient des projets de fabrication pour lesquels le staff de Make ICI coordonne et constitue des équipes de résidents, artisans, designers, qui sont rémunérés pour le travail ». Les manufactures apparaissent donc comme des lieux de mise en contact d'acteurs professionnels qui dynamisent l'économie locale.

Des formations proposées

Enfin, Make ICI propose des formations sur des techniques traditionnelles, numériques ou sur de l'accompagnement à l'entrepreneuriat. D'ailleurs, ces formations sont également ouvertes aux demandeurs d'emploi : 150 au total suivent ces cours.

Ces derniers temps, l'accélération se confirme pour Make ICI, portée par un intérêt croissant pour ce type de lieu. En 2022, Make ICI va ouvrir trois nouvelles manufactures alors qu'il en ouvrait une par an jusqu'à présent. Nicolas Bard assure recevoir cinq à dix demandes d'installations chaque semaine qu'il doit décliner. Mais le fondateur estime que désormais, il est nécessaire d'avoir d'autres acteurs qui s'y mettent, notamment dans des zones rurales qui nécessitent d'autres modèles économiques.



FRUGGR : COMMENT LUTTER CONTRE L'IMPACT NÉGATIF DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ?

Créé en plein milieu de la crise sanitaire, Fruggr est un logiciel qui permet aux entreprises de collecter, mesurer et analyser l'empreinte écologique de leur système d'information.

Fruggr est un logiciel d'évaluation de l'empreinte environnementale et sociale d'un service numérique. Basé sur des interfaces de collectes automatiques sur plusieurs couches, le logiciel peut être utilisé comme une aide à la décision en phase de conception, mais aussi au long cours.

L'application cumule plusieurs ROI (return on investment) :

- ROI Environnemental : mesurez l'impact environnemental et analysez vos leviers d'action
- ROI Social : proposez des services numériques accessibles, inclusifs et éthiques
- ROI Economique : réduisez vos budgets (frugalité) et touchez plus vos prospects.

Diviser par **2**
EN MOYENNE L'EMPREINTE
CARBONE NUMÉRIQUE.

+11 %
DE PUBLICS FIDÉLISÉS
(PUBLIC EXCLU DU
NUMÉRIQUE).

ETRE, UN RÉSEAU D'ÉCOLES POUR FORMER LES JEUNES EN DIFFICULTÉ AUX MÉTIERS DE DEMAIN

Créé en 2017 par l'association 3PA, ETRE est un réseau d'« Écoles de la Transition Écologique » qui propose différents cursus pour former des jeunes en difficulté aux « métiers dit verts ».

Lutter contre le décrochage scolaire et former les jeunes aux métiers de la transition écologique, tels sont les leitmotivs du réseau des Écoles de la Transition Écologique. En effet, la transition écologique offre un vivier de nouveaux métiers et pourrait créer, d'ici 2050, plus d'un million d'emplois. Parallèlement, plus de 100 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans diplôme. C'est pour répondre à ce double constat que l'association 3PA, pour « Penser-Parler-Partager-Agir », a inauguré la première école en 2017 en Occitanie.

L'apprentissage par le « faire »

Le réseau compte, aujourd'hui en France, huit écoles qui forment, chaque année, 360 jeunes. Il existe plusieurs cursus, de la formation courte sur le temps périscolaire à celle diplômante, en passant par le service civique. Une grande partie de ces programmes est exclusivement dédiée aux jeunes déscolarisés avec un point commun : les rendre acteurs de la transition écologique en les formant à des métiers manuels tels que l'éco-construction, la maçonnerie ou encore l'agriculture biologique.

Une formation accessible à tous

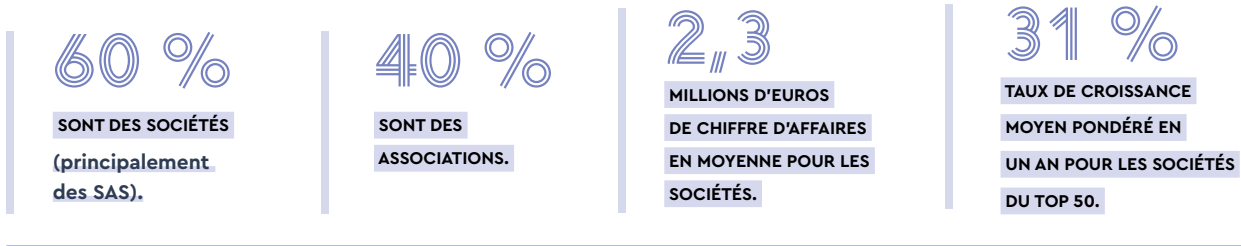
Les formations sont gratuites. L'unique critère de sélection ? La motivation ! Une accessibilité possible grâce aux nombreux partenaires privés. Grâce à son statut associatif, le réseau peut également compter sur les subventions publiques. Certains programmes sont d'ailleurs co-financés par le Fonds Social Européen dans le cadre du programme « Initiative pour l'emploi des jeunes ». Ces nombreux soutiens favorisent ainsi le déploiement du réseau.

Une volonté d'essaimer

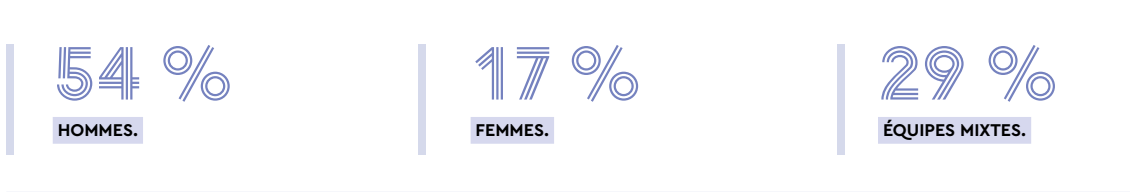
Car les Écoles de la Transition Écologique ont une vision plus long-termiste du projet et souhaitent démultiplier leur impact sur tout le territoire. Une stratégie d'essaimage accompagnée par la Fondation la France s'engage. Une nouvelle antenne a d'ailleurs été inaugurée dans la Val d'Oise en décembre 2021 et quatre centres de formation sont actuellement en développement.

LE VISAGE DE CE TOP 50

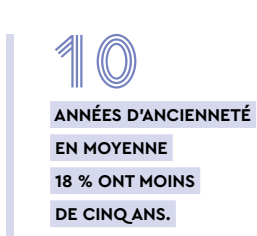
Le type de structures



Les fondateurs



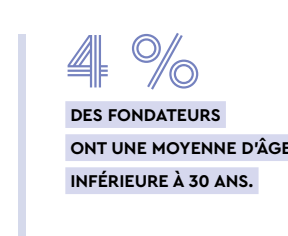
Âge des structures



Âge des fondateurs



Âge des équipes



Projets primés par catégories





FABIEN DE CASTILLA : « ON SOUHAITE ALLER PLUS LOIN EN CRÉANT DES CONSORTIUMS POUR RÉPONDRE À DES PROBLÉMATIQUES SOCIALES »

Le Groupe Ares vient de fêter ses 30 ans d'existence. L'occasion d'aborder ce moment charnière avec son co-directeur général, Fabien de Castilla. Outre le bilan, l'entrepreneur table déjà sur des défis importants pour demain.

Vous venez de fêter un anniversaire important, 30 ans d'existence pour Ares. Quel bilan faites-vous aujourd'hui ?

Le Groupe Ares est né il y a 30 ans, en janvier 1991. Le projet initial concernait les publics de rue autour de la gare de l'Est. Avec une première ambition de sortir ces personnes de la précarité en utilisant le travail comme un levier d'insertion.

Le projet de lutte contre l'exclusion créé à la genèse est le même aujourd'hui, tout en s'étant beaucoup enrichi.

Premier changement, la diversité des publics auxquels on s'adresse : les détenus, les jeunes sans qualification, les personnes en situation de handicap, les réfugiés, etc.

Ensuite, nous nous sommes développés sur toute l'Île-de-France, la région Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine. Et on s'est diversifié au niveau des métiers. On a trois lignes de services autour de la logistique, l'économie circulaire et le numérique.

Quelques chiffres clés ?

Le Groupe Arès dispose d'un budget annuel de 50 millions d'euros, dont les trois quarts sont liés à du chiffre d'affaires pour trouver des clients qui feront travailler des personnes en insertion. Le quart restant correspond en premier lieu aux subventions de l'État à hauteur du nombre de personnes éloignées de l'emploi accueillies. Et des partenaires comme des fondations en soutien ponctuel pour des projets.

Nous accompagnons 1 000 salariés, dont 700 en parcours d'insertion de manière temporaire en CDD et 300 de manière permanente (encadrants, chefs d'équipe, chargés d'accompagnement, agents administratifs, etc).

Sur l'impact social, les 700 personnes en parcours d'insertion représentent en réalité 1 200 individus sur une année du fait du turn-over, dont deux tiers



ressortent en emploi ou en formation. Ce sont nos deux indicateurs de succès. C'est vraiment pour ces 1 200 femmes et hommes à qui on permet de retrouver une place dans la société qu'on se lève le matin.

Quels sont les succès marquants ?

Dans les forts développements ces dernières années, il y a eu les projets liés à l'économie circulaire. On a lancé en début d'année 2021, une joint-venture sociale avec le groupe SEB sur la réparabilité du petit électroménager. Un sujet important pour Arès. Au-delà de l'impact environnemental, il y a un impact social fort car ce sont des métiers qui nécessitent de nouvelles compétences et non délocalisables.

On développe également des projets de réemploi autour du matériel du bâtiment. Et on a une autre activité importante avec RecycLivre. Nous sommes leur prestataire numérique pour gérer leur back-office. Dans les dernières nouveautés, nous sommes sur des sujets liés aux activités numériques comme l'IA.

Ce modèle vertueux d'inclusion et d'insertion inhérent au secteur de l'ESS peut-il inspirer l'économie classique ?

Oui, je pense que c'est indispensable qu'on sorte de notre pré carré. D'ailleurs, c'est bien pour cela que le Groupe Arès n'est plus aujourd'hui un simple opérateur d'insertion. Nous avons développé une nouvelle activité de conseil pour accompagner des entreprises, d'autres acteurs sociaux ou des acteurs publics qui souhaitent développer des programmes d'insertion sociale. On a vraiment vocation à partager notre savoir avec d'autres pour les aider à faire mieux.

Quelles sont les perspectives de croissance identifiées ?

On prévoit une croissance assez ambitieuse l'année prochaine. On va s'attacher à développer nos quatre



joint-venture sociales, elles ont le potentiel pour être dupliquées sur les territoires où nous sommes présents et multiplier leur impact. L'enjeu pour 2022 est de développer ce qu'on sait déjà bien faire. Certes dans l'ESS, il faut inventer et innover, mais il faut aussi pouvoir faire grandir les projets qui fonctionnent déjà bien.

Autre enjeu, la question des ressources humaines, notamment la pérennisation des équipes. Les structures sociales sont en fin de développement et leurs actifs, ce sont les humains. C'est très compliqué de recruter. On a des marges de progrès et une réelle nécessité de professionnaliser les fonctions RH dans le secteur de l'insertion.

Quelles sont vos priorités pour les années à venir ?

Avec nos équipes, nous avons identifié quatre grands défis sociétaux à horizon 2030.

Un premier défi est de mettre l'inclusion à tous les niveaux de la société. Par exemple, sur la problématique de l'emploi des détenus, on pourrait faire entrer la structure sociale d'insertion dans la prison. Et en aval, créer des passerelles avec les entreprises recruteuses.

Deuxième défi, il est autour de la construction de parcours qualifiants sur les compétences des personnes accompagnées chez Arès.

Le troisième concerne l'innovation et le partage avec l'écosystème.

Et le dernier enjeu est celui de la coopération opérationnelle comme on le fait déjà avec les joint-ventures sociales. On souhaite aller plus loin en créant des consortiums pour répondre à des problématiques sociales. Un exemple : dans l'accompagnement des personnes migrantes se pose souvent la question de la langue. Il faut créer des logiques de coopérations inclusives. C'est assez nouveau, il y en a très peu aujourd'hui.

LA FONCIÈRE D'HABITAT ET HUMANISME « UN OUTIL ÉCONOMIQUE À VOCATION SOCIALE »

Avec sa foncière solidaire, Habitat et Humanisme acquiert des logements pour les mettre à disposition de personnes en difficulté. Agréée ESUS, elle a récemment levé 25 millions d'euros.

Depuis sa création en 1985, le mouvement Habitat et Humanisme lutte contre l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté par l'accès à un logement pour tous : « notre proposition remplit une case entre l'hébergement d'urgence et le logement social », précise Lydie Crépet, responsable des ressources financières de l'association.

Très vite, le fondateur Bernard Devert comprend qu'il est nécessaire de faire appel à des investisseurs privés pour acquérir du capital immobilier et créer, un an après, la Foncière d'Habitat et Humanisme, une foncière solidaire.

5 250 logements acquis en fonds propres

Agréée ESUS, la foncière a vocation à « réconcilier l'économique et le social ». Autrement dit, c'est « un outil économique à vocation sociale » qui permet à Habitat et Humanisme d'acheter, construire et rénover des logements. Sur les 9 300 logements acquis en 2020, 5 250 l'ont été en fonds propres grâce à des investisseurs solidaires. Ces fonds légitiment ensuite la recherche de financement auprès de personnes morales. L'autre part des logements mis à disposition des bénéficiaires regroupe des logements prêtés par des propriétaires solidaires.

Répartition du financement des logements

SELON LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020 DE L'ASSOCIATION



25 millions d'euros levés

Chaque année, la Foncière d'Habitat et Humanisme réalise une levée de fonds pour financer l'agrandissement du parc immobilier de l'association. La der-

nière s'est achevée fin novembre avec un montant « historique » de 25 millions d'euros. Un succès que Lydie Crépet attribue, entre autres, à l'engouement des particuliers et des institutionnels « pour investir de façon solidaire et responsable ».

28 000

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
DEPUIS LA CRÉATION
D'HABITAT ET HUMANISME.

77 %

DES FAMILLES VIVAIENT
SOUS LE SEUIL
DE PAUVRETÉ.

70 %

DES FAMILLES ÉTAIENT
PRIVÉES DE LOGEMENT
PERSONNEL.

1 personne
sur 2

ÉTAIT ÉLOIGNÉE
DE L'EMPLOI.

52 %

DES FAMILLES LOGÉES
SONT ISOLÉES.

26 %

SONT DES FAMILLES
MONOPARENTALES.



« RÊV'ELLES TON POTENTIEL »

À la rencontre de Chahrazed Khiter, jeune bénéficiaire du programme, et Stéphanie Nguebou, « rôle modèle ». Rêv'Elles Ton Potentiel « accompagne, stimule et inspire » des jeunes filles grâce à des modèles de femmes inspirantes.

Comment avez-vous découvert l'association Rêv'Elles ?

CHAHRAZED KHITER : J'ai suivi le programme en avril 2015. J'étais en première dans un lycée à Sevrans et j'allais avoir 16 ans. J'étais très timide et solitaire. J'ai connu Rêv'Elles par le biais d'une autre association où je suivais des cours d'aide aux devoirs. Et quand on m'a parlé de Rêv'Elles, j'ai eu un déclic. Je me suis dit que je devais m'inscrire.

STÉPHANIE NGUEBOU : Je voulais m'engager dans une association auprès des élèves. À l'époque, je travaillais à l'Éducation nationale en tant que juriste. J'étais en lien avec La Cordée, une association qui promeut la fonction publique dans les quartiers. C'est ainsi que j'ai découvert Rêv'Elles.

Qu'est-ce qui vous a plu dans le programme ?

C.K. : C'est le fait de réfléchir sur notre avenir. À l'époque, je savais que je devais faire des choix après le bac. Comme j'étais perdue, je me suis dit que c'était une opportunité pour réfléchir et aussi commencer à me déplacer dans les transports en commun de façon autonome. J'appréhendais de le faire seule, j'ai donc proposé à deux autres copines d'y aller ensemble pendant la même semaine. C'était beaucoup plus rassurant.

S.N. : Une association de femmes pour les femmes, expérimenter la sororité, c'est un engagement qui me parle. Même si mon action est ponctuelle, je sais que le programme est plus global et durable. Les jeunes filles sont suivies pendant plusieurs mois. C'est important. Ensuite, on m'a proposé de recruter les jeunes filles pour leur expliquer concrètement le programme en détail et les sélectionner. Une des choses les plus importantes dans les missions de l'association Rêv'Elles est d'explorer le champ des possibles et encourager des jeunes filles à se connaître et à faire ce qu'elles ont envie.

Comment se déroule le programme ?

C.K. : J'ai été sélectionnée avec 30 autres jeunes femmes par l'association. Nous étions très différentes. C'était une semaine incroyable ! J'ai gardé de très bons souvenirs, une des meilleures expériences de ma vie. Pendant la semaine, l'atelier nous a permis de nous découvrir, de créer des liens et de travailler sur notre image.

En fin de semaine, une femme « rôle modèle » est venue nous parler de son parcours. Cela m'a beaucoup marquée. Elle a beaucoup insisté sur l'importance du réseau et elle a pris comme exemple le fait qu'entre elle et Barack Obama, il y avait deux personnes. Nous lui avons dit : « entre nous et Obama, il y a trois personnes ! »



S.N. : J'arrive en général le dernier jour pour écouter le pitch de trois minutes des jeunes filles sur ce que la semaine leur a apporté et comment elles envisagent leur avenir professionnel. En tant que rôle modèle, je leur fais un retour sur leur présentation, de façon bienveillante et leur donne des pistes pour leurs projets. Au début de mon engagement chez Rêv'Elles, je travaillais dans un cabinet ministériel et certains de mes collègues étaient dans une ambassade. J'ai proposé à deux jeunes filles qui voulaient travailler dans la diplomatie de venir découvrir le milieu des ambassadeurs, leurs parcours et se projeter, ou pas, dans ce projet professionnel.

Qu'est-ce qui vous a marqué ?

C.K. : Notre parole était importante et nous étions écoutées. On avait un temps de parole en fin de journée devant les autres. Nous étions toutes ensemble réunies pour le même objectif. Et surtout, nous étions en confiance, dans un environnement très sain, bienveillant, sans jugement. Nous n'avions pas peur de dire ce qu'on pensait. C'était comme une famille. D'ailleurs le dernier jour, nous avons toutes pleuré !

S.N. : Le dernier jour, elles doivent revenir sur les enseignements de la semaine. Elles expliquent comment elles se sont révélées ! Le fait de prendre un micro, s'exprimer en public avec beaucoup d'aisance,

elles nous disent avoir acquis beaucoup de maturité en aussi peu de temps. Elles sont impressionnantes. À leur âge, je pense que je n'aurais pas pu. Leur transformation me marque toujours autant. C'est vraiment le moment où la chrysalide devient un papillon.

Qu'est-ce que cela vous a apporté ?

C.K. : Cela a changé la personne que je suis aujourd'hui. J'ai acquis plus de confiance, j'ai moins peur de faire un choix. Avant, j'étais une suiveuse, je redoutais de perdre l'amitié de quelqu'un quand je ne pensais pas comme lui. Après le stage, j'ai commencé à imposer mes idées. Cela m'a poussé à faire des études de psychologie. Je m'en suis aperçue lors des ateliers de coaching. J'ai toujours été très à l'écoute, observatrice, et je voulais aider les gens à s'accepter comme ils sont dans la vie.

S.N. : Le fait de décomplexifier le terme de rôle modèle. C'est rendre accessible des femmes et des métiers auxquels pourront s'identifier les jeunes filles. En plus, je trouve très important d'être une femme modèle noire. Les jeunes filles voient ainsi de la diversité autant dans les métiers que dans les femmes représentées. Je pense que cela contribue à une meilleure identification et projection de leur part pour être qui elles sont.

ENTREPRISE LIBÉRÉE ET ESS FONT-ELLES BON MÉNAGE ?

Le management libéré vise à horizontaliser le processus de décision d'une entreprise. L'économie sociale et solidaire (ESS) n'est pas épargnée par cette tendance et pourrait même en profiter.

Chaque époque a ses tendances de management. Depuis quelques années, la notion d'entreprise libérée s'est imposée et a alimenté les débats entre adeptes et détracteurs. Derrière ce terme se cache une philosophie qui vise à mettre les salariés au cœur du processus décisionnel et qui horizontalise l'organisation de la structure. Ainsi, les collaborateurs sont plus autonomes et l'autodétermination fait son entrée dans l'entreprise.

Une structure pour répondre aux besoins fondamentaux

Selon Isaac Getz qui a popularisé le terme en France grâce à son livre *Liberté & Cie*, ce type d'entreprise répond aux besoins fondamentaux des salariés et permet de conserver de la performance.

L'ESS est un ensemble d'entreprises, fondations, associations, mutuelles... qui cherchent à avoir une utilité sociale, mais qui ont également (normalement) adopté une organisation participative et démocratique. Pourquoi ces structures pourraient tirer parti d'une organisation libérée ?

« Quand il y a des contrats, je signe, mais je ne les lis pas »

Le fournisseur d'électricité Enercoop s'inscrit en plein dans cette tendance. La coopérative (SCIC) locale

Midi-Pyrénées a mis en place un management libéré avec des prises de décisions collectives, grâce à des outils de participation. Par exemple, la rémunération et les congés sont décidés par le collectif. Dans ce contexte, le directeur a un rôle légal et les salariés travaillent en autonomie : « Quand il y a des contrats, je signe, mais je ne les lis pas », explique le directeur bénévole d'Enercoop Midi-Pyrénées, François Richer.

Quel intérêt pour une coopérative d'opter pour ce management libéré ? « C'est une forme d'organisation qui nous paraît cohérente avec nos valeurs », explique François Richer. « Il y a une forme de schizophrénie dans certaines coopératives où les salariés peuvent parler de tout pendant les assemblées générales, mais sont dans un lien de subordination avec le directeur au quotidien », analyse-t-il.

Quelles structures de l'ESS sont concernées ?

Beaucoup de structures de l'ESS utilisent le management libéré sans même en avoir conscience. C'est ce qu'explique Bérangère L. Szostak, professeure agrégée en Sciences de gestion à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Université Paris Saclay : « Pour les petites associations de quartier, il s'agit de management des ajustements mutuels. Les ajustements se font entre les bénévoles. Dans ces cas, l'idée d'entreprise libérée n'apporterait pas de changements aux pratiques. »

La spécialiste estime cependant que des organisations de plus grande taille, notamment avec une grosse part de salariés, ont un intérêt plus important à introduire le management libéré. « Ce n'est pas parce que c'est l'ESS que c'est un monde de bisounours. Il y a aussi des conflits, des difficultés », explique Bérangère L. Szostak. La Maif a, par exemple, opté pour ce type de management il y a quelques années.

Un management qui correspond aux aspirations

Avec l'entreprise libérée, l'objectif est de permettre l'épanouissement des salariés et de, entre autres, aligner tout le monde sur des valeurs communes. L'entreprise microDON met par exemple en place un séminaire organisé annuellement qui « permet de réfléchir aux enjeux de transformation et définir l'horizon de temps collectivement », explique Olivier Cueille, cofondateur de l'entreprise labellisée ESUS. Il estime que ce type de management correspond parfaitement aux aspirations des salariés de l'économie sociale et solidaire qui cherchent du sens et de l'impact : « c'est devenu un outil indispensable pour stimuler, motiver et garder cette population de salariés », explique-t-il. Ce qui apparaît comme indispensable en sachant que neuf salariés sur dix s'ennuient au travail selon un sondage Opinion Way. Quatre sur dix estiment que les initiatives doivent être favorisées pour lutter contre l'ennui.

Un management citoyen

Chez Enercoop, l'entreprise est conçue comme une structure citoyenne, indissociable du reste de la société. C'est pour cette raison que l'entreprise cherche à avoir un impact positif. C'est également pour cette raison qu'elle a mis en place un management libéré : « ça nous paraît difficile de dire que vous êtes citoyen sur les territoires, mais que vous ne l'êtes plus quand vous arrivez en entreprise », explique François Richer.

Être citoyen en entreprise demande une grande implication. D'ailleurs, François Richer l'assume : tout le monde n'est pas fait pour ce type d'organisation. Ce constat, Bérangère L. Szostak le partage également. Elle estime également que les événements de la vie peuvent changer nos envies d'implication, même chez des personnes qui avaient envie.

Autre nuance apportée par Bérangère L. Szostak, la potentielle perte des valeurs intimement liées à l'ESS : « Avec ce management, on remet l'individu comme acteur de tout. On peut donc perdre quelque chose de fondamental dans l'ESS : la question du collectif. »



POUR ÉNERGIE JEUNES, LE MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES JOUË « UN RÔLE STRUCTURANT »

Énergie Jeunes lutte contre les inégalités scolaires en intervenant dans les collèges défavorisés ou reculés. Dès sa création en 2009, l'association s'est appuyée sur le mécénat de compétences pour se structurer.

Agréée par le ministère de l'Éducation nationale, Énergie Jeunes est une association reconnue d'utilité publique intervenant dans 447 collèges de zones défavorisées ou reculées afin de « renforcer le plaisir d'apprendre » des élèves, comme l'estime la nouvelle directrice générale, Catherine Ozon.

100 000 collégiens bénéficiaires

Pour ce faire, l'association s'appuie sur un programme conçu en collaboration avec des chercheurs qui vise à développer « les compétences du 21e siècle », à savoir l'autodiscipline, la persévérance et la confiance en soi. Le principe ? Trois courtes séquences de 55 minutes pour générer des « déclics psychologiques ». Une méthode qui a fait ses preuves puisque les établissements observent « un impact direct sur les résultats scolaires, le comportement des élèves et le fatalisme social ».

En 2021, 500 volontaires sont intervenus dans plus de 4 000 classes et ont ainsi formé plus de 100 000 collégiens.



61 salariés détachés en mécénat de compétences

Parmi ses volontaires, l'association a pu compter sur 61 salariés détachés par leur entreprise pour réaliser du mécénat de compétences « long », c'est-à-dire à plein temps durant deux ou trois ans, ou « court », mobilisés trois à dix jours par an.

Le dispositif de mécénat de compétences joue un rôle clé dans l'association financée à 80 % par des fonds privés. En faisant appel à ces entreprises, Énergie Jeunes ne cherche pas seulement des financements, mais surtout des salariés mis à disposition de l'association. Catherine Ozon en convient : « L'association a existé grâce à ce dispositif. Ces mécénats de compétences nous ont permis de structurer l'association. »

Une tendance qui s'inverse

Énergie Jeunes s'est donc appuyée, dès sa création en 2009, sur le mécénat de compétences. Ce dispositif a connu de fortes évolutions et de plus en plus d'entreprises proposent à leurs collaborateurs de s'engager sur leur temps de travail. Auparavant utilisé par les grands groupes comme un dispositif de gestion de fin de carrière, Catherine Ozon note une tendance qui s'est inversée. Cette forme d'engagement est désormais proposée à la demande des collaborateurs « qui veulent s'engager et qui attendent de leur entreprise les moyens de le faire ».

Aujourd'hui, l'association souhaite avoir « un maillage plus fin » et amplifier son impact dans les zones rurales qui cumulent, comme les quartiers prioritaires, des facteurs d'inégalités et de déterminisme social. Cette perspective de développement impliquera donc la recherche de nouveaux partenaires locaux qui détacheront des salariés en mécénat de compétences « au plus près de la ruralité ».



JULIA MALLAM, ENSEIGNANTE ACCOMPAGNÉE PAR L'ASSO- CIATION LE CHOIX DE L'ÉCOLE

L'association Le Choix de l'école accompagne de jeunes diplômés et jeunes actifs qui souhaitent se reconvertir comme enseignants en éducation prioritaire.

Rencontre avec Julia Mallam, enseignante de français et bénéficiaire du programme de l'association depuis la rentrée de septembre 2020.

Diplômée de Sciences Po Bordeaux en affaires publiques, Julia Mallam a enseigné dans un collège à Saint-Denis pendant sa première année avec l'accompagnement de l'association. Aujourd'hui titulaire du CAPES, elle enseigne les lettres modernes dans un lycée général et technologique à Marignane.

Rien ne prédestinait vraiment Julia Mallam à prendre le chemin de l'association Le Choix de l'école et de l'enseignement. Si ce n'est son intérêt pour le lien social. « Pendant mes études, plus jeune, je me suis demandé quelles étaient mes priorités. Je voulais faire des choses qui ont véritablement une utilité sociale et qui permettent le lien entre soi et l'autre, qui sont source de stimulation humaine et intellectuelle. »

La jeune femme suit un cursus en classe préparatoire Hypokhâgne et Khâgne à Lyon pendant deux ans et intègre ensuite Sciences Po Bordeaux en affaires publiques. Cependant, Julia Mallam avoue avoir mis du temps à trouver sa place dans la fonction publique.

En parallèle, elle donne des cours de soutien scolaire. « J'ai pu faire une année de césure pendant mon cursus à Sciences Po. J'étais assistante de langue

française dans un lycée en Allemagne avec France Éducation international. J'ai enseigné pendant un an la langue française en tant que langue étrangère auprès d'élèves allemands et ce fut vraiment une riche expérience ! »



« Le seul endroit où je me sentais bien c'était dans une classe »

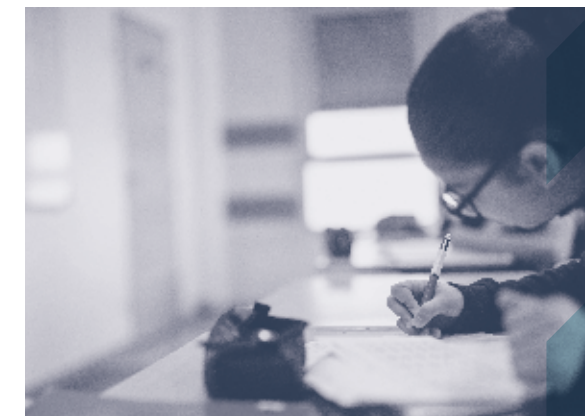
C'est après avoir obtenu son diplôme que Julia s'interroge vraiment. « J'avais 23 ans et je voulais faire un métier de terrain, utile socialement, et pas forcément suivre un parcours conforme au profil « scientifique »... » Elle s'arrête quelque temps, continue à faire du soutien scolaire dans un collège et petit à petit, se rend compte que « le seul endroit où je me sentais bien c'était dans une classe. »

Par des recherches en lien avec l'éducation, Julia découvre l'association Le Choix de l'école. Pour la première fois, elle rédige une lettre de motivation « avec de réelles convictions ». À partir de là, tout s'enchaîne. Elle participe aux épreuves de sélection de l'association puis à l'entretien de recrutement avec le rectorat qui la conduit à enseigner pendant un an dans un collège en quartier prioritaire de la ville de Saint-Denis à la rentrée de septembre 2020.

Pendant le mois de juillet précédent cette rentrée, elle a participé à l'université d'été du Choix de l'école. « Je me suis sentie accompagnée par les membres de l'équipe de l'association et par les enseignants expérimentés qui nous formaient ainsi que des chefs d'établissement, des CPE, des tuteurs enseignants par discipline. Cela a été essentiel dans la réalisation de mon projet, c'est grâce à eux que j'ai pu passer le diplôme du CAPES au bout d'un an. »

Après cette première année, elle devient fonctionnaire stagiaire et change d'académie pour Aix-Marseille. « Je partageais mon temps entre l'enseignement dans deux classes de seconde en français au lycée de Marignane la moitié de la semaine et l'autre moitié j'étudiais à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé). »

Elle avoue avoir beaucoup appris durant les deux ans.



« Aujourd'hui, j'espère avoir un impact sur les élèves, mais j'essaie de rester à ma juste mesure dans le sens où je sais que seule, je ne peux pas tout. J'ai un regard plus terre à terre et professionnel en cette deuxième année. L'association est là aussi pour nous rappeler que la progression d'un élève se fait sur plusieurs années avec le soutien d'une équipe pluridisciplinaire. » Après ses expériences au collège et au lycée, Julia Mallam a envie de mouvements. « J'ai demandé à être affectée en Guyane l'année prochaine. Il est fort probable que je l'obtienne, car c'est une académie peu demandée. C'est un territoire difficile, la plupart des établissements sont classés en zones prioritaires. L'intention est une envie personnelle de découvrir un environnement culturel différent. Et sur le plan professionnel, exercer en Outre-mer peut être une expérience riche en enseignements. C'est la France, avec en même temps des spécificités. »

Ce métier représente pour elle un véritable engagement qui lui rappelle chaque jour qu'il faut rester modeste et faire preuve d'humilité. « Être enseignant, c'est être au service des élèves pour les faire progresser, c'est le seul objectif. Le chemin se fait en marchant. Je ne crois pas au fait qu' être enseignant soit une vocation. Je pense qu'enseigner s'apprend. J'ai appris à être professeure en cultivant certaines valeurs comme l'envie d'accompagner l'autre notamment des enfants. »



WENABI : LA PLATEFORME D'ENGAGEMENT GAGNANT- GAGNANT-GAGNANT

wenabi est une startup sociale qui permet aux entreprises de s'engager de manière solidaire. Elle propose une plateforme qui met en relation des associations avec ces entreprises désireuses de s'engager. Cette formule profite en même temps aux entreprises, aux associations et aux collaborateurs. Les détails avec Emmanuel Bentejac, l'un des cofondateurs.

Que recherchent les entreprises en vous rejoignant ?

Le premier intérêt est lié à la marque employeur. Cela permet aux entreprises d'attirer de nouveaux talents et de retenir les personnes déjà présentes dans l'entreprise en leur proposant de pouvoir s'engager. Le deuxième intérêt est de partager en interne ce que l'entreprise fait déjà. Aujourd'hui, près de deux collaborateurs sur trois ne sont pas au courant de ce que l'entreprise fait en matière de RSE. Il s'agit donc d'un moyen de les impliquer. Enfin, wenabi permet de créer des liens économiques avec les acteurs du territoire. Cela leur permet à un moment, potentiellement, de gagner des appels d'offres ou encore de répondre à la demande des consommateurs.

Quel est l'apport pour les associations ?

Nous avons aidé près de 2 000 associations. Actuellement, 10 000 actions sont présentes sur la plateforme. Nous envoyons des collaborateurs



pour réaliser des maraudes et des distributions de repas, car il y en a toujours besoin. Mais des associations vont avoir besoin de compétences plus spécifiques.



D'autres vont avoir besoin d'argent et nous allons les aider en facilitant le mécénat financier. Enfin, certaines souhaitent sensibiliser. Nous leur donnons un auditoire très large composé de dizaines de milliers

de collaborateurs sur un sujet précis. L'impact est différent en fonction des associations, mais la force de frappe que l'on permet d'obtenir est assez importante.

Quel est l'impact sur les collaborateurs ?

Aujourd'hui, le collaborateur souhaite s'engager. Il est en quête de sens dans son travail. wenabi répond à la question de la façon de s'engager. Les collaborateurs peuvent regarder sur la plateforme sur laquelle il y a tous les formats d'engagement proposés, en fonction de ce qu'ils souhaitent faire. Cela est donc

simplificateur. Autre sujet, certains collaborateurs ne connaissent pas le monde associatif. Nous allons donc les sensibiliser et les accompagner. Les besoins sont variés en fonction des collaborateurs mais, de manière générale, nous les simplifions.





AVEC LA TERRE EN PARTAGE, L'ACCUEIL « DIGNE, ACTIF ET CONSTRUCTIF » DES DEMANDEURS D'ASILE N'EST PLUS UNE « UTOPIE »

Situé dans la région limougeaude, La Terre en Partage est un lieu de vie communautaire qui accueille des demandeurs d'asile en leur permettant d'exercer une activité de maraîchage. Pionnière en France, l'association espère voir ce modèle s'essaimer sur tout le territoire.

L'histoire de la Terre en Partage commence par une « utopie », celle de « créer un lieu d'accueil différent pour les demandeurs d'asile, qui permette la rencontre et de rendre digne, active et constructive cette période d'attente ». Déjà très engagés sur ces questions-là en région parisienne, Clémence Skierkowski et son mari se prennent « de plein fouet » la situation de ces femmes et hommes qui vivent une période de « vide » : « Tant qu'ils n'ont pas le statut de réfugié, ils n'ont pas le droit de travailler et n'ont accès ni à la formation ni aux cours de français. »

Le couple se lance alors dans le projet de réhabilitation d'un ancien site de la fondation Apprentis d'Auteuil vers Limoges et inaugure, en 2018, un lieu de vie communautaire visant à accueillir des demandeurs d'asile durant ce temps d'attente.

L'expérience de la vie communautaire

La Terre en Partage accueille ainsi 19 demandeurs d'asile. Le projet repose sur une activité de maraîchage. Chacun participe, quinze heures par semaine,



à l'entretien du potager « très inspiré de la permaculture ». Les fruits et légumes sont vendus en circuit-court aux habitants. L'association approvisionne également deux écoles de communes voisines.

Et qui dit vie en communauté, dit participation aux tâches quotidiennes. « Comme dans une grande famille », chacun participe aux tâches quotidiennes, décrit Whalid Tahar, résident originaire de Libye et administrateur de l'association. « Ce n'est pas un hôtel ou un lieu d'hébergement. L'idée est de se dire que chacun est compétent et peut apporter au groupe », complète Clémence. Des bénévoles, souvent des habitants, dispensent des cours de français. Mais au-delà de ces cours, les échanges constants sont un véritable « bain de langue » qui permet aux résidents de progresser rapidement.

La démonstration par l'exemple

La Terre en Partage a obtenu l'agrément d'organisme d'accueil communautaire et d'activité solidaire (OACAS). Si cet agrément existait déjà, pour la commu-

nauté Emmaüs par exemple, il n'aurait jamais été demandé pour accueillir des demandeurs d'asile. C'est une première expérimentation qui offre aux demandeurs d'asile un cadre légal pour exercer une activité en dépendant du code de l'action sociale, et non du code du travail. La Terre en Partage travaille ainsi main dans la main avec l'État : « On est partenaires, pas prestataires. Il a compris qu'il y avait un intérêt expérimental. »

« Essaimer » et « infuser »

L'association défend un projet à taille humaine. Clémence, son mari, les bénévoles et les résidents sont comme les pionniers d'un modèle qui a vocation à « s'essaimer sur d'autres territoires » et à « infuser » dans les politiques publiques comme le décrit très bien la cofondatrice :

« Pour moi on aura réussi si on n'a pas uniquement quelques villages d'irréductibles Gaulois disséminés sur le territoire. »



SINNY & OOKO : LA RECETTE DU SUCCÈS D'UN TIERS-LIEU

Sinny & Ooko est une entreprise ESUS spécialisée dans la création de tiers-lieux. Entretien avec le fondateur, Stéphane Vatinel, pour connaître la recette de ce succès.

Depuis 2008, Sinny & Ooko crée des tiers-lieux, ces endroits de rencontres et d'activités ouverts à tous. Parmi les lieux ouverts par cette entreprise ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale), on retrouve notamment le Comptoir Général et le Pavillon des Canaux à Paris mais aussi la Cité Fertile à Pantin. Ces trois espaces, très fréquentés, apparaissent comme des modèles de réussite en matière de tiers-lieux. Mais quelle est la recette du succès de Sinny & Ooko ? Le directeur général et fondateur, Stéphane Vatinel, nous livre les cinq ingrédients clés.

1. Connaître le territoire

Pour implanter un tiers-lieu, il est nécessaire de connaître le territoire. Il est essentiel de s'informer sur le tissu associatif, entrepreneurial et politique local : « le tiers-lieu est un agglomérat de toutes ces composantes », estime Stéphane Vatinel. Il considère que connaître le tissu associatif local permet notamment de dresser le portrait-robot du citoyen du territoire.



2. Ne pas confondre contenant et contenu

Il faut laisser d'autres acteurs du terrain, extérieurs au tiers-lieu, s'occuper du contenu. Il ne faut pas vouloir absolument tout gérer en tant que créateur du lieu : « nous ne sommes que des régisseurs », explique Stéphane Vatinel. Avec cet ingrédient, c'est la volonté d'avoir un espace qui appartient aux personnes qui l'utilisent.



3. Avoir plusieurs niveaux de programmation pour attirer des populations différentes

Le tiers-lieu doit avoir différents niveaux de programmation pour attirer des populations diverses, estime Stéphane Vatinel. Le premier niveau est celui lié aux utilisateurs pérennes. Par exemple, la Cité Fertile est notamment occupée par un brasseur et un collectif de menuisiers. Le deuxième niveau est lié aux structures du tissu local (associations, entreprises...) qui interviennent de manière régulière et font venir un certain type de population. Enfin le troisième niveau est la partie événementielle (conférences, concerts...) qui attire ponctuellement une autre population. Résultat : « vous allez avoir des publics différents qui vont se retrouver à l'insu de leur plein gré en connexion », explique Stéphane Vatinel.

4. Prendre en compte l'esthétique

Les lieux créés doivent être beaux et l'aspect matériel doit être pris en compte. En effet, Stéphane Vatinel explique qu'un lieu esthétique est source de bien-être : « il ne faut pas être uniquement obnubilé par la technique d'accueil, des activités, mais aussi par l'écrin à l'intérieur duquel on développe l'activité ».

5. Pratiquer la comptabilité inclusive

Le principe est simple : avoir des activités payantes qui permettent de financer des activités gratuites. Ainsi, 96 % des personnes qui viennent dans les tiers-lieux de Sinny & Ooko y ont accès de manière gratuite. Stéphane Vatinel explique que la restauration, les boissons et la privatisation sont les activités payantes qui permettent la politique de gratuité.

INSERTION PROFESSIONNELLE :

9 INCUBATEURS À VOCATION SOCIALE

Voici une sélection de neuf incubateurs à destination de publics fragilisés. Car l'insertion professionnelle peut également passer par l'entrepreneuriat.

L'entrepreneuriat peut être vecteur d'insertion professionnelle. D'ailleurs, selon une étude de 2017 de la Direction générale des entreprises, 46 % des demandeurs d'emploi choisissent le statut de micro-entrepreneur. Il existe de nombreux incubateurs, pour développer des projets entrepreneuriaux, qui visent des publics fragilisés.

L'incubateur SINGA pour les étrangers

L'association SINGA propose un parcours d'incubation aux personnes nouvellement arrivées en France pour changer le regard sur la migration. Les entrepreneurs étrangers porteurs de projets sont mêlés, au sein des promotions, à des entrepreneurs français ayant des projets liés à l'accueil et au vivre ensemble. Présent à Paris, Lyon et Nantes, l'incubateur propose des parcours de six mois. En 2019, 40 % des entrepreneurs SINGA sont finalement parvenus à créer leur entreprise.

L'Ouvre-Boîte, l'incubateur à destination des jeunes peu diplômés

L'Ouvre-Boîte est l'incubateur dédié aux jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés. Les Apprentis d'Auteuil, à l'origine du projet, sont partis d'un constat alarmant : 42,5 % des jeunes de moins de 30 ans souhaitent créer une entreprise, mais seuls 28 % des jeunes créateurs peu ou pas diplômés poursuivent

leur activité au-delà de la première année. Présent à Marseille, Lyon, Nice et Nantes, ce programme propose un accompagnement intensif de 24 mois avec des rendez-vous hebdomadaires. Les porteurs de projets ont également un concept store à leur disposition pour pouvoir confronter leurs projets au marché.

J'ose, pour l'entrepreneuriat rural

Entreprendre est souvent plus aisé dans les grandes zones urbaines. La Ruche et Familles Rurales tentent d'y remédier avec un programme d'accompagnement. Basé en Aveyron, J'ose est un programme entrepreneurial qui accompagne des jeunes des territoires ruraux et qui a pour vocation de redynamiser le territoire. La formation dure six mois. Elle s'effectue majoritairement en ligne, mais propose également des rencontres physiques.

L'incubateur de la ville de Montreuil pour les réfugiés

La ville de Montreuil possède son incubateur pour les réfugiés. Il a été créé avec le réseau national La Ruche, le groupe Generali et d'autres acteurs privés et publics. Pour l'instant, l'incubateur a accueilli trois promotions avec des projets variés allant de la vidéo à la cuisine. Pour bénéficier du programme, il faut avoir le statut de réfugié ou bénéficier de la protection subsidiaire.

H'up, l'incubateur pour les personnes en situation de handicap

H'up veut lutter contre le chômage des personnes en situation de handicap, deux fois supérieur à la moyenne nationale. Elle propose plusieurs parcours comme un programme de 12 mois pour découvrir l'entrepreneuriat ou un parrainage de compétence pour une durée de six mois. Depuis sa création, l'association H'up a accompagné plus de 1 800 porteurs de projets en situation de handicap. À noter que tous les espaces de coworking proposés sont adaptés pour les personnes en situation de handicap. L'accompagnement est possible dans un certain nombre de régions de France.

Le programme « Coup d'envoi » pour les quartiers prioritaires

Le programme « Coup d'envoi », porté par La Ruche, accompagne vers l'entrepreneuriat des personnes éloignées de l'emploi, issues des quartiers prioritaires ou de zones sensibles. Le parcours de 6 mois est proposé dans la Ruche parisienne et la Ruche de Saint Germain. Il permet à 24 talents de réfléchir à un projet et de le mettre en œuvre. L'objectif est également de dynamiser les territoires dont ils sont issus. Pour être éligible, il faut être inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an ou bénéficier du RSA.

Willa, l'incubateur pour les femmes

Willa souhaite révéler le pouvoir des femmes par l'entrepreneuriat. Les programmes d'incubation sont réservés aux projets ayant au moins une fondatrice ou une cofondatrice. Chaque année, 400 femmes sont accompagnées par cet incubateur implanté à Paris grâce à des programmes allant de trois semaines à douze mois. Un incubateur essentiel sachant qu'en 2020, 32,1 % des entreprises sont créées par des femmes.

L'escalator, l'incubateur qui veut activer l'ascenseur social

« On dit que l'ascenseur social est en panne. C'est pour ça que j'ai créé l'escalator », explique Maurice Lévy, le fondateur de cet incubateur et président du conseil de surveillance de Publicis. L'escalator, basé à Levallois-Perret en banlieue parisienne, va suivre entre 15 et 20 porteurs de projets par an qui n'ont ni réseau, ni argent, mais qui ont un projet solvable. Deux programmes, de trois ou douze mois, seront proposés selon la maturité du projet. Des mentors issus d'entreprises partenaires seront également impliqués pour suivre les projets et donner des conseils.

L'incubateur The Human Safety Net à Saint-Denis pour les réfugiés

Inauguré le 2 décembre 2021, cet incubateur accueille deux promotions de 31 entrepreneuses et entrepreneurs qui bénéficient d'un accompagnement de neuf mois. Un suivi mensuel leur est proposé ainsi que des ateliers de formation ou encore la mise à disposition de locaux pour travailler. THSN s'est appuyé sur un certain nombre de partenaires tels que la Fondation SNCF, la ville de Saint-Denis ou encore La Ruche pour mettre sur pied ce projet.



LE LABEL EMMAÜS FÊTE LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA PLATEFORME DE DONS D'OBJETS : TRÈMMA

Trèmma est la plateforme de dons d'objets lancée en janvier 2021 par le Label Emmaüs. L'occasion de revenir sur les chiffres clés et les succès de l'année écoulée.

Donner et être solidaire, c'est la formule gagnante de la plateforme Trèmma, lancée en janvier 2021 par Label Emmaüs. Cette plateforme de financement participatif propose aux internautes de revendre des objets en reversant le produit de la vente à un projet solidaire de leur choix, sélectionné par Trèmma au préalable.

Cette forme de crowdfunding solidaire a permis de reverser 25 000 euros en 2021 grâce aux 6 000 annonces réalisées par un peu plus de 2 000 personnes.

La somme a été reversée à quatre projets solidaires qui ont terminé leur campagne de financement fin juillet :

- La ferme Emmaüs de réinsertion pour femme à Baudonne, qui finançait un projet de cours d'informatique et de création de blogs ;
- Une ressourcerie en Auvergne ;
- La communauté de compagnons Emmaüs de Toulouse ;
- Un centre d'hébergement Emmaüs Connect à Nantes pour de la vente de matériel informatique.

« Cela prend du temps de faire changer les habitudes des particuliers et de se faire connaître. Nous avons choisi de ne pas utiliser le nom Emmaüs. Beaucoup de personnes sont séduites par le concept, mais

tardent plusieurs mois avant de passer à l'action pour mettre en vente leurs objets », précise Iris de Corlieu, responsable de Trèmma.

L'aventure continue avec une nouvelle campagne disponible depuis la fin d'année 2021 et quatre nouveaux projets : deux projets de communautés Emmaüs en milieu rural pour créer des salles informatiques avec de l'animation sur l'accès aux droits, le lancement d'une plateforme e-learning inclusive pour l'école et un projet de financement pour la fondation Inalco afin de les accompagner sur leur programme Urgence Afghanistan et faire venir des étudiants et universitaires afghans.

Pour démarrer cette nouvelle année, une fondation d'un groupe de vêtements a promis de donner 5 000 pièces pour financer un projet.

« En 2022, on va aller chercher des communautés déjà existantes pour toucher un plus grand nombre de particuliers et on travaille avec des entreprises et universités pour trouver des ambassadeurs qui portent le concept innovant de Trèmma. Et pour 2023, on a le projet de créer une application mobile pour vraiment permettre plus facilement de regrouper les parcours achats et dons », indique Iris de Corlieu.



LES ENGAGEMENTS POUR LA PLANÈTE DES MARMITES VOLANTES

Les Marmites Volantes est une activité autour de l'alimentation, porteur d'un impact environnemental et social. Deux restaurants, la livraison, mais aussi une offre pour les cantines scolaires et d'entreprises... Les Marmites Volantes veulent vous faire manger mieux partout.

100 %

DE PRODUITS FRAIS
ET LOCAUX.

380 KM

DE DISTANCE EN MOYENNE
ENTRE LES ÉLEVEURS
ET LES RESTAURANTS.

90 %

D'APPROVISIONNEMENTS
LABELLISÉS BIO.

150 KM

DE DISTANCE EN MOYENNE
ENTRE LES MARAÎCHERS
ET LES RESTAURANTS.





APRÈS AVOIR FONDÉ EN 2008 LA SOCIÉTÉ **RECYCLIVRE**, DAVID LORRAIN ÉTEND SON BUSINESS À IMPACT SOCIAL À LA MARKETPLACE AVEC UNE AMBITION INTERNATIONALE

Entreprise sociale B Corp et membre de 1 % For The Planet, application de rachat de livre, Recyclivre s'est fait une place remarquée dans le secteur du e-commerce vertueux. Après une année 2021 plutôt bonne, avec 10 millions de chiffre d'affaires et plus d'1,3 million de livres vendus, David Lorrain a déjà les yeux rivés sur le coup d'après.

Superway, la nouvelle marketplace

La librairie en ligne engagée va lancer, début 2022, une nouvelle marketplace superway.eu avec une ambition internationale clairement affichée.

La genèse du projet s'appuie encore une fois sur un double constat : la force du marché de l'occasion en nette croissance et l'affirmation d'une nouvelle envie de consommer des particuliers.

« Recyclivre s'est toujours positionné à la croisée des deux mondes, capitaliste et associatif. On peut faire les choses correctement pour l'homme et la planète tout en gagnant de l'argent. Ce n'est pas incompatible et c'est ce qu'on doit viser. Nous avons été un des premiers acteurs sur cette mouvance, à reverser de l'argent à des associations, faire travailler des gens en réinsertion », détaille l'entrepreneur.

S'appuyant sur son expérience aussi bien sur le site Recyclivre que sur des marketplaces comme Amazon, « on a réussi à démontrer aux clients de ces plateformes qu'il existait une autre solution pour consommer », indique David Lorrain.



Nouveau modèle économique pour superway

« superway.eu veut se positionner comme un acteur incitatif pour pousser nos clients et nos vendeurs à avoir une démarche vertueuse et on va leur donner les moyens d'y parvenir.

On va commencer par le livre et après on l'étendra à d'autres produits, culturels ou non », précise David Lorrain.

Pour ce faire, l'entrepreneur mise sur la mécanique du cashback. « Sur chaque achat effectué sur superway, le client reçoit un pourcentage du montant de son achat (montant standard du marché) qui ira directement abonder une cagnotte qu'il pourra utiliser in fine chez les vendeurs engagés sur superway. » Pour lui, l'idée majeure est de pousser le client à dé-

penser sa cagnotte chez des vendeurs engagés qu'il n'aurait pas connus sans cette mécanique.

Les vendeurs devront montrer patte blanche quant à leurs engagements avec un critère : leur Impact score. « Les vendeurs devront s'autodéclarer sur la plateforme initiée par le mouvement Impact France et en fonction de leur score, ils seront éligibles ou pas au cashback. On souhaite inscrire cette démarche dans la durée pour que leur Impact score progresse chaque année », détaille David Lorrain.

Une manière de poursuivre sur sa lancée d'entrepreneur à impact pionnier et faire de superway, un acteur incitatif en donnant les moyens aux vendeurs de s'engager concrètement. « On espère atteindre précisément les particuliers sceptiques, ceux qui n'ont pas encore basculé sur de la consommation responsable », conclut-il.

#TOP50IMPACT



FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI

01. WebForce 3 L'ÉCOLE DES MÉTIERS DU NUMÉRIQUE POUR TOUS-TES

Fondée en 2014, WebForce3 est un réseau d'écoles, accessibles à tous, qui forment aux métiers du numérique.

02. Educ-Up ENCOURAGER L'ÉDUCATION AUPRÈS DE TOUS-TES !

La startup porte deux projets : Do-missori, une société de garde éducative Montessori et Edacademy, un centre de formation e-learning inclusif destiné aux parents et professionnels de l'éducation.

03. Make ICI MANUFACTURES COLLABORATIVES ET SOLIDAIRES

Créé en 2012, Make ICI est un réseau de manufactures de proximité qui propose un nouveau modèle d'artisanat.

04. Konexio LES FORMATIONS AU NUMÉRIQUE POUR TOUS-TES

Depuis 2016, Konexio propose des cours pour se former aux métiers du numérique et acquérir des compétences de base.

05. Ares TOUS LES CHEMINS MÈNENT À L'HOMME

Créé en 1991, le Groupe Ares est le premier acteur de l'insertion par l'activité économique.

06. Les Écoles de la Transition Écologique DÉCOUVERTE ET FORMATION PROFESSIONNELLE AUTOUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Créé en 2017 par l'association 3PA, le réseau des Écoles de la Transition Écologique a vocation à former des jeunes en difficultés aux métiers artisanaux de demain.

07. Simplon.co RÉSEAU DE FABRIQUES NUMÉRIQUES ET INCLUSIVES

Simplon.co est un réseau d'écoles qui propose des formations gratuites aux métiers du numérique aux personnes éloignées de l'emploi.

08. Social Builder FORMER LES FEMMES AUX MÉTIERS DU NUMÉRIQUE

Créée en 2011, Social Builder est une entreprise sociale qui oriente et forme les femmes vers les métiers digitaux.

09. Acta Vista L'ACTEUR MAJEUR DE L'INCLUSION PAR LE PATRIMOINE

Depuis 2002, l'association mène des chantiers de restauration du patrimoine en formant des personnes éloignées de l'emploi.

10. Diversidays LE NUMÉRIQUE, ACCÉLÉRATEUR DE DIVERSITÉ

Créée en 2017, Diversidays est une association qui a vocation à promouvoir l'égalité des chances dans les métiers du numérique.



ACCÈS AU LOGEMENT

01. Habitat et Humanisme AGIR EN FAVEUR DU LOGEMENT ET DE L'INSERTION DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ !

Depuis plus de 35 ans, pour répondre à l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté, la fédération Habitat et Humanisme agit en faveur du logement, de l'insertion et de la recréation de liens sociaux. Résolument tourné vers l'innovation, le Mouvement a développé des outils à la croisée de l'économie et du social. Présent dans 80 départements, Habitat et Humanisme est majoritairement animé par des bénévoles. Venus d'horizons divers, ces hommes et ces femmes mettent en œuvre au quotidien le projet et les valeurs de solidarité de l'association.

02. Foncière Chênelet MONTEUR DE PROJET SOCIÉTAL AUTOUR DU LOGEMENT SOCIAL

Fondée en 2009, la Foncière Chênelet est une Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS), labellisée Finansol et B Corp qui a pour objectif de rénover et construire des habitats écologiques destinés aux populations ayant les plus bas revenus et adaptés aux personnes âgées ou handicapées.



ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE

01. Rêv'Elles UNE ÉTINCELLE, DES POTENTIELS

L'association Rêv'Elles a pour objet de favoriser l'égalité des chances et l'insertion par le biais de programmes d'aide à l'orientation innovants à destination des jeunes femmes de milieux modestes afin de révéler leur potentiel.

02. Énergie Jeunes LUTTONS CONTRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES

Depuis sa création en 2009, l'association Énergie Jeunes contribue à réduire les inégalités scolaires en France. Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale, Énergie Jeunes est au service de la réussite scolaire de tous. Elle déploie sur tout le territoire une méthode originale pour développer la persévérance scolaire, chez les élèves scolarisés dans les collèges de l'éducation prioritaire.

03. Article 1 PRENDRE LE POUVOIR SUR L'AVENIR

Née de la fusion de deux associations majeures de lutte contre l'inégalité des chances -Frateli & Passeport Avenir- Article 1 œuvre pour une société où l'orientation, la réussite dans les études et l'insertion professionnelle ne dépendent pas des origines sociales, économiques et culturelles ; pour une société où la réussite passe par le lien social et l'engagement citoyen.

04. Ateliers Amasco ICI, RIEN N'EST JOUÉ D'AVANCE

Créée en 2018, Ateliers Amasco est une association à but non lucratif œuvrant en faveur de la réussite éducative de tous les enfants. Elle regroupe des parents, des ensei-

gnants, des étudiants et des retraités avec un but : favoriser l'épanouissement scolaire des enfants de tous milieux, dès les débuts de leur scolarité.

05. Le Choix de l'école POUR AMÉLIORER LE NIVEAU DES COLLÉGIENS SCOLARISÉS DANS LES TERRITOIRES MOINS FAVORISÉS

L'association Le Choix de l'école a été fondée en 2015 dans le but d'encourager l'engagement des jeunes diplômés dans l'éducation et répondre à un besoin d'enseignants dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Elle a été inspirée par des initiatives similaires dans d'autres pays, regroupées aujourd'hui au sein du réseau Teach for All.

06. Chemins d'Enfances CONCEVOIR, METTRE EN PLACE ET MAXIMISER L'IMPACT DE PRO- GRAMMES INNOVANTS POUR L'ÉPANOUISSEMENT D'ENFANTS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Fondée en 2017, Chemins d'Enfances est une association loi 1901 qui œuvre pour l'épanouissement des enfants, prioritairement en situation de précarité et d'exclusion.

07. Parrains Par Mille ASSOCIATION DE PARRAINAGE EN FRANCE

Parrains Par Mille est une association de parrainage de proximité et de mentorat qui depuis plus de 30 ans propose à des enfants et jeunes isolés de rencontrer une personne ressource vivant près de chez eux pour découvrir le monde autrement et (re)prendre confiance en leurs capacités.



ACCÈS À LA SANTÉ ET À UN PARCOURS DE SOIN DE QUALITÉ

01. Cariance / deuxième avis.fr DES EXPERTS POUR ÉCLAIRER VOS DÉCISIONS DE SANTÉ

Le service de deuxième avis médical en ligne est un service innovant et unique en France qui permet aux patients ou à leurs proches d'obtenir un deuxième avis médical, en moins de 7 jours, auprès de médecins qui ont un très haut niveau d'expertise sur leur maladie.

02. Banlieues Santé RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ

Fondée en 2018, Banlieues Santé est une association qui vise à garantir l'accès à la santé pour les personnes vulnérables et notamment celles vivant dans les quartiers prioritaires ou les zones rurales.



CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

01. Colette LA COHABITATION INTERGÉNÉRATIONNELLE

Colette est une startup qui propose une plateforme de cohabitation intergénérationnelle. Elle aide des étudiants ou jeunes actifs à se loger chez des hôtes qui ont une chambre à louer.

02. ANDES PREMIER RÉSEAU NATIONAL AVEC PRÈS DE 450 ÉPICERIES SOLIDAIRES ET SOCIALES

ANDES (Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires) développe un réseau d'épiceries solidaires et sociales en France à destination d'une population précaire.

03. Entoureo

PRÉSERVEZ VOTRE HISTOIRE FAMILIALE EN LA METTANT FACILEMENT DANS DE BEAUX LIVRES

Entoureo est une startup fondée en 2019 qui améliore les liens intergénérationnels et l'inclusion des seniors, grâce à la création de livres de vie sur soi-même ou sur un proche, à partir d'une plateforme en ligne intuitive.

04. La Terre en Partage

INNOVER POUR UN ACCUEIL DIGNE, ACTIF ET CONSTRUCTIF DES DEMANDEURS D'ASILE

La Terre en Partage est un lieu de vie communautaire situé dans la région limougeaude. Il accueille des demandeurs d'asile en leur permettant d'exercer une activité de maraîchage.



ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT

01. HelloAsso

LA PLATEFORME DES ASSOCIATIONS

Depuis 2009, HelloAsso accompagne le développement des associations et la gestion de leurs activités tout en facilitant la participation des citoyens.

02. Bellevilles

LA FONCIÈRE RESPONSABLE

Bellevilles est une foncière ESUS qui investit dans des projets immobiliers responsables, écologiques et à forte utilité sociale. L'objectif est notamment la revitalisation de zones rurales ou périurbaines.

03. wenabi

LA PLATEFORME D'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DES COLLABORATEURS

wenabi est une plateforme d'engagement solidaire pour mobiliser les entreprises et leurs collaborateurs sur des actions sociétales.

04. Sinny & Ooko

CRÉATRICE DES TIERS-LIEUX CULTURELS

Sinny & Ooko est une entreprise ESUS spécialisée dans la création de tiers-lieux. Elle a également lancé le Campus des Tiers-Lieux pour accompagner des entrepreneurs.

05. Solifap

ACCÉLÉRONS LA CRÉATION DE LOGEMENTS DIGNES ET DURABLES

Solifap est une société d'investissement qui mobilise l'épargne solidaire pour soutenir les projets des associations qui luttent contre le mal-logement.

06. KOEO

LA PLATEFORME DU MÉCÉNAT DE COMPÉTENCES

KOEO est une entreprise sociale et solidaire dédiée au déploiement opérationnel de dynamiques de mécénat de compétences entre le secteur associatif d'intérêt général et les entreprises et leurs collaborateurs.

07. BlueBees

FINANCEMENT SOLIDAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

BlueBees est une plateforme de crowdfunding entièrement dédiée aux projets à fort impact écologique et social.

08. Matrice

À LA CROISÉE DES MONDES NAÎT L'INNOVATION

Matrice est un institut d'innovation technologique et sociale qui rassemble dans une même communauté, étudiants, entrepreneurs, chercheurs et artistes, par-delà les ancrages disciplinaires.



CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

01. Écotable

POUR UNE RESTAURATION ÉCORESPONSABLE

Écotable est une entreprise qui accompagne, forme et valorise les restaurants aux pratiques écoresponsables.

02. Label Emmaüs

LA BOUTIQUE EN LIGNE D'EMMAÛS

Label Emmaüs est une coopérative qui unit des centaines d'adhérents autour d'une même mission : proposer une alternative aux sites de vente en ligne traditionnels et faire la promesse d'un achat solidaire.

03. Altermundi

Le meilleur du commerce responsable

Altermundi est un réseau de boutiques et une plateforme e-commerce qui proposent une sélection de produits écoresponsables.

04. CrushON

DÉMOCRATISER LE VINTAGE POUR TOUS

Inscrits dans une philosophie de consommation responsable du textile, la marketplace CrushON démocratise l'achat de vêtements de seconde main en connectant les friperies et les créateurs écoresponsables aux amateurs de vintage.

05. Éthi'kdo

LA CARTE-CADEAU RESPONSABLE

La première carte cadeau française des enseignes 100 % éthiques, écologiques, solidaires et responsables.

06. Les Marmites Volantes

UN MODÈLE DE RESTAURATION DURABLE, RESPECTUEUX, ACCESSIBLE ET ÉCOLOGIQUE

Les Marmites Volantes est un restaurant écologiquement et socialement engagé qui s'inscrit dans la transition écologique par le biais de l'alimentation.

07. Le Producteur Local

LA COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF QUI REDONNE DU POUVOIR AU PRODUCTEUR COMME AU CONSOMMATEUR

Magasin locavore coopérative de produits locaux et fermiers.



LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS

01. Lemon Tri

LES BONS « ZESTES » POUR RECYCLER EN ENTREPRISE

Lemon Tri propose un service clé en main de recyclage des déchets tertiaires, des emballages de boisson dans des grandes surfaces et lors d'événements sportifs et culturels.

02. Moulinot

LE SPÉCIALISTE DE LA COLLECTE ET DE LA GESTION DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

Moulinot est une Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale spécialiste du tri, de la collecte, du traitement et de la revalorisation des biodéchets, et des déchets bio organiques « déchets verts », et du recyclage des déchets, méthanisation agricole et lombricompostage ou compostage (compost bio).

03. RecycLivres

VENTE ET COLLECTE DE LIVRES D'OCCASION

RecycLivres.com est un site internet de vente de livres d'occasion original qui crée un lien solidaire entre ses clients et les populations défavorisées.

04. Wings of the Ocean

LE KRAKEN ET SON ÉQUIPAGE DÉPOLLUENT LES OCÉANS

Wings of the Ocean est une association fondée en 2018 dont l'objectif est la dépollution. Elle intervient sur la question de la protection des océans en effectuant des actions de dépollution et des ateliers de sensibilisation.

05. Pandobac

SOLUTIONS LOGISTIQUES ZÉRO DÉCHET

Pandobac propose des solutions clé en main de réemploi d'emballages pour l'alimentation dans le but de faciliter la transition du jetable vers le réutilisable.

06. UNISOAP

RECYCLER LE SAVON DES HÔTELS

Créée en 2017, UNISOAP est une association qui recycle les savons usagés des hôtels pour les revaloriser et en faire don à des associations humanitaires.

07. Geev

DONNEZ ET RÉCUPÉREZ GRATUITEMENT DES OBJETS ET DE LA NOURRITURE AUTOUR DE VOUS

Geev est une application qui permet de donner des objets et de la nourriture entre particuliers.



AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ

01. Cueillette Urbaine

LES FRUITS ET LÉGUMES VIENNENT À VOUS, EN HAUT DE CHEZ VOUS !

Fondée en 2016, Cueillette Urbaine est une startup spécialisée dans l'agriculture urbaine et développe notamment des potagers urbains.

02. EcoTree

PRÉSERVONS LA FORÊT

EcoTree démocratise la propriété forestière en proposant aux particuliers désireux de faire fructifier leur argent de préserver la biodiversité dans une logique de développement durable.



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE

01. fruggr

AMÉLIORER VOTRE PERFORMANCE NUMÉRIQUE

fruggr permet de mesurer, améliorer et communiquer sur l'empreinte de son organisation grâce à un logiciel innovant.



HORS CATÉGORIE

01. Droits d'urgence

LE DROIT D'ÊTRE QUELQU'UN

Droits d'urgence est une association de professionnels juristes qui agit au quotidien en faveur de l'accès au droit, au cœur des causes de l'exclusion.



ECOTREE : DEVENIR PROPRIÉTAIRE D'ARBRES POUR AMÉLIORER L'ÉTAT DES FORÊTS FRANÇAISES

Ecotree propose aux particuliers et aux entreprises de devenir propriétaires d'arbres contre un retour sur investissement à long terme. Une solution pour participer à améliorer l'état des forêts françaises.

Cette année, n'investissez pas dans les bitcoins ou dans des groupes du CAC 40. Devenez plutôt propriétaire d'un arbre ! C'est le concept Ecotree, une entreprise fondée en 2016. L'entreprise propose aux particuliers l'achat d'un arbre qui pourra être source d'un retour sur investissement au bout d'une dizaine d'années, lorsqu'il sera exploité pour produire du bois d'œuvre. Pin, chêne, mélèze... les essences disponibles sont variées, à des prix différents et leurs horizons d'exploitation différents. « Le but est de stimuler la participation collective (...) et de montrer qu'il est possible de réconcilier écologie et économie », explique Annabelle Le Corfec, responsable innovation chez Ecotree.

Le refus de la compensation carbone

Ecotree développe également une offre pour les entreprises, leur permettant de devenir propriétaires et ainsi de développer leur démarche RSE. Mais Ecotree veille à ne pas tomber dans une logique de greenwashing, notamment en refusant la logique de compensation carbone, ouvertement critiquée.

Grâce à cette logique de propriété, Ecotree reprend en gérance, sur le territoire français, des massifs fo-

restiers abandonnés ou en carence de gestion : « le sujet majeur en France est l'absence de gestion des forêts qui appartiennent à 75 % à des propriétaires privés qui n'ont pas forcément le temps et les moyens de les financer », justifie Annabelle Le Corfec. En effet, contrairement aux idées reçues, la France n'a jamais compté autant de surface boisée... Le problème est plutôt d'ordre qualitatif.

Une gestion durable de la forêt

Depuis sa création, Ecotree a déjà racheté une vingtaine de forêts dans lesquelles une gestion durable est mise en place. L'entreprise déploie une sylviculture irrégulière en utilisant différentes essences et différents âges. L'entreprise mène également des projets de biodiversité au sein des forêts : « on prend en compte l'écosystème dans sa globalité », explique Annabelle Le Corfec.

L'entreprise se tourne désormais vers l'international puisqu'elle a ouvert son bureau à Copenhague tout en continuant d'acheter des forêts dans les régions françaises.



SIMPLON.CO POUR UNE TECH PLUS INCLUSIVE

Fondée en 2013 par Frédéric Bardeau, Simplon.co est un réseau d'écoles qui forme les personnes éloignées de l'emploi aux métiers du digital. L'entreprise sociale agréée ESUS ambitionne désormais de se développer à l'international.

89

FABRIQUES
EN FRANCE.

38

FABRIQUES DANS 20 PAYS ENGAGÉS DEPUIS 10 ANS :

Afrique du Sud, Belgique, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Côte d'Ivoire, Espagne, Gabon, Jordanie, Kenya, Mali, Maroc, Niger, RDC, Roumanie, Sénégal, Suisse, Tchad, Tunisie.

Une tech inclusive et solidaire

AU TOTAL

15 619

BÉNÉFICIAIRES
DANS LE MONDE
(dont 5 279 à
l'international).

ZOOM EN FRANCE

10 340

SIMPLONIENS

- 42 % sont des femmes
- 72 % sont demandeurs d'emploi
- 49 % entrent avec un niveau de diplôme infra-bac ou le bac
- 19 % sont étrangers
- 7 % sont en situation de handicap
- 26 % ont moins de 24 ans
- 8 % ont plus de 45 ans
- Âge moyen : 31 ans.

67 %

DE SORTIES POSITIVES

APRÈS LA FORMATION

- 51 % de sorties vers l'emploi
- 16 % de sorties vers une formation.

Lexique pour parler le « simplonien »

Un simplonien

Une personne ayant bénéficié de la formation de Simplon.

Une Fabrique

École numérique inclusive labellisée Grande École du Numérique.



9 CHIFFRES QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE 2021 DE SOCIAL BUILDER

10

ANS D'EXISTENCE.

17 000

FEMMES ACCOMPAGNÉES
en 2021.

300

PARTENAIRES.

70 000

FEMMES ET PROFESSIONNELS
DU NUMÉRIQUE
engagés depuis 10 ans.

25

FORMATIONS CERTIFIANTES
100% féminines
en 2021.

14 000

UTILISATEURS
SUR ADABOT
le chatbot d'orientation
vers les métiers
du numérique.

1 500

FEMMES ET CONSEILLERS
ACCOMPAGNÉS
grâce à Horizon Numérique,
une semaine d'initiation
aux métiers du numérique.

400

FEMMES ACCOMPAGNÉES
GRÂCE À SUNS
un programme d'accompa-
gnement au digital
pour les entrepreneures.

1 750

FEMMES ACCOMPAGNÉES
GRÂCE AU PROGRAMME
WOMEN IN DIGITAL
un programme de retour
à l'emploi à destination
des femmes demandeuses
d'emploi.CHANGER LA NORME
LE PODCAST carenews

Les entrepreneurs sociaux sont-ils comme les autres ?

**La réponse en écoutant "CHANGER LA NORME",
le podcast de Carenews qui donne la parole
aux acteurs de l'engagement.**

Les entrepreneurs sociaux se défendent d'être des bisounours, les héritiers de Gandhi ou de doux rêveurs. Chez Carenews, nous en sommes convaincus. Et nous savons aussi que pour changer la norme, il faut se parler normalement et aborder sans langue de bois les vrais sujets : *business model*, rapports avec les pouvoirs publics, relations humaines, commercialisation, cadre juridique, financements...

**Écoutez sur Apple Podcast, soundcloud, spotify, deezer, etc.
Notez-le et partagez-le !**

PIERRE-EMMANUEL
SAINT-ESPRIT
ZACK

SIMON BERNARD
Plastic Odyssey

LOUISE FOURQUET
Baluchon

GUILLAUME FOURDINIER
Agricool

JEAN GUO
Konexio

GUY PEZAKU
Murfy

ATHINA MARMORAT
Rêv'Elles

THIBAUT LAMARQUE
Castalie

DAVID LORRAIN
RecycLivre

LÉA ZASLAVSKY
makesense

SAÏD HAMMOUCHE
Mozaïk RH

HUBERT MOTTE
La vie est Belt

ABDELAALI EL BADAoui
Banlieues Santé

OPHÉLIE VANBREMEERSCH
ZAC

MARIE NGUYEN
WeDressFair



DIVERSIDAYS

Fondée en 2017, Diversidays est une association qui œuvre pour l'égalité des chances via l'inclusion numérique. Elle valorise des talents sous-représentés ou discriminés en s'engageant dans des programmes accompagnant divers projets entrepreneuriaux. Elle soutient également la mise en place de « politiques d'inclusion et de diversité » dans les jeunes entreprises.

3 grands programmes pour accélérer la diversité et l'inclusion dans le programme France avec

+ DE 22 000

PERSONNES SENSIBILISÉES
AUX MÉTIERS DU NUMÉRIQUE
ET PRÈS DE 3000 DEMAN-
DEURS D'EMPLOI ACCOMPA-
GNÉS dans leur reconver-
sion professionnelle vers les
métiers du numérique avec
le programme Déclics
Numériques.

240

ENTREPRENEURS ACCOMPA-
GNÉS DANS LE CADRE
DU LEADERSHIP PROGRAM
pour accompagner des
entrepreneurs aux profils
encore sous-représentés
dans la tech et à travers
différentes journées
d'accompagnement.

24

STARTUPS ET FONDS
D'INVESTISSEMENT
QUI REJOignent
TECHYOURPLACE,
un mouvement lancé
avec la fondation
Mozaïk RH pour accélérer
la diversité dans
l'écosystème tech.



+ DE 300

BÉNÉVOLES EN 2021
ET UNE ÉQUIPE
DE 10 PERSONNES.



NOS COUPS DE CŒUR

Parce que de plus en plus de structures continuent de s'engager pour diverses causes et que leurs actions méritent d'être relayées et amplifiées, le comité de pilotage a sélectionné 6 coups de cœur, œuvrant dans la petite enfance, la santé solidaire, l'éducation, l'aide aux séniors, la protection de l'environnement ou encore l'hygiène menstruelle.



| Domissori

Créée en 2016, Domissori est la première société de services à la personne agréée par l'État dans le domaine éducatif. Elle accompagne individuellement chaque enfant en fonction de son profil (porteur de handicap, trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité de l'enfant, hypersensibilité, haut potentiel...) et de ses besoins éducatifs. Des éducateurs expérimentés et spécialisés proposent ainsi des services de garde d'enfants, de soutien scolaire et d'ateliers pédagogiques directement à la maison. Ces « formules à la carte » s'inspirent de la méthode Montessori qui valorise une démarche bienveillante et une dynamique de proximité avec les familles. Cette méthode, alliant pédagogie et bien-être, est reconnue pour garantir l'autonomie, l'autodiscipline et l'épanouissement des enfants.



| A vos soins

Face aux inégalités d'accès aux soins, A vos soins est une association à but non lucratif donnant accès à la santé pour tous, sans discrimination ni préférence de soins à Saint-Nazaire. L'association A vos soins lutte contre les inégalités d'accès aux soins, autour de trois axes : l'accès aux soins pour tous, la généralisation du tiers payant et la mise en place d'actions de prévention et d'éducation à la santé. Convaincue que la santé est l'affaire de tous, l'association A vos soins est un acteur de santé solidaire qui agit en concertation avec les citoyens et les acteurs locaux pour trouver des solutions collectives améliorant l'accompagnement des patients.



| Lunii

Fondée en 2014, Lunii naît dans un univers poétique et merveilleux qui invite à la rêverie à travers des histoires racontées. Elle accompagne quotidiennement des enfants de 3 à 8 ans dans leur développement à travers la fiction audio. Souhaitant stimuler leur imaginaire et éloigner de la surexposition des écrans, elle lance « Ma Fabrique à Histoires » en 2016 pour permettre d'écouter des histoires à valeurs humanistes et environnementales. En plus de développer leur créativité et leur esprit critique, ces fictions permettent aussi d'enrichir leur culture et leur vocabulaire.



| Domani

Depuis 2018, Domani est une Entreprise Sociale et Solidaire qui met les aînés au cœur de la ville en œuvrant pour le bien vieillir à domicile. Elle souhaite trouver des solutions à fort impact social pour repenser l'accompagnement des aînés en perte d'autonomie. Acteur de référence en logement sénior, elle propose des maisons inclusives et partagées comme alternatives aux maisons de retraite. Ces habitats de taille humaine regroupent les habitants, les familles et les autres acteurs proches (voisins, commerçants, mairie). Ils contribuent au maintien du lien social grâce à la mise en place d'un cadre « familial ».



| Planète Urgence

Fondée en 2000, Planète Urgence est une association du GROUPE SOS Action Internationale. ONG de solidarité internationale et d'aide au développement reconnue d'utilité publique, elle agit auprès de 19 pays pour favoriser l'autonomie des populations locales et sensibiliser à la protection de l'environnement. Planète Urgence a donc développé deux types de programmes pour que les collectivités et les citoyens puissent agir partout dans le monde. Le volontariat international, et notamment le Congé Solidaire®, permet de s'engager dans les projets créés par les populations locales. Le programme Environnement & Développement soutient aussi des actions de lutte contre la déforestation et la destruction des écosystèmes.



| Smoon

Fondée en 2019, la marque de lingerie menstruelle Smoon accompagne durablement chaque femme dans des moments de vie comme les règles et la grossesse. Elle propose une alternative responsable aux protections hygiéniques jetables en produisant des culottes menstruelles qui respectent le corps et le bien-être des femmes. En parallèle, elle soutient plusieurs associations agissant en faveur des femmes vulnérables ou victimes de violences. Smoon lutte aussi contre le gaspillage des ressources et cherche à limiter son impact environnemental en privilégiant le zéro déchet et le zéro produit chimique.



FONCIÈRE CHÊNELET

François Marty a fondé la Foncière Chênelet en 2009 pour répondre à un problème social majeur de logement des personnes aux plus bas revenus. La Foncière Chênelet « déplace les lignes » et propose un habitat écologique de très haute qualité pour ces personnes.

63 445

HEURES DE TRAVAIL POUR
DES ENTREPRISES LOCALES
(ce qui représente un an
de travail pour 39 personnes).

DONT 19 266

HEURES D'INSERTION
(ce qui représente un an de travail
et de formation pour 12 personnes
éloignées de l'emploi).

*Cumul des heures de travail pour la réalisation des 3 opérations
(habitat inclusif à Forcalquier, béguinage à Quesques, résidence intergénérationnelle dans le cadre
d'un contrat à impact social) livrées en 2021.*

DE 40 À 50%

C'EST L'ÉCONOMIE EN EAU
pour chaque foyer Chênelet
grâce à la récupération d'eau
de pluie.

DE 50 À 60%

D'ÉCONOMIE DE CHAUFFAGE
pour chaque foyer
Chênelet.

67 %

DES OPÉRATIONS
SONT IMPLANTÉES
en zone rurale.



PARRAINS PAR MILLE

Depuis plus de 30 ans, l'association de parrainage de proximité et mentorat Parrains Par Mille permet à des enfants et jeunes majeurs isolés en France de rencontrer un parrain bénévole qui habite près de chez eux et souhaite donner de son temps.

22

SALARIÉS.

950

PARRAINS ET MARRAINES
MOBILISÉS AUPRÈS
D'UN FILLEUL.

7

ANTENNES POUR AGIR
DANS 12 DÉPARTEMENTS
EN FRANCE.

35

DÉPARTS EN VACANCES
PENDANT L'ÉTÉ 2021.



LES FONDS À IMPACT PEUVENT-ILS FAVORISER LA DIVERSITÉ ?

Progresser sur la question de la mixité et de la diversité dans le monde économique nécessite la mobilisation de tous les acteurs... et notamment celle des investisseurs. Dans le secteur de l'impact, la question est d'autant plus importante. Répondant, entre autres, à des problématiques sociales, l'entrepreneuriat à impact a tout intérêt à être divers et représentatif de la société. Mais qu'en est-il réellement ? Ces fonds ont-ils la capacité d'être de véritables acteurs du changement ?

La diversité territoriale, la priorité des fonds à impact ?

French Impact est une association qui fédère et accélère l'écosystème de l'impact. Sa directrice générale, Stéphanie Goujon, constate la prise en compte progressive de la diversité géographique dans les projets financés : « Il y a dans le discours et progressivement dans les actes, une volonté de diversité territoriale », estime-t-elle. « Tout le monde parle d'ancrage territorial. (...) Dans le discours, ce n'est pas politiquement correct de dire qu'on veut rester Parisien. »

Mais lorsqu'on parle de diversité territoriale, on parle également de diversité des profils : « La diversité territoriale amène aussi une diversité de profils chez les entrepreneurs », explique Stéphanie Goujon. « On peut se douter que les porteurs de projets à Marseille ne sont pas les mêmes que les porteurs de projets à Stains ou à Strasbourg. »

Regarder la composition des équipes des projets financés

Le fonds RAISE Impact finance des entreprises à impact social ou environnemental positif. Il prend en considération cette question de la diversité culturelle et sociale notamment lorsque les entreprises sont challengées par le comité d'impact. Le fonds regarde notamment la diversité au sein des salariés : « Nous prenons en compte la qualité du management, la composition des équipes et la parité ou du moins une forme d'ouverture des équipes de management. Clairement, c'est un des éléments qui montre cette forme d'intentionnalité et de cohérence entre le discours des entreprises à impact et leur application au quotidien », détaille Serge Bedrossian, co-head de RAISE Impact.

Pourtant, l'absence de statistiques ethniques empêche la mise en place d'objectifs chiffrés sur cette question. Pour l'instant, le fonds n'a pas encore offi-

cialisé de stratégie précise sur ces questions de diversité, mais travaille avec Mozaïk RH, le cabinet de recrutement spécialiste de la diversité, pour proposer aux entrepreneurs, des talents aux profils différents.

D'où vient le problème du manque de diversité ?

Pour l'instant, les fonds à impact s'intéressent peu à cette question. Mais si le problème venait de l'écosystème de l'impact en général ? En effet, Stéphanie Goujon estime, de son côté, que « la rencontre ne se fait pas » entre les personnes issues de la diversité et les fonds d'investissement à impact, car les projets sont souvent portés par les mêmes profils :

« Les fonds dont on parle regardent plutôt les tickets à un million d'euros. Donc on se situe tout de suite dans une certaine catégorie de projets. C'est pour cela que la rencontre ne se fait pas. Il y a peu de porteurs de projets issus de quartiers qui ont les compétences pour construire un business modèle de ce type-là. D'abord, ils ne s'autorisent pas à penser qu'ils pourraient emprunter un million d'euros. Déjà, il faut lever la barrière mentale. », souligne Stéphanie Goujon, French Impact.

L'égalité femme-homme en progrès

En ce qui concerne l'égalité femme-homme, le fonds RAISE Impact assure avoir une politique active sur la question : « Au sein de nos actionnaires, on est autour de 50 % de femmes cadres quand la moyenne nationale est plutôt autour de 40 %. On a quasiment un

tiers de femmes dans les comités exécutifs dans nos portefeuilles quand la moyenne nationale est plutôt autour de 25 %. »

Sur le profil des entrepreneurs également, l'objectif est d'atteindre 30 % de projets portés par des femmes dans le portefeuille en 2030.

Pourtant, il reste du chemin à parcourir. Selon le baromètre de Sista et de BCG Consulting group, les équipes fondatrices 100% masculines comptent pour 84% des startups financées en 2020 (pas spécifiquement pour l'impact).

Des fonds très masculins

Stéphanie Goujon dénonce un « biais de genre » présent au sein des fonds. « Lorsqu'on demande de l'argent à un fonds, on va beaucoup plus nous poser, en tant que femmes, des questions sur les freins potentiels », assure la directrice générale de French Impact. Elle estime que le problème vient en partie de la composition très masculine des équipes d'investisseurs créant un effet de cooptation.

D'ailleurs, chez Raise, tous les fonds, dont le fonds Impact, sont dirigés par une femme ET par un homme. « Il y a même une parité complète à chaque échelon de la maison », explique Serge Bedrossian.



CARIANS

Fondée en 2010, la société à mission Carians lutte contre les inégalités d'accès à la santé. Elle a développé deuxièmeavis.fr en 2015, l'un des premiers services de télémedecine en France. Deuxièmeavis.fr permet d'obtenir l'avis de médecins spécialistes rapidement et facilement pour éclairer les décisions de santé (opérations, traitements) sur sa plateforme en ligne sécurisée.

+ de 2

MILLIONS
DE VISITEURS UNIQUES
EN TOTAL EN 2021.

25

MILLIONS DE PATIENTS ONT ACCÈS
GRATUITEMENT À DEUXIEMEAVIS.FR
dans le cadre de leur contrat
santé ou prévoyance.

70 %

TAUX DE CONVERGENCE DES AVIS
les patients abordent leur
opération ou traitement
de manière plus sereine.

30 %

TAUX DE DIVERGENCE DES AVIS
cela permet aux patients d'éviter
des opérations inutiles et d'échanger
avec leur médecin sur des
alternatives thérapeutiques.



SOLUTIONS D'ÉPARGNE RESPONSABLE BNP PARIBAS.
CHOISISSEZ D'INVESTIR DANS CE QUI COMPTE
POUR VOUS.



Avec nos fonds thématiques labellisés ISR
ou Finansol, votre épargne concilie recherche
de performance et impact social
et environnemental.

Vous investissez dans une sélection d'entreprises
adoptant des pratiques responsables en matière
Environnementale, Sociale et de Gouvernance,
sur des enjeux d'avenir comme la transition
énergétique, l'économie sociale et solidaire
ou l'immobilier durable.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur
mabanque.bnpparibas

© Getty Images.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



COLETTE

Fondée en 2020, Colette est une entreprise aidant les étudiants et les jeunes actifs à trouver un logement de qualité à prix abordable. Elle propose des cohabitations intergénérationnelles qui favorisent la solidarité, l'entraide et le partage entre les générations.

550

HÔTES QUI FONT PARTIE
DE LA COMMUNAUTÉ
DE COLETTE.Ce chiffre a été multiplié
par 3 en un an.

63

ANS DE MOYENNE
D'ÂGE DES HÔTES
EN 2021.

12

JOURS : DURÉE
MOYENNE POUR QU'UN
JEUNE TROUVE SON LOGEMENT
CHEZ COLETTE.

595

EUROS : PRIX MOYEN
D'UN LOGEMENT TOUT
COMPRIS CHEZ COLETTE
D'après Le Parisien, le prix
moyen d'un studio vide à
Paris s'élevait à 826 €.

57

NATIONALITÉS PRÉSENTES
CHEZ LES JEUNES
COHABITANTS
(française, indienne,
italienne...)

361

COHABITATIONS
CRÉÉES EN 2021.
Cela fait presque une
cohabitation par jour !

31 470

NUITS PARTAGÉES
EN COHABITATION
EN 2021.

25

REPORTAGES RÉALISÉS
DANS LA PRESSE
(Libération, France 3,
BFM, Le Parisien...)

23

PARTENARIATS
AVEC DES ÉCOLES
D'ILE-DE-FRANCE
(Sciences Po, Paris Dauphine,
Paris Diderot, Sup de Pub...)

ET... 14

SALARIÉS TRAVAILLANT CHEZ COLETTE
entre Paris, Lyon, Bordeaux et Bruxelles.

ENTOUREO, LE PASSEUR DE MÉMOIRE

Entoureo est une entreprise ESUS qui propose un coffret permettant de réaliser une biographie de manière simple. Le but est de préserver les histoires familiales en rendant l'écriture de la mémoire accessible à tous.

Le coffret contient un microphone cravate qui permet d'enregistrer ses récits de vie via une plateforme pour ensuite les éditer facilement. Il contient un guide d'entretien pour bien mener l'enregistrement. Il est possible de procéder de deux manières : en totale autonomie ou en racontant son histoire à un proche désigné pour mener l'entretien.

La mise en forme du récit

Ensuite, Entoureo s'occupe de retranscrire automatiquement vos récits et les met en forme dans un livre physique. Enfin, vous pouvez recevoir autant d'exemplaires de votre livre que vous le souhaitez. Les livres contiennent entre 80 et 180 pages.



KOEO

KOEO, structure de l'économie sociale et solidaire, agréée ESUS accompagne depuis 2010 les entreprises et leurs collaborateurs à déployer leur don d'expertises, en mécénat de compétences, professionnelles et personnelles, pendant leur temps de travail, aux acteurs locaux de l'intérêt général : associations, fondations, collectivités territoriales dans certains cas.

47 240

HEURES D'ENGAGEMENT
SOLIDAIRE DÉPLOYÉES
EN 2021.

1 600

COLLABORATEURS
INVESTIS AUPRÈS
D'ASSOCIATIONS EN 2021.

2 000

ASSOCIATIONS
PARTENAIRES ACCOMPAGNÉES
partout en France
et en Belgique.

30,5 %

DE MISSIONS FLASH EN 2021,
RÉALISÉES ENTRE 0,5 ET
1 JOUR, tournées vers
l'accompagnement
de bénéficiaires.

165 500

HEURES D'ENGAGEMENT
SOLIDAIRE DÉPLOYÉES
DEPUIS 2009.

45 %

DES COLLABORATEURS
ENGAGÉS RÉALISENT PLUS
D'UNE MISSION PAR AN
en moyenne depuis 2009.

9,5

MILLIONS D'EUROS D'ÉQUIVA-
LENT SALAIRES TCC GÉNÉRÉS
AUPRÈS DES ASSOCIATIONS
en don de compétences
depuis 2009.

100

ENTREPRISES PARTENAIRES
AYANT INTÉGRÉ
UN PARCOURS.

16 000

COLLABORATEURS
MOBILISÉS DANS
UN ENGAGEMENT SOLIDAIRE
de terrain depuis 2009.

ET... 40

SPOTS TV DE 20 SECONDES DIFFUSÉS SUR LCI EN SEPTEMBRE 2021,
1^{ère} campagne réalisée en France pour le mécénat de compétences !

POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION, CHANGEONS LA NATURE DE L'ÉPARGNE.



Concrètement, nous intégrons des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la gestion de 400 milliards d'euros d'épargne financière confiés par nos clients.
Pour réussir le défi de la transition, accélérons ensemble.
#PositiveBanking

Pour un impact écologique maîtrisé : campagne réfléchie de manière écoresponsable, et dont l'empreinte carbone de production et de diffusion a été calculée et compensée. © Getty Images.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



SOLIFAP COMBAT LE MAL-LOGEMENT SUR L'ÎLE DE LA RÉUNION

Société d'investissements solidaires créée par la Fondation Abbé Pierre en 2014, Solifap met la finance solidaire au service de la lutte contre le mal-logement. Elle intervient sur tout le territoire français, en métropole et dans les DROM. Focus sur l'île de la Réunion.

L'agence régionale de la Fondation Abbé Pierre Île de la Réunion-Océan Indien et Solifap identifient des solutions au mal-logement des Réunionnais, un problème majeur sur cette île de l'Océan Indien. L'une d'elles est la création, en seulement quatre mois, d'une maison relais temporaire. L'immeuble accueille neuf personnes isolées et en errance au cœur de Saint-Denis-de-la-Réunion.

« 3 Réunionnais sur 10 sont mal-logés »

« 100 000 personnes sont mal-logées à la Réunion, soit trois Réunionnais sur dix et la plupart gagnent moins de mille euros par mois », explique Matthieu Hoarau, directeur de l'agence régionale de la Fondation Abbé Pierre. « Le logement très social manque. Plus de 30 000 personnes sont en demande de ce type de résidence, dont la grande majorité est éligible. Pourtant, la production de logements dits Logements à Loyer Très Social à destination des plus modestes a diminué de 44 %. L'enjeu est de produire des logements durables, de qualité, bien ventilés, adaptés à la variation d'un climat tropical, entre chaleur, froid et humidité. Contrairement à ce qu'on peut penser, il fait froid à la Réunion en hiver, avec des tempêtes tropicales, de fortes pluies. Des gens vivent dans leur voiture, dans des squats. Un SDF a

même été emporté par les flots, l'année dernière. » La Fondation et ses partenaires essaient de répondre aux besoins, parfois en utilisant des montages juridiques et financiers inédits, comme c'est le cas pour ce projet de maison relais temporaire.

Cet immeuble entièrement rénové en 2018 pour y des locations saisonnières est repéré dans une agence immobilière par Allons Déor, une association réunionnaise partenaire de la Fondation Abbé Pierre qui met en pratique les outils du Logement d'abord dans l'île. Alors en phase de création d'une maison relais dans la ville voisine de La Possession, l'association souhaitait créer une structure provisoire pour sanctuariser ses financements. En 2023, lors de l'ouverture de la nouvelle maison relais, les neuf logements seront maintenus dans le parc à vocation sociale et gérés par Allons Déor. Un accompagnement social sera également assuré par des partenaires.

« Situé en centre-ville, l'immeuble était aussi géographiquement propice à l'inclusion : mobilité, accès aux services administratifs, à la santé, prestations de quartier... », précise Matthieu Hoarau. « Par ailleurs se trouvent à proximité plusieurs structures d'action sociale : notre boutique solidarité et notre siège, mais aussi la maison de la fraternité, un accueil de jour géré par le CCAS de Saint-Denis. »



« Le logement, comme la carapace de la tortue, protège, maintient en vie »

Neuf locataires, allocataires du RSA et de l'Allocation Adulte Handicapé, ont donc pris possession de leur logement (des T2 de 40m2) au mois d'octobre 2021. Loués entre 350 € et 420 € en fonction des revenus des personnes dans une logique de loyer modulable (alors qu'un loyer pour un logement équivalent dans le parc privé est autour de 550 €, si ce n'est plus), ces logements sont aujourd'hui conventionnés comme maison relais. Ainsi, au-delà d'un loyer modeste, les locataires bénéficient d'un accompagnement de proximité fort, puisqu'un hôte est présent directement dans l'immeuble et assure le lien avec les acteurs sociaux en fonction des besoins. Ce professionnel est chargé du fonctionnement de la maison, de son animation et de sa convivialité. Il a souvent également une qualification ou une expérience reconnue dans le domaine social.

Pour le premier locataire de la Maison qui, à 41 ans, a connu un long parcours de près de 20 ans à la rue et à l'hôpital, cet emménagement a un impact important.

« Avant, on me voyait comme un SDF. Ici, je retrouve ma dignité. Avoir un endroit propre à soi et pouvoir se tenir propre, c'est un bienfait fou ! Ce logement a aussi débloqué ma parole, j'ai vraiment moins de charge morale... J'ai un suivi médical à domicile ici, je ne suis pas abandonné, on me rassure. Jamais on ne m'avait aidé comme ça. Ma santé va vraiment mieux depuis que je vis ici. Le logement, c'est comme la carapace de la tortue, ça protège, ça maintient en vie. »

« Je me suis installé ici il y a plus de deux mois, à ma sortie de prison. Je n'avais aucun endroit où aller », raconte un locataire de l'immeuble. « Si je n'avais pas eu ce logement, c'était la rue. Ici, tout se passe bien, je me sens bien et je m'entends bien avec les autres locataires. J'ai le projet de chercher du travail dans l'entretien des espaces verts, j'ai des compétences dans ce domaine. Ce logement, c'est un nouveau départ. »

« Un bel exemple de collaboration privé-public »

Ce projet a abouti grâce à la bonne complémentarité des acteurs : Allons Déor pour la gestion du bien ; « Semac », le bailleur social pour la gestion des travaux ; la Fondation Abbé Pierre pour





l'accompagnement et Solifap pour l'achat du bien. « C'est vraiment un bel exemple de collaboration entre plusieurs partenaires qui va jusqu'au bout puisque nous avons même établi un partenariat avec le groupe Allianz qui propose aux locataires une assurance logement à très bas prix », précise Eddy Hamel, directeur de l'association Allons Déor qui gère désormais l'immeuble.

« Avec ce projet, nous voulions montrer qu'il est possible de faire du logement abordable et de qualité pour les personnes à faibles revenus dans les endroits où le foncier est cher », précise Matthieu Hoarau. « Le manque de production est lié à de nombreux facteurs : manque de fonds propres, montages financiers qui incluent les dispositifs de défiscalisation propres à l'outre-mer et/ou difficultés liées à l'importation des matériaux qui engendre des surcoûts... Il y a structurellement un taux de vacance de 9 %, soit plus de 30 000 logements. Aujourd'hui, les causes de la vacance ne sont pas très bien identifiées par les acteurs, car cette problématique n'a pas fait l'objet d'une prise en compte efficiente. Pour certains endroits, il s'agit de spéculation ; pour d'autres, de problématiques de transmission avec les indivisions

et des propriétaires qui n'ont pas la possibilité financière de réhabiliter leur logement.

Allons Déor et la Fondation Abbé Pierre veulent faire de ce projet un exemple inspirant pour l'île pour accélérer la mise en œuvre du Logement d'abord et de faire de la Réunion un territoire « zéro personne sans-domicile-fixe ». Cet objectif est partagé par la Préfecture et le Département de la Réunion qui l'ont repris depuis que La Réunion fait partie des nouveaux territoires de mise en œuvre accéléré du plan logement d'abord et de lutte contre le sans-abrisme.

L'inauguration du 14 décembre 2021 a resserré les liens avec des partenaires intéressés par le projet. Une première rencontre avec des élus et techniciens des collectivités, des salariés des bailleurs sociaux, des acteurs de la lutte contre le mal-logement est maintenant prévue avec l'ambition de reproduire ce type de montage juridique et financier pour enfin accélérer la production de logements sociaux pour les très modestes, dans l'île.

*Propos recueillis par Delphine Picard
de la Fondation Abbé Pierre.*



53

LOGEMENTS
ACHETÉS EN 2021.

144

LOGEMENTS EN SERVICE
ET 65 EN TRAVAUX.

70

ASSOCIATIONS
ACCOMPAGNÉES
DEPUIS 2014.

92

NOUVEAUX ACTIONNAIRES
SOLIDAIRES
(SOIT 556 AU TOTAL).

45

MILLIONS D'EUROS
DE CAPITAL.

7,8

MILLIONS D'EUROS
LEVÉS EN 2021.

1,2

MILLION D'EUROS
LEVÉS AUPRÈS
DES PARTICULIERS
EN 2021.

7

EUROS PAR M², C'EST LE MONTANT
PLAFONNÉ DES LOYERS (SOIT 350
EUROS POUR UN 50 M² À PARIS
CONTRE 1200 À 1500 EUROS SUR
LE MARCHÉ).

78 %

DES MÉNAGES LOGÉS
VIVENT SOUS LE SEUIL
DE PAUVRETÉ.

66 %

DE DIMINUTION DE LA FACTURE
D'ÉNERGIE APRÈS TRAVAUX
DANS LES LOGEMENTS RÉHABILITÉS.



BLUEBEES FINANCE DES PROJETS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN CROWDFUNDING

Bluebees.fr est une plateforme de financement participatif française entièrement dédiée à des projets de transition écologique (agro-écologie, commerces et restauration écoresponsables, artisanat engagé, etc).

Le principe est simple : en échange des dons des particuliers, des contreparties sont reversées comme des paniers de produits bio, des bouteilles de vin, des expériences à la ferme, de l'artisanat, etc. La plateforme de crowdfunding permet également de financer des projets d'association en recherche de subventions.

« L'objectif est de financer la réalisation de projets qui œuvrent pour une agriculture et une alimentation durables, viables économiquement, sources d'emplois et de liens sociaux sur les territoires. Récemment, nous avons élargi le champ d'action aux projets entrepreneuriaux qui redynamisent des zones rurales désertées », détaillent les responsables de BlueBees.

9,9

MILLIONS D'EUROS DE
FONDS COLLECTÉS DEPUIS
LA NAISSANCE DE BLUEBEES.

661

PROJETS
FINANCÉS.

336 000

EUROS DE CAMPAGNE
DE COLLECTE EN COURS.

81 563

CONTRIBUTEURS.



CHEMINS D'ENFANCES OUVRE LA VOIE AUX ENFANTS EN GRANDE PRÉCARITÉ

Chemins d'Enfances imagine et mène des programmes socio-éducatifs innovants auprès d'enfants en grande précarité. Pour asseoir son existence depuis 14 ans, l'association loi 1901 intensifie son développement.

Un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France, soit trois millions d'enfants considérés en situation de pauvreté. Et ce sont les moins de trois ans (avec les 15-18 ans) qui sont les plus touchés par la pauvreté.

UNICEF France estime quant à elle que près de 8 000 enfants vivent en bidonvilles en Métropole. Ces enfants, absents des chiffres nationaux sur la pauvreté, vivent dans des conditions de grande précarité. Une majorité d'entre eux n'a jamais été scolarisée ni en France ni ailleurs. Face à ces constats, Chemins d'Enfances va à la rencontre de ces enfants en grande exclusion souvent amenés à se déplacer sur le territoire avec leurs familles.

Un programme innovant basé sur le jeu et l'épanouissement

L'association a mis en œuvre des programmes pour favoriser l'épanouissement de chaque enfant, basés sur leur bien-être, la relation positive à leur territoire, leur capacité à accueillir la différence, leur confiance en eux-mêmes, en la société et en leur avenir.

« Magic place : le jeu comme rempart à l'exclusion »

L'association intervient auprès des établissements d'hébergement d'urgence opérés par les principales associations de lutte contre la précarité et l'exclusion. Depuis 2015, le programme Magic place a permis de

replacer les temps de jeu au centre des activités de ces enfants qui s'en sont éloignés, pour leur permettre de développer leurs compétences cognitives et sociales. Un binôme d'animateurs se déplace en Île-de-France à la rencontre des enfants sur leur lieu d'habitation, la plupart du temps en centres d'hébergement d'urgences, avec une camionnette remplie de jeux et de matériel pédagogique pour animer des ateliers, hors temps scolaire.

Un développement de l'association qui s'intensifie

Pour ce faire, l'association a lancé, en octobre 2021, le déploiement d'une nouvelle équipe sur le Val d'Oise et des actions auprès des gens du voyage. Objectif : toucher environ 150 enfants de plus sur toute l'année scolaire.

Autres développements, des formations et des colloques auprès d'établissements qui forment au travail social (ETSUP, EPSS), d'acteurs de la solidarité (Fondation de l'Armée du Salut) et de centres sociaux, et des ateliers sur la parentalité sur une dizaine d'établissements d'hébergement d'urgence.

Enfin, l'association a commencé une expérimentation avec l'épicerie solidaire de l'association Aurore à Montreuil (93). L'idée est de proposer un atelier ludo-éducatif deux heures par semaine aux parents venus faire leurs courses et rencontrer leur conseiller d'insertion.



MATRICE ASSOCIATION

« L'IMPACT EST D'ABORD UN ENGAGEMENT, UNE COLONNE VERTÉBRALE QUI TIENT CEUX QUI S'Y RATTACHENT. »

Association fondée en 2016, Matrice est un institut d'innovation technologique et sociale à la fois organisme de formation, incubateur, centre de recherche, laboratoire d'innovation et lieu de création artistique. Matrice s'affranchit des lignes de partage classiques pour assembler, dans une même communauté, étudiants, entrepreneurs, chercheurs et artistes, par-delà des ancrages disciplinaires. Rencontre avec François-Xavier Petit, directeur général.

Faut-il croire à l'impact ?

Cela fait désormais 20 ans que la responsabilité sociale des entreprises est sur la table des acteurs économiques. Plus récemment, le terme d'impact a pris le relais, modernisant l'approche sociale (pas seulement la qualité des conditions de travail), incluant l'empreinte environnementale et assumant une dimension économique nouvelle : pour avoir de l'impact dans le monde, il faut des moyens permettant d'agir significativement.

Et pourtant, on se pose une vraie question : faut-il croire à l'impact ?

C'est un peu radical de poser cette question dans le contexte du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact. Mais la question est là.



De fait, même si tout le monde semble faire mouvement vers l'impact, les inégalités salariales demeurent massives. Les 10% des salariés les mieux rémunérés touchent 21 fois plus que les 10% du bas de l'échelle. Mais au-delà de la mesure, c'est la tendance qui importe, car cet écart a doublé en 50 ans, nous dit l'observatoire des inégalités. Alors la RSE



n'est-elle que du marketing pour dissimuler une réalité aux antipodes de cette responsabilité sociale ? Se prétendre responsable avec quelques chiffres avantageux (il y en a toujours) pour ne pas mesurer la persistance et l'accroissement des inégalités ? Est-ce qu'il faut retenir cela de la RSE ? Difficile de trancher car, si l'on regarde bien ces écarts salariaux, ce doublement en 50 ans cache en fait une stagnation de l'écart entre les plus hauts et plus bas salaires ces 15 dernières années. Il y a forcément plusieurs raisons à cela, mais la prise de conscience d'une responsabilité des entreprises est là et semble bien être un facteur. NB, chez Matrice, l'écart est de 1 à 2,83... à toutes fins utiles.

Le constat est le même sous l'angle environnemental. Là aussi, le doute est permis quant à l'impact. Et la réalité frappe fort. Selon l'INSEE, les émissions mondiales des 6 gaz à effets de serre couverts par le protocole de Kyoto ont doublé depuis 1970 et ont augmenté de plus de 40% depuis 1990 pour atteindre presque 54 milliards de tonnes en 2017. Pour autant, l'empreinte carbone s'est stabilisée au cours de la dernière décennie et l'Europe a réduit ses émissions (en partie en délocalisant sa production, il est vrai). Alors, là aussi, la tendance est plus à une baisse de la hausse qu'à une baisse tout court. C'est quand même problématique. Nous qui sommes des promoteurs de l'impact ne devons pas être des cautions une sorte de « morale washing » qui n'est qu'un effet de mise en forme du réel, plus que le réel lui-même.

Alors pourquoi, à Matrice, on a eu envie de croire quand même en l'impact ?

Parce que c'est ce qui motive fortement bon nombre des talents qui nous rejoignent : allier le sens et l'ambition. Ce n'est pas rien ! L'engagement des équipes est notre actif le plus précieux. Parce qu'objectiver ensemble notre projet et la manière dont on mesure ses effets a été un projet d'entreprise en soi, au cours de cette année. Cela permet de construire ensemble, de débattre et de partager des objectifs de fond. Pour nous, ça a été une réelle dynamique. Parce que c'était un défi que de mesurer son impact – d'autant qu'aucune corrélation réelle entre une politique RSE forte et performance économique de l'entreprise n'a jamais été établie. C'est pour cela que l'on a voulu questionner cette mesure même et la manière de la faire. Et notre première observation est que dans l'impact, on ne mesure en général que les actes réalisés et exprimables. Mais comment dire le coût de l'inaction, du travail mal fait, des personnels malheureux ou résignés ? Ou, inversement, comment dire et quantifier le déclic dans la tête d'un jeune, le moment où un startuper se relève d'un échec, celui où l'un de nos agriculteurs se lance pour de vrai ? Comment traduire le courage d'une chercheuse qui bifurque de la recherche vers l'entrepreneuriat ? Ce ne sont pas des chiffres, des métriques, des mesures. Mais c'est cela l'impact profond que nous fabriquons, que nous voulons révéler et mesurer.



Ainsi lorsque nous mesurons notre impact nous ne comptons pas seulement le nombre de femmes, de demandeur·se·s d'emploi ou d'allocataires de minima sociaux, mais nous essayons de regarder la manière dont les individus ont été rendus capables et se sont sentis dotés de nouveaux pouvoirs d'agir sur leur vie. Nous essayons d'étudier et de rendre quantifiable la façon dont les individus se projettent et envisagent leur vie professionnelle. C'est qui nous passionne.

Je n'ai parlé ici que de motivations internes et RH. C'est volontaire. L'impact est d'abord un engagement, une colonne vertébrale qui tient ceux qui s'y rattachent. Dans tout militantisme, il y a d'abord une conviction. C'est ça qui permet de se projeter vers l'extérieur. Et l'extérieur, ce sont les publics que l'on touche dans leur diversité et dans la volonté de ne pas créer des clusters de défavorisés. Oui, notre façon de voir l'impact n'est pas seulement de toucher des NEETS et de les aider, mais entre eux. Il

est d'accompagner des publics fragiles dans un lieu d'économie (pas de social), à côté des startups qui réussissent ou des chercheur·se·s surdiplômés. Il est de créer de l'insertion sociale par tout le halo qui entoure nos matricien·ne·ss et qui s'appelle communauté, réseau, culture entrepreneuriale, confiance en soi, capacité à choisir son avenir. C'est pour cet impact que nous nous battons.

Au fond, c'est Greta Thunberg qui le résume très bien : le plus grand danger n'est pas l'inaction. Le véritable danger, c'est lorsque les dirigeants – à quel niveau que ce soit, y compris le nôtre – font croire à une action réelle alors qu'en fait presque rien n'a été fait, à part une comptabilité astucieuse et un marketing performant.

C'est exactement ce type d'impact que nous essayons d'éviter pour livrer ici notre version de l'impact, dans ses succès, ses convictions et ses fragilités.

15

PROJETS
D'INNOVATION MENÉS.

4

PROGRAMMES
DE TRANSFERT
DE TECHNOLOGIE.

20

PROGRAMMES DE
FORMATION AUX MÉTIERS
DU NUMÉRIQUE ET
À L'ENTREPRENEURIAT.

1

RÉSIDENTE
ARTISTIQUE.

2

PROGRAMMES
D'INCUBATION
(EN DISTANCIEL
ET EN PRÉSENTIEL).

242

PARTICIPANTS.

En 2020-2021



LES ATELIERS AMASCO RÉINVENTENT LES VACANCES OÙ TOUS LES ENFANTS SONT ÉGAUX !

Ateliers Amasco est une association à but non lucratif co-fondée par Manuela Bailly et Michel Wendling à présent directeur général. Mixité sociale, inclusion, apprentissage par le jeu et pédagogie positive sont au cœur des ateliers Amasco et de leurs activités extrascolaires. Plus de 1 000 enfants ont été accueillis lors des vacances dans 25 villes de France.

C'est à partir d'un constat simple que l'association loi 1901 voit le jour en 2018 : les inégalités entre les enfants se creusent pendant les vacances scolaires. En réponse, les Ateliers Amasco proposent des ateliers ludo-éducatifs, inspirés des pédagogies actives Montessori et Freinet, pendant ces moments hors du temps d'école.

Des projets pour l'inclusion comme moteur de changement

L'un des projets phares de l'association promeut l'inclusion de tous les enfants grâce à un accompagnement sur mesure. Le Projet d'Accueil Amasco (PAA) oriente concrètement les activités proposées aux enfants à besoins particuliers au sein des ateliers. Les familles aux enfants porteurs de handicap sont mises en relation avec les référents PAA et coordinateurs pédagogiques. Objectifs : orienter les différents axes de l'accompagnement selon les besoins des enfants (stimulation intellectuelle, motricité fine, compétences langagières, capacité d'attention, etc).

À la fin de la semaine d'ateliers PAA, un bilan pédagogique est effectué par les équipes pédagogiques et une restitution orale est faite aux parents pour expliquer où l'enfant en est, de façon individuellement et en relation avec les autres, et quelles activités l'enfant a aimées et dans lesquelles il s'est senti en confiance. Une démarche très appréciée par les familles d'un

enfant porteur de troubles dits dys (dyslexiques, dysphasiques, dysorthographiques, etc).

Autre dispositif soutenant l'inclusion, les temps d'inclusion avec de jeunes internés dans des Institutions Médico-Éducatifs (IME), établissements qui accueillent les enfants et adolescents atteints de handicap mental.

Pendant une semaine, sur des temps réduits, de jeunes enfants en IME participent aux ateliers encadrés par des éducateurs spécialisés et une équipe formée pour répondre à leurs besoins. Les activités proposées sont adaptées pour être accessibles au plus grand nombre tout en favorisant la confiance en soi, l'ouverture aux autres et la connaissance de l'art (musique, danse, arts visuels).



LE PRODUCTEUR LOCAL

Le Producteur Local est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, une SCIC. Un réseau local de magasins coopératifs en circuit court de proximité & « zéro marge » qui permet aux consommateurs d'accéder à une alimentation saine tout en restituant la marge aux producteurs associés !

7

BOUTIQUES.

4

DÉPARTEMENTS.

5

MILLIONS
D'ENCAISSEMENTS
CLIENTS.

1

CRÉATION
DE MAGASIN.

200 000

TICKETS.

30

SALARIÉS.

20

CRÉATIONS D'EMPLOIS
CHEZ NOS ASSOCIÉS
PRODUCTEURS ET ARTISANS.

180

PRODUCTEURS.

80 %

DE PRODUCTEURS
ET ARTISANS
LABELLISÉS.

3

PROJETS EN
ACCOMPAGNEMENT
À LA CRÉATION.

En 2021



WEBFORCE3 LA FORCE DU NUMÉRIQUE INCLUSIF

WebForce3 est un réseau de 50 écoles, organismes de formation agréé par le ministère du travail et certifié Organisme de Formation par l'Apprentissage (OFA), qui forme aux métiers du numérique pour un accès ou retour rapide à l'emploi à tout type de public. Sa mission est de faire du numérique un véritable levier d'inclusion et d'insertion.

Favoriser l'inclusion dans la Tech

WebForce3 propose des formations aux publics éloignés de l'emploi et sous-représentés dans la Tech pour plus d'inclusion et de diversité en entreprise. L'école a mis en place des partenariats au niveau local et national : associations, gouvernement, territoires, grands groupes et PME.

Différentes solutions : la prépa-apprentissage Fabrik Ton Parcours, l'ouverture d'écoles en plein quartier, des actions de sensibilisation et d'accompagnement avec des organisations locales et l'accès à l'apprentissage via des formations inclusives et accessibles sans prérequis de baccalauréat ou de diplômes.

WebForce3 s'engage avec conviction en faveur de la formation des femmes, dans un secteur comme la Tech où seulement 27,4 % de femmes sont recrutées contre 46,8 % dans tous secteurs confondus.

Autre point fort, avoir réussi à former près de 11 % d'apprenants en situation de handicap (RQTH) avec 70 % de retour à l'emploi.

« 21 % de jeunes formés dans les Quartiers prioritaires de la Ville », c'est le résultat d'une volonté affirmée par la startup sociale de donner aux jeunes en situation de décrochage scolaire ou de précarité accès à une formation de qualité.

L'école a développé deux programmes spécifiques inclusifs : Data Asperger avec Grenoble École de Management (CDA Data Analyst) et Des Signes et des Clics (Formation développeur web en langue des signes française).

10 %

D'APPRENANTS
HANDICAPÉS.

168

PARCOURS ENGAGÉS,
93 TERMINÉS,
75 EN COURS.

70 %

DES PARCOURS ENGAGÉS
LE SONT AVEC UNE PROMESSE
D'EMBAUCHE (CDI, CDD
TREMPLIN, ALTERNANCE).



CUEILLETTE URBAINE

Depuis 2016, l'entreprise engagée Cueillette Urbaine s'est lancée le défi d'adopter un modèle de consommation durable et respectueux de l'environnement face aux besoins alimentaires de demain. Spécialisée dans l'agriculture urbaine, elle installe et exploite des fermes et des potagers agroécologiques en milieu urbain.

UNE ÉQUIPE DE

15

PERSONNES PENDANT
LES RÉCOLTES.

4

FERMES URBAINES
EN EXPLOITATIONS.3 330 M²DE SURFACE VÉGÉTALISÉE
EN PRODUITS COMESTIBLES.

131

SOURIRES COLLECTÉS
LORS D'ATELIERS.

82

NOUVELLES VARIÉTÉS
VÉGÉTALES INTRODUITES
DANS UN MILIEU URBAIN.

632

BIÈRES BRASSÉES AVEC
DU HOUBLON PARISIEN.

6 CONSEILS AVANT DE SE LANCER DANS LA MESURE D'IMPACT

Mélanie Sueur Sy,
directrice générale d'Enactus France

Objectif stratégique, outil de communication ou évaluation plébiscitée par les investisseurs... de plus en plus de structures sautent le pas de l'évaluation de leur mesure d'impact. C'est le cas d'Enactus, Topiste dans la catégorie « égalité des chances en matière d'éducation » l'an passé, l'association a réalisé sa première mesure d'impact dès 2018. Quelles sont les bonnes pratiques ? Mélanie Sueur Sy, directrice générale d'Enactus et membre du comité des parties prenantes de la deuxième édition du Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, nous livre ses conseils.

01.

Identifier son impact principal

Cela peut paraître évident, mais c'est la base. Nous l'avons d'ailleurs vécu au sein d'Enactus, dont la mission est d'accompagner des jeunes à créer des projets à impact social et environnemental. Initialement,

nous nous focalisons sur l'impact des projets des jeunes que nous accompagnions alors que notre impact majeur était sur les jeunes eux-mêmes.

02.

Ne pas faire des évaluations par contrainte externe mais, au contraire, par motivation interne

Chez Enactus, nous avons établi notre propre agenda d'évaluation d'impact et ce, sans y être contraints par des investisseurs. Nous l'avons fait par motivation

en interne. Lorsqu'un financeur nous a annoncé qu'il souhaitait financer une évaluation de mesure d'impact externe, nous n'avons pas été surpris.

03.

Se faire accompagner et internaliser une partie de cette compétence

Il est indispensable de se faire accompagner en externe, cela apporte une réelle expertise. Enactus l'a d'ailleurs fait à plusieurs reprises. Cependant, lors-

qu'une organisation arrive à un certain stade de maturité de développement, il faut être capable d'internaliser une partie de cette compétence.

04.

Intégrer la collecte de données dans ses process internes

Nous vivons dans une économie de la data. Les données servent à convaincre. Cela implique donc d'investir dans la compétence, la mesure d'impact, mais aussi dans les systèmes d'information qui permettent de collecter ces données. Auparavant, les financeurs considéraient la mesure d'impact comme une fonction support. Aujourd'hui, ils ont compris qu'ils ne pouvaient plus exiger de data ni de mesure d'impact

sans financer les systèmes d'information.

Lorsque les prestations externes réalisent des études ad-hoc, sur trois ans par exemple, il est nécessaire d'avoir un dispositif intégré permettant de continuer à suivre les données collectées. Cela ne veut pas dire que nous allons les analyser chaque année, mais il est crucial de pouvoir avoir des données factuelles, objectifs pour démontrer nos impacts.

05.

« Avancer brique par brique »

Il est important d'avancer étape par étape. Il est nécessaire de renforcer la mesure d'impact immédiat

avant de pouvoir se lancer dans une étude de long terme. Il ne faut pas se tromper d'ordre.

06.

Unir ses forces

Unir ses forces peut s'avérer très utile pour mesurer un impact social auquel on contribue, mais qui n'a pas d'effet immédiat sur nos bénéficiaires.

Enactus s'est associée, en 2021, à un collectif d'acteurs de la sensibilisation à l'entrepreneuriat des jeunes. Nous voulions renforcer nos arguments sur notre impact social et le lien entre les compétences que les jeunes développent en passant par Enactus

et leur insertion socio-professionnelle. Aucune des structures n'ayant la capacité de financer une étude de recherche et développement, nous avons mutualisé nos ressources. Nous avons pu réaliser, ensemble, une revue de littérature scientifique cherchant à établir les liens de causalité entre les effets générés par nos programmes, appuyés par nos mesures d'impact et les effets pour la société sur l'engagement citoyen, l'insertion sociale et l'insertion professionnelle.

NILS PEDERSEN : « SI ON N'EST PAS TRANSPARENT SUR LA MÉTHODE, C'EST QU'ON A DES CHOSES À CACHER »

Nils Pedersen est l'un des quatre membres du comité des parties prenantes. Président de La Fonda, il apporte son regard d'expert sur l'importance de la rigueur et de la transparence dans un classement tel que le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact.

Quelle définition donnez-vous de l'impact ?

Lorsqu'on parle d'impact, on confond souvent résultats et transformations. Il y a ce qu'on produit, les résultats obtenus et la capacité à transformer.

L'une des définitions de l'impact est comptable, grâce à des indicateurs. À La Fonda, nous défendons une autre forme d'impact, la création de valeurs. Votre impact n'est pas nécessairement numéraire ; il peut s'incarner dans la transformation de politiques publiques, d'un écosystème ou de l'individu. Ces deux approches ne sont pas antinomiques, elles sont au contraire complémentaires.

Pourquoi, dans un classement tel que le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact, la rigueur est-elle primordiale ?

La rigueur est centrale, fondamentale et indispensable, parce qu'elle est un instrument de mesure. Pour mesurer, nous devons utiliser de bons outils et de bons indicateurs. On pourrait ainsi établir un parallèle avec les sciences. Lorsqu'un chercheur démontre une théorie, on doit pouvoir reproduire le même argument sans lui. C'est indispensable.

Qu'en est-il de la transparence, notamment pour la méthodologie de ce Top 50 ?

Il est d'abord important qu'on puisse retrouver la trame du questionnaire. Par ailleurs, les critères de pondération qui ont été retenus doivent également être rendus publics.

Cela ne veut pas dire évidemment qu'on va donner toutes les méthodes de calcul. Cependant, si on n'est pas transparent sur la méthode, c'est qu'on a des choses à cacher et en général, ce n'est pas bon. Communiquer sur la méthode permet, au contraire, de se challenger, de s'améliorer et progresser.

Comment trouver l'équilibre entre les exigences de transparence et la confidentialité de certaines données ?

Je ne crois pas en la dictature de la transparence. Je crois qu'un baromètre est efficace à partir du moment où les gens déposent leurs réponses en confiance et en étant sûrs que cela ne se retourne pas contre eux. Il est néanmoins primordial que les données soient traitées en confidentialité. Cette méthodologie est garante de la crédibilité même de la démarche. Mais, à partir du moment où on se réclame d'un impact, quel qu'il soit, on doit pouvoir le démontrer. Il faut donc trouver un juste équilibre entre une forme de « secret des affaires » et cette capacité à challenger.

ÉTHIK'DO

ÉTHIK'DO

Éthi'Kdo est une coopérative à but non lucratif créée par les centaines d'acteurs français de la consommation à impact positif. Éthi'Kdo propose aussi la première carte cadeau française des enseignes 100% éthiques, écologiques, solidaires et responsables !

7

NOUVELLES
ASSOCIATIONS
PARTENAIRES.

135

NOUVELLES BOUTIQUES
ET ENSEIGNES
PARTENAIRES.

45

NOUVELLES VILLES
ACCESSIBLES
AVEC ÉTHI'KDO.

2

MILLIONS D'EUROS
REDIRIGÉS VERS
LA CONSOMMATION
DURABLE.

5

MILLIONS D'ALTERNATIVES
ÉCOLOGIQUES ET SOLI-
DAIRES ACCESSIBLES AVEC
LA CARTE ÉTHI'KDO.

26 000

EUROS REDIRIGÉS VERS DES
ASSOCIATIONS GRÂCE AUX
BÉNÉFICIAIRES DE CARTES
ÉTHI'KDO.

82 %

DES UTILISATEURS SONT
ENTRÉS DANS UNE BOUTIQUE
ÉTHIQUE POUR LA 1ÈRE FOIS
GRÂCE À LA CARTE ÉTHI'KDO.



THIBAUT DE SAINT SIMON EST DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION ENTREPRENDRE ET MEMBRE DU COMITÉ DES PARTIES PRENANTES DE CE TOP 50 DE L'ENTREPRENEURIAT À IMPACT, IL NOUS LIVRE ICI SA VISION DE L'ENTREPRENEUR DU FUTUR (SOUHAITABLE)

L'entrepreneur du futur est de tout âge. Il a pu se lancer aussi bien à 18 ans qu'à 60 ans. Il a évidemment les mêmes chances de réussir qu'il soit une femme ou un homme. Et c'est pareil pour son niveau de qualification, car il est entrepreneur, peu importe ses éventuels diplômes.

L'entrepreneur du futur aura développé ses compétences entrepreneuriales par des programmes de sensibilisation et d'initiation à l'entrepreneuriat dès le collège. Parce que tous les jeunes collégiens en France en ont bénéficié et cela leur a permis d'orienter leur parcours scolaire beaucoup plus efficacement, d'oser s'envisager entrepreneur et de développer ou renforcer des compétences comme le travail en équipe, la créativité ou l'agilité qui leur seront utiles, quelle que soit leur carrière professionnelle.

L'entrepreneur du futur entreprend aussi bien depuis une grande ville, un quartier populaire ou une zone rurale. Mais il entreprend toujours en cohérence avec son environnement, en s'appuyant sur les ressources et les spécificités de son territoire.

C'est un entrepreneur qui ne craint pas le regard que l'on peut porter sur ses difficultés, car la société ne le juge plus sur ses échecs. C'est donc un entrepreneur assurément audacieux. C'est un entrepreneur qui est entouré et qui ne connaît plus la solitude. Il a bénéficié d'un accompagnement à la création d'entreprise par un réseau compétent et de proximité, lui permettant : d'éviter beaucoup d'erreurs, de prendre confiance en lui très rapidement, d'être soutenu dans les moments de doute et de bénéficier d'expertises

et de financement pour réussir son projet. C'est d'ailleurs un entrepreneur qui prendra le temps de partager son expérience pour contribuer à faire réussir les nouvelles générations d'entrepreneurs.

L'entrepreneur du futur développe des activités qui améliorent la qualité de vie et la santé, qui contribuent à réduire les inégalités, qui ont un impact neutre ou positif sur l'environnement... Bref, c'est entrepreneur à mission qui pense son activité autour d'une valeur économique, sociale et environnementale. D'ailleurs, il utilise la comptabilité en triple capital.

L'entrepreneur du futur est militant et animé par une ambition systémique. Il recherche la complémentarité avec d'autres acteurs, qu'ils soient privés ou publics. Il aime donc travailler en coopération pour dépasser l'impact de sa propre activité.

Vous l'avez compris, cette vision de l'entrepreneuriat est parfaitement généraliste, subjective et finalement peut-être pas si futuriste que ça ?! Ce qui est certain, c'est que l'entrepreneur du futur, c'est à nous tous de l'écrire, car l'entrepreneur est aussi le reflet de la société dans laquelle il évolue. Soyons alors tous les entrepreneurs d'un avenir souhaitable !

MOULINOT

N°02.
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS

MOULINOT

Moulinot est une ESUS spécialiste du tri, de la collecte, du traitement et de la revalorisation des biodéchets, et des déchets bio organiques « déchets verts », et du recyclage des déchets, méthanisation agricole et lombricompostage ou compostage (compost bio).

12 500
TONNES DE BIODÉCHETS
VALORISÉS.

LES RESTES DE
250 000
REPAS ONT ÉTÉ COLLECTÉS
CHAQUE JOUR.

10
GWH DE GAZ RENOUVELABLE
GÉNÉRÉS SOIT 1500 LOGEMENTS
CHAUFFÉS À L'ANNÉE EN BASSE
CONSUMMATION.

12 000
TONNES D'AMENDEMENTS
ORGANIQUES GÉNÉRÉS
(COMPOST ET DIGESTAT)
SOIT 400 HECTARES DE
TERRES FERTILISÉS.

1 500
TONNES D'ÉQUIVALENT
CO2 ÉVITÉES.

75 %
DE SORTIES
POSITIVES SUR
LES FORMATIONS.

42
PERSONNES FORMÉES
DANS NOTRE ORGANISME
DE FORMATION.

92
EMPLOIS.



En 2021

LES PARTICIPANTS



FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI

3PA / LES ÉCOLES DE LA TRANSI- TION ÉCOLOGIQUE	EDUC-UP	MAVOIE.ORG
ACTA VISTA	ENGAGEMENT & ENTREPRISE	MÔMJI
ALUMNFORCE	ENTREPRENDRE POUR AP- PRENDRE	MON JOB DE SENS
ARES	FONDATION ACTIONNAIRE	POSITIVE PLANET
CAMPUS DE L'INCLUSION	MOZÁIK	REBONDS!
CLUBHOUSE FRANCE	GERMINAL	SIMPLON.CO
DESCODEUSES	KODIKO	SOCIAL BUILDER
DIVERSIDAYS	KONEXIO	TIME TO START
EACH ONE	LE FALAF	WEAVERS FRANCE
ÉCOLE O'CLOCK	MAKE ICI	WEBFORCE3
		WIDID



ACCÈS AU LOGEMENT

FAMILLES SOLIDAIRES	HABITAT ET HUMANISME	RÉSIDÉTAPES DÉVELOPPEMENT
FONCIÈRE CHÊNELET	L'ISA - L'IMMOBILIER SOLIDAIRE & ASSOCIATIF	SOLIDARITÉS NOUVELLES POUR LE LOGEMENT
GESTIA SOLIDAIRE		



ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE

ARTICLE 1	ÉNERGIE JEUNES	PARRAINS PAR MILLE
ASSOCIATION ÉVEIL	EXTRASTUDENT	RÊV'ELLES
ATELIERS AMASCO	LE CHOIX DE L'ÉCOLE	SOFT KIDS
CHEMINS D'ENFANCES (CDE)	LÉTHÉ MUSICALE	WOW! NEWS
DOMISSORI	LUNII	
E-GRAINE	MLEZI MAORE	



ACCÈS À LA SANTÉ ET À UN PARCOURS DE SOIN DE QUALITÉ

A VOS SOINS	IPSO SANTÉ	VISITATIO – VOISINS & SOINS
BANLIEUES SANTÉ	NIGHTLINE FRANCE	
CARIANS / DEUXIEMEAVIS.FR	SILVER FOURCHETTE	



CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT

7C+ – 2 MINUTES DE BONHEUR	COLETTE	SOLINUM
ASSOCIATION NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉPICERIES	DOMANI	TOM&JOSETTE
SOLIDAIRES (ANDES)	ENTOUREO	TOUS EN TANDEM
BONJOUR HENRY	LA TERRE EN PARTAGE	UN TOIT 2 GÉNÉRATIONS GRAND EST
	OPENBUBBLE	



ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT

21, L'ACCÉLÉRATEUR D'INNO- VATION SOCIALE DE LA CROIX- ROUGE FRANÇAISE ET DE NEXEM	HELLOASSO	SOCIALCOBIZZ
ALTER' ACTIONS	HERRY CONSEIL	SOLIFAP
ASSOCONNECT	IMPACT TRACK	SONAR
BELLEVILLES	INCUBATEUR BALUCHON	TIPTOQUE
BLUEBEES	KOEO	ULULE
CREATIS	MATRICE	WE DO GOOD
ECLOSION	PULSE	WENABI
	RÉSEAU LES PREMIÈRES	
	SINNY&OOKO	



CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

ALTERMUNDI	ECOTABLE	LE PRODUCTEUR LOCAL
AUUM	ÉTHI'KDO	LES AGITÉS DU LOCAL
BRASSERIE DULION	ETHICDRINKS	LES MARMITES VOLANTES
BY WOMEN COMPANY	GÉOCHANVRE	LIBETLOU
COMPTOIR DE CAMPAGNE	JUNGLE FRANCE SAS	MAMIE MESURE
CRUSHON	LA FOURCHE	OPTIC FOR GOOD
DÉSIRÉE	LABEL EMMAÜS	SMOON



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE

ÉPICES ÉNERGIE	FRUGGR
ÉLECOCITÉ	HELIOCLIM



LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS

BOMOLET	LOOLA	UNISOAP
CODABENE	MOULINOT	VESTO
GEEV	PANDOBAC	WEKTOO
HEBDO ÉCOLO	RECYCLIVRE	WINGS OF THE OCEAN
KOKPIT SAS	REJOUÉ	ZACK
LEMON TRI	RÉSEAU VRAC	
LES FÉES RECUP	SAS MALAKIO	



HORS CATÉGORIE

ASSOCIATION RESONANTES	DROITS D'URGENCE
AXYLIA	R-PUR



AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ

AGROOF SCOP	ECOTREE	PLANÈTE URGENCE
CUEILLETTE URBAINE	MERCI RAYMOND	

PRINCIPALES INFORMATIONS PAR CATÉGORIE

N°	Catégorie	Dossiers	Note			Ancienneté		Entreprises & Coop		
		Notés	Moyenne	Max.	Min.	Moyenne	Nombre de fondateurs	Entreprises	Associations	Coopérative CA moyen K€
1	FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCÈS À L'EMPLOI	30	66,19	82,7	35,00	10 ans	1,83	40,0%	60,0%	3 843 €
2	ACCÈS AU LOGEMENT	7	72,59	82,8	61,80	16 ans	1,71	42,9%	57,1%	113 €
3	ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET À LA CULTURE	16	61,34	78,65	45,29	13 ans	1,94	31,3%	68,8%	3 823 €
4	ACCÈS À LA SANTÉ ET MAINTIEN DE L'AUTONOMIE	7	67,73	77,8	46,80	7 ans	2,29	28,6%	71,4%	2 115 €
5	CRÉATION, MAINTIEN DU LIEN SOCIAL ET LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT	12	64,10	75,6	55,20	6 ans	1,75	66,7%	33,3%	106 €
6	ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN DES PORTEURS DE PROJET À IMPACT	23	68,71	83,5	41,70	8 ans	2,30	69,6%	30,4%	1 045 €
7	CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	21	60,90	77,3	39,90	5 ans	2,33	100,0%		1 307 €
8	LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE, RECYCLAGE, REVALORISATION ET RÉDUCTION DES DÉCHETS	19	65,72	87,9	54,10	5 ans	1,74	73,7%	26,3%	1 331 €
9	AGRICULTURE DURABLE ET MAINTIEN DE LA BIODIVERSITÉ	5	60,64	70,7	52,85	9 ans	3,40	80,0%	20,0%	1 455 €
10	TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & MOBILITÉ DURABLE	4	60,13	83,6	49,60	5 ans	2,50	100,0%		239 €

TOP 50 DES ENTREPRENEURS À IMPACT

	Catégorie	Structure	Note	Statut juridique
1 ^{er}	Formation professionnelle et accès à l'emploi	WebForce 3	84,9	Société
	Accès au logement	Habitat & Humanisme	82,8	Association loi 1901
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Rêv'Elles	77,9	Association loi 1901
	Accès à la santé et maintien de l'autonomie	Cariance/ deuxième avis.fr	77,8	Société
	Création, maintien du lien social et lutte contre l'isolement	Colette	75,6	Société
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	HelloAsso	83,5	Société
	Consommation et production responsables	ECOTABLE	77,3	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	Lemon Tri	87,90	Société
	Agriculture durable et maintien de la biodiversité	Cueillette Urbaine	70,7	Société
	Transition énergétique & mobilité durable	fruggr	83,59	Société
2 ^{ème}	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Educ-Up	82,7	Société
	Accès au logement	Foncière Chênelet	81,5	Société
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Énergie Jeunes	71,1	Association loi 1901
	Accès à la santé et maintien de l'autonomie	Banlieues Santé	72,9	Association loi 1901
	Création, maintien du lien social et lutte contre l'isolement	ANDES	73,9	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	Bellevilles	83	Société
	Consommation et production responsables	Label Emmaüs	76,8	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	Moulinot	81,50	Société
	Agriculture durable et maintien de la biodiversité	EcoTree	62,9	Société

3 ^{ème}	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Make ICI	81,2	Société
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Article 1	69	Association loi 1901
	Création, maintien du lien social et lutte contre l'isolement	Entoureo	69,2	Société
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	wenabi	81,4	Société
	Consommation et production responsables	CrushON	74,6	Société
4 ^{ème}	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	RecycLivre	75,84	Société
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Konexio	80,4	Association loi 1901
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Ateliers Amasco	66,5	Association loi 1901
	Création, maintien du lien social et lutte contre l'isolement	La Terre en Partage	67,2	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	Sinny&Ooko	80,2	Société
5 ^{ème}	Consommation et production responsables	Altermundi	74,6	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	Wings of the Ocean	73,35	Association loi 1901
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	3PA / Les Écoles de la Transition Ecologique	77,4	Association loi 1901
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Le Choix de L'École	65	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	Solifap	79	Société
6 ^{ème}	Consommation et production responsables	ETHI'KDO	73,7	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	Pandobac	70,42	Société
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Ares	77,5	Association loi 1901
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Parrains Par Mille	62,3	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	KOEO	78,9	Société
7 ^{ème}	Consommation et production responsables	Les Marmites Volantes	69,9	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	UNISOAP	69,30	Association loi 1901
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Simplon.co	76,6	Société
	Accès à une éducation de qualité et à la culture	Chemins d'Enfances	61,8	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	BlueBees	78,3	Société
8 ^{ème}	Consommation et production responsables	Le Producteur Local	68	Société
	Lutte contre le gaspillage, recyclage, revalorisation et réduction des déchets	GEEV	66,33	Société
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Social Builder	75,1	Association loi 1901
	Accompagnement et soutien des porteurs de projet à impact	Matrice	77,1	Association loi 1901
	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Acta Vista	74,2	Association loi 1901
10 ^{ème}	Formation professionnelle et accès à l'emploi	Diversidays	73,9	Association loi 1901

TOP 50

de l'entrepreneuriat
à impact 2021

LE COMITÉ DE PILOTAGE

Antoine Sire, Flavie Deprez, Thierry Sibieude, Alexis Krycève, Maha Kéramane

LE COMITÉ DES PARTIES PRENANTES

Fabien de Castilla, Thibault de Saint Simon, Mélanie Sueur Sy, Nils Pedersen

LA TEAM HAATCH

Alexis Krycève, Cécile Chapon, Walid Houfaf-Khoufaf et Paul Manse

LA CARETEAM

Guillaume Brault, Flavie Deprez, Christina Diego, Lisa Domergue, Delphine Houel,
Théo Nepipvoda, Basile Nottin, Mioraniaina Ravelosoanirina, Ayk Satilmis, Mathieu Serrania

LE TOP 50 DE L'ENTREPRENEURIAT À IMPACT 2021, DEUXIÈME ÉDITION

édité en février 2022 par Univercast – Carenews

SAS au capital de 99 000 €

4 villa Clapeyron – 78100 Saint-Germain-Laye

RCS Versailles B 788 999 977

09 72 42 00 43 – bonjour@carenews.com

Président : Guillaume Brault

Directrice générale : Flavie Deprez

Cette année, il n'y a pas que la couverture qui est verte, mais le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact dans son intégralité : Le papier utilisé est 100 % recyclé et la colle utilisée est de provenance végétale, l'imprimerie est labellisée Imprim'vert*.

** Le label Imprim'Vert représente une marque environnementale spécifiquement dédiée aux procédés d'impression. Elle repose sur l'application d'un cahier des charges respectant l'environnement.*

Imprimerie Tigre Bleue

60, rue Saint-Sabin, 75011 Paris

tigrebleu@tigrebleu.com

Direction artistique et maquette : Julie Marie

Crédits photos :

Acta Vista, Altermundi, Geev, Lemon Tri, Aurelio Rodriguez, Alan Dub, Ares, Chloé Vollmer-Lo, CrushON, Écotable, Carenews, Marc Melki, Association ÉNERGIE JEUNES, Salomé Suarez, BlueBees, Adèle Darcet, M Fach, welcometothejungle, Social Buidler, Planète Urgence, Link Studio, Foncière Chenelet, Clotilde Penet, Parrains Par Mille, (DR.) droits réservés.

TOP 50

carenews 

carenews.com

